

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA SOUVERAINETÉ INFORMATIONNELLE À LA CROISÉE DES CHEMINS : LES CAS
DES AGENCES DE PRESSE NOTIMEX AU MEXIQUE ET TÉLAM EN ARGENTINE**

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN COMMUNICATION INTERNATIONALE et INTERCULTURELLE

PAR

PALOMA MARTÍNEZ MÉNDEZ

JUILLET 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

À mes enfants, Adélie et Mateo, pour leur amour, leur patience et leur confiance,

A mi mamá y mi hermano, Patricia et JuanRa, por siempre creer en mí y alentarme a seguir adelante,

À Simon, pour m'avoir soutenu quand j'en avais besoin.

À Patrick (White), mon directeur de mémoire, pour avoir toujours su me convaincre de la pertinence et de l'importance de mon sujet, même lorsque j'en doutais.

À Louise, pour ses innombrables relectures et son inconditionnel soutien tout au long de ma maîtrise.

À Nathalie, pour les derniers détails et ses encouragements.

Merci à toutes et à tous, je vous suis sincèrement reconnaissante pour votre temps et votre soutien. Gracias.

Paloma

Para mi papá, quien estaría orgulloso de mí.

Para Adélie et Mateo, porque todo lo que hago es para ustedes y por ustedes.

Y recuerden...

"Hay que reír, pues. Y la risa, ya lo sabemos, es el primer testimonio de la libertad."

Rosario Castellanos

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION AU MÉMOIRE	1
CADRE THÉORIQUE	16
1. Introduction	16
2. Concepts mobilisés	17
2.1 Souveraineté informationnelle	17
2.2 Hégémonie de l'information et occidentalisation des récits	18
2.3 Pluralisme et démocratie	21
2.4 Intelligence artificielle, GAFAM et agences de presse	23
3. Ancrage dans la pensée critique latino-américaine	26
3.1 Influences théoriques	29
3.2 Le rôle du CIESPAL et de la sociologie critique	30
4. Lien avec l'objet de recherche (Notimex et Télam)	32
5. Conclusion du cadre théorique	33
MÉTHODOLOGIE	34
1. Approche méthodologique	34
2. Perspective critique latino-américaine	34
3. Plan de recherche	36
3.1 Revue documentaire	36

3.2	Revue académique	36
3.3	Entretiens	37
4.	Analyse des informations	39
5.	Critères éthiques et de validité	39
6.	Portée et limites	40
7.	Transparence	41
ÉTUDE DE CAS : NOTIMEX (MEXIQUE)		42
1.	Résumé des entretiens	42
2.	Acteurs et témoignages	42
2.1	Adriana Urrea	42
2.1.1	Transformation et démantèlement de Notimex	42
2.1.2	Manipulation de l'information et persécution au travail	43
2.1.3	Ce que le Mexique a perdu	44
2.1.4	Indépendance éditoriale	45
2.1.5	Une occasion manquée	46
2.2	José Luis López Aguirre	46
2.2.1	Transparence et gouvernance : un panorama complexe	47
2.2.2	Difficultés institutionnelles et droit à l'information	47
2.2.3	Valeur stratégique de Notimex et le paysage médiatique mexicain	48
2.2.4	Réflexion sur le rôle des médias publics	49
2.3	Andrew Paxman	49
2.3.1	Autonomie éditoriale et officialisme historique chez Notimex	49
2.3.2	Discours officiel sur la fermeture et la culture de la corruption	50
2.3.3	Paysage médiatique au moment de la fermeture de Notimex	52

3. Analyse et conclusion du cas Notimex	53
3.1 Autonomie éditoriale et contrôle politique	53
3.2 Rôle stratégique et international	53
3.3 Droit à l'information et pluralité de l'information	57
3.4 Gouvernance interne et droits du travail	58
3.5 Modèles alternatifs et avenir numérique	59
ÉTUDE DE CAS : TÉLAM (ARGENTINE).....	62
1. Revue de littérature	62
1.1 Annonce de la fermeture : une décision idéologique	62
1.2 Réactions nationales : indignation et mobilisation	62
1.3 Réactions internationales : inquiétude pour la liberté de la presse	63
1.4 Conséquences pour les travailleurs de Télam	64
1.5 Impact sur la pluralité de l'information	65
1.6 Transformation de Télam en agence de publicité	65
1.7 Critiques de la stratégie du gouvernement : contrôle, suspension drastique et occupation policière	66
1.8 Conclusion de la revue de littérature	67
2. Résumé des entretiens	68
2.1 Marcelo Botto	68
2.1.1 Impact de la disparition de Télam	68
2.1.2 Lacunes à l'international	71
2.1.3 Diversité et fragmentation des médias	71
2.2 Cecilia Díaz	72

2.2.1	Importance historique de Télam	72
2.2.2	Transformations et déclin	73
2.2.3	Impact sur la souveraineté informationnelle	73
2.2.4	Défis et perspectives futures	74
3.	Conclusion et analyse de l'étude de cas	74
COMPARAISONS ET RÉFLEXIONS CROISÉES SUR LES DEUX CAS D'ÉTUDE		81
1.	Contextualisation des cas	81
2.	Points de concordance	81
3.	Différences marquées	84
4.	Réflexions croisées et conclusion du chapitre	86
ENTRETIENS AVEC PEDRO AGUIAR ET MICHAEL PALMER		88
1.	Souveraineté informationnelle en Amérique latine : tensions historiques et défis contemporains - Entretien avec Pedro Aguiar	88
1.1	Domination des plateformes mondiales	88
1.2	Manque de volonté politique et de coopération régionale	90
1.3	Débat historique : souveraineté et libre circulation de l'information	94
1.4	Rôle des agences de presse	94
1.5	Absence d'agences de presse publiques au Mexique et en Argentine, un pas en arrière	95
1.6	Communication publique vs. communication gouvernementale	96
2.	Agences publiques en crise : gouvernance, pluralité et enjeux démocratiques – Entretien avec Michael B. Palmer	97
3.	Conclusion du chapitre	102

ANALYSE DES APPRENTISSAGES ET CONCLUSIONS - La souveraineté informationnelle comme un bien commun et une perspective d'avenir	104
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	114

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à la disparition de deux agences de presse publiques latino-américaines — Notimex au Mexique et Télam en Argentine — afin d'examiner les conséquences de cet événement sur la souveraineté informationnelle et le droit à une information fiable, impartiale et d'intérêt public dans ces pays. La perspective adoptée est comparative entre les deux pays et s'inscrit dans une réflexion plus large sur la capacité des États latino-américains à maintenir des instruments publics de production et de diffusion de l'information dans un contexte de transformations technologiques, commerciales et politiques.

La recherche est de nature historique, documentaire et analytique. Elle examine les antécédents des agences, les débats latino-américains sur la dépendance informationnelle et l'impact des plateformes numériques et de l'intelligence artificielle. Elle soutient que la disparition de Notimex et Télam crée un vide démocratique et affaiblit la capacité des sociétés à garantir une information pluraliste, équilibrée et conforme à l'intérêt public.

Mots clés : *souveraineté informationnelle · agences de presse publiques · Notimex · Télam · droit à l'information · Amérique latine.*

INTRODUCTION AU MÉMOIRE

Depuis fin 2023 et tout au long de 2024, deux des agences de presse publiques les plus importantes d'Amérique latine, Notimex au Mexique et Télam en Argentine, ont vu leur trajectoire institutionnelle interrompue par des décisions prises par les exécutifs nationaux. Notimex a été dissoute par décret le 22 décembre 2023¹, et le sort de Télam a été scellé par des mesures exécutives qui ont conduit, en 2024, à sa dissolution².

Ces événements ne sont pas des épisodes isolés, mais les manifestations d'un phénomène plus large qui remet en question la capacité des États latino-américains à conserver des instruments publics de diffusion de l'information et, par conséquent, à maintenir des formes de souveraineté dans le domaine de l'information. La présente recherche part de ce constat pour formuler une question centrale : quelle forme prendront la souveraineté informationnelle et le droit à une information exacte, impartiale, équitable, équilibrée et intégrale au Mexique et en Argentine sans les agences publiques Notimex et Télam ?

Cette question nécessite une double ancrage : historique et contextuelle. Historiquement, les agences de presse internationales — Associated Press, Reuters et Havas (aujourd'hui Agence France-Presse) — ont consolidé, depuis le XIXe siècle, un rôle central dans la collecte et la distribution des flux d'informations transnationaux ; leur pouvoir reposait sur l'exclusivité de l'accès et sur les moyens techniques permettant de diffuser des informations à grande échelle. Comme le soulignent Artero et Moraes (2008), ces agences européennes ont conservé pendant des décennies « le monopole du flux international de nouvelles »³. De cette matrice sont nées, dans plusieurs pays, des agences publiques ayant pour vocation de corriger les asymétries et de

¹ Secrétariat d'État mexicain (Secretaría de Gobernación). (2023). *Sistema de Información Legislativa* [Document institutionnel].

http://sil.gobernacion.gob.mx/Archivos/Documentos/2023/10/asun_4629054_20231017_1697568403.pdf

² République argentine. (2024). *Décret 117/2024 — Interventions* [Décret]. *Journal officiel de la République argentine*.

³ Artero, J. P., et Moraes, R. (2008). Opciones estratégicas de las agencias de noticias europeas: Reuters, France Presse y EFE. *Comunicación y Sociedad*, 21(1). doi:10.15581/003.21.36289 p. 54

fournir des contenus d'intérêt public. Cependant, le paysage informationnel contemporain est marqué par des changements technologiques et commerciaux qui érodent ces structures.

Aujourd'hui, les principales agences internationales — AFP, AP, Reuters et Bloomberg — sont confrontées à la concurrence des réseaux sociaux et des géants du numérique, les entreprises Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft (GAFAM)⁴, qui, comme le souligne Palmer (2020), utilisent leurs produits et contenus « sans paiement ou avec un paiement insuffisant »⁵

Le rapport *Journalism, media, and technology trends and predictions 2024* (Journalisme, médias et tendances technologiques et prévisions pour 2024)⁶, rédigé par Nic Newman du Reuters Institute for the Study of Journalism, confirme que l'incertitude règne dans le secteur de l'information. Newman (2024) y décrit cette période comme le témoignage du « pouvoir perturbateur de l'intelligence artificielle (IA) », qui bouleverse profondément l'espace médiatique et fait peser des risques importants sur la fiabilité de l'information et la viabilité des grands médias.

Selon l'auteur principal du rapport, en 2026, une grande partie du contenu sur Internet sera produite de manière synthétique, et les prochaines années seront définies par la capacité des diffuseurs à transformer ce contenu en produits « plus pertinents et plus utiles »⁷ pour divers publics. Ce scénario implique que le débat sur la survie des agences de presse publiques ne peut être dissocié de la réflexion sur la viabilité des institutions journalistiques à l'égard des nouvelles sources de production et de diffusion de l'information.

En Amérique latine, cependant, les défis auxquels sont confrontées les agences ne se limitent pas à la pression technologique ou à la concurrence des acteurs mondiaux. Notre analyse documentaire entreprise en 2022 a montré que, si ces agences sont également confrontées aux GAFAM, à l'intelligence artificielle et à la désinformation, leurs problèmes sont encore plus

⁴ GAFAM, qui désigne les entreprises Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, est un acronyme utilisé pour désigner les entreprises technologiques les plus importantes et, sans doute, celles qui ont l'influence la plus considérable sur notre société (Investopedia 2020).

⁵ Palmer, M. (2020). *International News Agencies : A History*. Palgrave Macmillan. p. 243.

⁶ Newman, N. (2024, 9 janvier). *Journalism, media, and technology trends and predictions 2024* [Rapport]. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://doi.org/10.60625/risj-0s9w-z770>

⁷ *idem*. p. 21

fondamentaux : elles doivent lutter pour leur propre survie et, dans certains cas, comme Notimex et Télam, elles perdent cette bataille⁸. Ces exemples constituent des cas emblématiques de parcours interrompus par des facteurs politiques, financiers et professionnels, combinés à des transformations technologiques et commerciales mondiales.

Le cas de Notimex illustre la tension entre la communication gouvernementale et le journalisme de service public. La disparition de l'agence est survenue après plus de trois ans de grève sans réponse, déclenchée par le licenciement de plus de 200 travailleurs, dont 80 % de femmes⁹. Face aux critiques, le président mexicain López Obrador avait soutenu qu'une nouvelle agence n'était pas nécessaire car ses conférences matinales remplissaient cette fonction¹⁰.

Cependant, comme l'a fait remarquer Jorge Bravo, président de l'Association mexicaine pour le droit à l'information¹¹, dans le texte de De Assis, « il y a une différence entre une conférence de presse, c'est-à-dire une stratégie de communication politique qui dépend du président et du gouvernement, et une institution, un média public. Il est vrai que la conférence de presse génère des articles, diffuse des informations, impose l'agenda [...]. Mais ce n'est pas un média public, ce n'est pas une institution, et encore moins un média indépendant, pluraliste et diversifié, qui a la responsabilité historique d'être autre chose et mieux »¹².

Parallèlement, la disparition ou la reconfiguration d'agences de presse dites historiques, telles que Télam et Notimex, soulève des questions quant aux espaces qui restent à couvrir. Quels organismes, publics ou privés, prendront en charge la production de contenus d'intérêt national jusqu'ici assurée par ces agences ? Dans quelle mesure les grandes agences internationales ou les plateformes numériques pourront-elles substituer— ou, au contraire, homogénéiser — l'offre d'information régionale ? Quel rôle joueront les initiatives émergentes, telles que celles créées par d'anciens employés, dans la reconstitution des capacités de production et de distribution ?

⁸ Martínez Méndez, P. et White, P. (2022). *Les défis des agences de presse internationales AFP, Reuters, AP et Bloomberg à l'ère des GAFA et de l'Intelligence artificielle*. UQAM, Programme PAFARC, Montréal, 67 p.

⁹ De Assis, C. (2023, 11 juillet). *Cómo los abusos, el acoso a periodistas y más de tres años de huelga llevaron al cierre de Notimex*. - LatAm Journalism Review.
<https://latamjournalismreview.org/es/articles/como-una-mala-gestion-el-acoso-a-periodistas-y-mas-de-tres-anos-de-huelga-derivaron-en-el-cierre-de-notimex/>

¹⁰ Gouvernement du Mexique. (2023, 14 avril). *Conférence présidentielle* (2:41:00).
https://www.youtube.com/watch?v=Jrlht8sFMW0&ab_channel=EXCELSIOR

¹¹ Asociación Mexicana de Derecho a la Información (Amedi).

¹² *op. cit.* [De Assis, C.]

Au cœur de ces questions se trouve l'hypothèse qui guide notre recherche : la perte d'agences de presse nationales ayant une trajectoire historique crée un vide non seulement en termes de production d'informations, mais aussi en termes de capacité de l'État et de la société à garantir un accès à l'information répondant à des critères d'exactitude, d'équilibre et de service public.

La remise en question de la disparition de Notimex et Télam ne peut être comprise en dehors du contexte latino-américain qui, depuis la seconde moitié du XXe siècle, réfléchit à la communication comme un domaine traversé par des relations de pouvoir¹³.

Pour Jesus Martin-Barbero, le changement de paradigme qui a opéré en Amérique latine au début des années 1960 a aussi intégré la notion du « populaire », centrée sur les luttes des communautés autochtones, des anarchistes et républicains espagnols et des mouvements de protestations des classes populaires, a permis de traiter des questions de représentation, d'oppression et même d'exclusion culturelle^{14 15}.

À cet égard, le rapport MacBride de 1980, commandé par l'UNESCO et intitulé *Voix multiples, un seul monde* [...], constitue une référence incontournable. Coordonné par Sean MacBride, le rapport soulignait la nécessité d'un « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC)¹⁶, afin de corriger les déséquilibres dans la circulation de l'information, alors dominée par les grandes agences des pays du Nord.

Ce débat reprenait les préoccupations d'auteurs tels qu'Armand Mattelart, qui a analysé la dépendance informationnelle des pays latino-américains et mis en garde contre la concentration des flux d'informations entre les mains d'un petit nombre d'acteurs mondiaux.¹⁷

¹³ Martín-Barbero, J. (2006). *A Latin American perspective on communication/cultural mediation*. *Global Media and Communication*, 2(3), 279–297. <https://doi.org/10.1177/1742766506069579> p. 285

¹⁴ Martín-Barbero, J. (1984). *Cultura popular y comunicación de masas*. Dans *Materiales para la comunicación popular* (no 3). Centro de Estudios sobre la Cultura Transnacional. p. 225

¹⁵ Martín-Barbero, J. (1987). *De los medios a las mediaciones*. Comunicación, cultura y hegemonía. Gustavo Gili, Barcelone. p. 179

¹⁶ Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication. (1980). *Voix multiples, un seul monde: vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*, (Rapport de la Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication présidée par Seán MacBride). Paris : UNESCO.

<https://archive.ccrvoices.org/cdn.agilitycms.com/centre-for-communication-rights/Images/Articles/pdf/MacBrideFr.pdf>

¹⁷ Mattelart, A. (1980). Conférence de M. Armand Mattelart, professeur à l'Université de Paris VII. *Communication, Information, Médias, Théories*, 3(2), 29-35. <https://doi.org/10.3406/comin.1980.884>

Les conclusions du NOMIC ont suscité une certaine résistance dans les pays occidentaux, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1980, qui voyaient dans cette proposition une tentative de restreindre la liberté de la presse. Cependant, pour de nombreux pays du Sud, cette discussion signifiait affirmer leur souveraineté informationnelle, comprise comme la capacité de garantir la production et la diffusion de leurs propres contenus.

Comme le rappellent Lugo-Ocando et Marchesi (2024)¹⁸, cette notion s'inscrivait dans une longue tradition de luttes politiques et communicationnelles dans la région, qui cherchaient à contrebalancer l'asymétrie structurelle avec les grandes agences de presse internationales.

Ces auteurs affirment que le rapport *Voix multiples, un seul monde (Many Voices, One World)*, demeure un «examen essentiel des défis mondiaux de la communication», malgré les transformations politiques et technologiques puisqu'il a intégré des contributions interdisciplinaires, notamment d'universitaires latino-américains, et a influencé profondément les études de communication sociale dans cette région. La sociologie critique, disent Lugo-Ocando et Marchesi, «est devenue centrale dans la transformation de l'imaginaire des études sur les médias et la communication en Amérique latine» en favorisant une perspective qui valorise le changement social.¹⁹

Oliver Boyd-Barrett (2018)²⁰ souligne pour sa part, que l'essor des technologies numériques et des plateformes de création et de diffusion de l'information a ravivé, au début du XXI^e siècle, les débats autour de l'impérialisme culturel et médiatique. Ces transformations ont accentué une polarisation analytique : certaines approches y voient de nouvelles possibilités d'accès, de production et de circulation des contenus, tandis que d'autres considèrent que les dispositifs numériques reproduisent et renforcent des rapports d'inégalités et de domination. Cette tension oppose une lecture centrée sur les mutations médiatiques à une analyse issue de l'économie politique, attentive aux dimensions historiques et structurelles du pouvoir.²¹ Selon lui, il en

¹⁸ Lugo-Ocando, J., & Marchesi, M. (2024). Contesting Power From the Periphery: The Latin American Sociological Imagination and the Media. *Critical Sociology*, 50(4-5), 767–778. <https://doi.org/10.1177/08969205231221233>

¹⁹ *idem.* p. 771, 773 775, 776.

²⁰ Boyd-Barrett, O. (2018). Cultural imperialism and communication. Dans *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.678>

²¹ *idem.* p. 23

résulte une « recentralisation des flux d'information » où la périphérie mondiale continue à rencontrer des difficultés pour positionner ses propres récits.

En Amérique latine, Armand Mattelart et d'autres chercheurs associés à l'école critique latino-américaine ont souvent insisté sur le fait que la communication devait être considérée comme un droit et non comme un simple service commercial. Cette perspective est liée à la notion de souveraineté informationnelle qui, ces dernières années, a refait surface dans le débat public à propos des tentatives des gouvernements de la région de soutenir les médias et les agences publiques face aux pressions politiques et économiques. En effet, comme l'affirme López Gijsberts (2021)²², la défense de Télam en Argentine s'est régulièrement articulée autour de cette notion de souveraineté informationnelle, comprise comme la possibilité pour les États de garantir le pluralisme et l'accès équitable aux contenus d'intérêt national.

Sur le plan théorique, notre recherche se situe donc à l'intersection de deux débats : d'une part, la transformation mondiale de l'écosystème médiatique, marquée par l'irruption de l'intelligence artificielle et la centralité des géants numériques ; d'autre part, la trajectoire latino-américaine de résistance face à la dépendance informationnelle, qui trouve dans les cas de Notimex et Télam un exemple actuel des tensions entre le pouvoir politique, les médias publics et les citoyens. Comme le souligne Palmer (2020), « les agences de presse restent des institutions centrales de l'information mondiale » et leur affaiblissement ou leur disparition a des répercussions qui transcendent les frontières nationales.

Dans ce contexte, la pertinence de l'étude comparative entre le Mexique et l'Argentine réside dans le fait que ces deux pays abritaient non seulement des agences de presse actives depuis longtemps, mais que leurs gouvernements ont également pris récemment des décisions qui ont conduit à leur fermeture ou à leur restructuration. Cela permet d'explorer empiriquement comment la souveraineté informationnelle est redéfinie dans des contextes de forte conflictualité politique et sous l'influence des transformations technologiques mondiales.

²² López Gijsberts, D. (2021, 15 avril). La Agencia Télam y el sueño de la soberanía informativa. *Desde el conocimiento*. Argentine.
<https://desdeelconocimiento.com.ar/la-agencia-telam-y-el-sueno-de-la-soberania-informativa/>

À notre avis, la reconstitution historique de Notimex et Télam permet de comprendre pourquoi leur disparition n'est pas un épisode conjoncturel, mais un événement qui affecte le patrimoine informationnel et culturel du Mexique et de l'Argentine. Les deux agences sont nées à des moments clés de la consolidation de l'État national et avec des missions explicitement liées à la souveraineté informationnelle.

Notimex a été créée en 1968, année où le Mexique a organisé les Jeux olympiques et cherchait à projeter une image moderne et fiable au monde entier. Selon sa propre histoire institutionnelle, l'objectif était de « rompre la dépendance informationnelle vis-à-vis de l'étranger » et d'offrir à la presse nationale et internationale un flux d'informations produit depuis le Mexique²³. Pendant des décennies, l'agence a fonctionné comme un outil de diffusion de l'État, mais aussi comme un espace de professionnalisation du journalisme et de construction de la mémoire nationale. À son apogée, elle disposait de bureaux dans tout le pays et de correspondants dans plusieurs capitales internationales.²⁴

Cependant, comme le montrent des travaux de recherche récents, le parcours de Notimex a été marqué par des tensions récurrentes entre sa mission publique et sa subordination aux gouvernements en place. Cette dualité explique pourquoi, lorsque la crise de 2020 a éclaté, avec la plus longue grève de l'histoire des médias au Mexique, l'agence était déjà affaiblie sur le plan institutionnel.²⁵ Le licenciement de plus de 200 employés, en majorité des femmes, a mis en évidence la précarité de l'emploi qui coexistait avec la rhétorique du service public.

La décision de l'exécutif de supprimer l'agence de presse en 2023 reflétait ainsi non seulement un calcul budgétaire, mais aussi une redéfinition du rôle de l'État dans le domaine de l'information.

Par ailleurs, aujourd'hui, il est impossible d'analyser le cas de Notimex sans tenir compte du facteur perturbateur que représente la violence persistante à l'encontre des journalistes, qui constitue sans aucun doute une menace grave, voire la plus importante, pour la souveraineté informationnelle du pays.

²³ Canal del Congreso de México. (2023, 26 décembre). *Historia y surgimiento de Notimex* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=EoT9-ixpX9A>

²⁴ *ibid.*

²⁵ Pallais, M. L. (2023, 22 avril). *Lo que Notimex debió ser. El País* [Mexique] <https://elpais.com/mexico/opinion/2023-04-22/lo-que-notimex-debio-ser.htm>

Le journalisme est un pilier fondamental de la démocratie, car il sert de pont permettant à la société d'exercer son droit à l'information et à la connaissance (Guterres, António, 2023)²⁶. Lorsque des communicateurs sont assassinés, agressés ou menacés, cela produit un « effet intimidant et de silence chez leurs pairs »²⁷. Cette autocensure et la fermeture des médias — en particulier au niveau régional, où la violence est plus marquée — entraînent l'omission de sujets cruciaux tels que la corruption et le crime organisé, empêchant les citoyens de recevoir les informations nécessaires à la prise de décision et à la reddition de comptes^{28 29} (ONU Noticias, 2022 ; Article 19, 2025).

En Argentine, Télam a une histoire encore plus longue que celle de Notimex. Liée à la vision de Juan Domingo Perón en 1945 de créer un média capable de contrer l'hégémonie de l'Associated Press (AP) et de l'United Press International (UPI), l'agence a cherché, depuis sa fondation sous le nom de *Telenoticiosa Americana*, à garantir la diffusion de contenus d'intérêt national et régional.

Comme le souligne López Gijsberts (2021), Télam a traversé plusieurs phases d'expansion et de crise : pendant la dictature militaire (1976-1983), trois de ses employés ont été assassinés ; en 2018, sous le gouvernement de Mauricio Macri, 357 journalistes ont été licenciés et des bureaux ont été fermés dans l'intérieur du pays ; à différents moments, des tentatives ont été faites pour démanteler sa capacité de production. Malgré cela, l'agence a survécu comme un symbole de la lutte syndicale et de la revendication de la souveraineté informationnelle.

Le « décret d'urgence » (DNU 70/2023) signé par le président argentin Milei en décembre 2023 et l'intervention officielle qui a suivi ont scellé le sort de l'agence. En juillet 2024, sa dissolution a été officiellement annoncée, dans le cadre d'une politique plus large de privatisation et de déréglementation des entreprises publiques. Pour ses travailleurs et les organisations syndicales, cette mesure constituait une attaque directe contre le droit à l'information et le pluralisme

²⁶ Guterres, A. (2023, 26 avril). *Journée mondiale de la liberté de la presse : Notre liberté dépend entièrement de celle de la presse* (Communiqué SG/SM/21780). Nations Unies. <https://press.un.org/fr/2023/sgsm21780.doc.htm>

²⁷ Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la CIDH. (s.d.). Violence contre les journalistes. Organisation des États américains (OEA). [Consulté à : <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/pedagogicos/violencia-periodistas.asp>]

²⁸ Organisation des Nations unies. (2022, 2 novembre). Si callan a los periodistas, la sociedad pierde la posibilidad de ejercer sus derechos, afirman seis periodistas mexicanos. *Noticias ONU*. <https://news.un.org/es/story/2022/11/1516572>

²⁹ ARTICLE 19. Bureau pour le Mexique et l'Amérique centrale. (2025, 9 avril). *Barreras informativas: desafíos para la libertad de expresión y el acceso a la información en México*. <https://articulo19.org/barrerasinformativas/>

médiatique en Argentine. En effet, le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA) a souligné que la fermeture de Télam « démantèle la plus importante agence de presse du pays et porte atteinte à la diversité de l'information ».

Les parcours mexicain et argentin présentent tous deux un point commun : la fragilité des agences publiques face aux changements d'orientation politique et économique des gouvernements. Comme le souligne Palmer, « les agences de presse restent des institutions centrales de l'information mondiale »³⁰, et leur affaiblissement ou leur disparition a des répercussions qui dépassent le cadre national. Leur disparition entraîne non seulement la perte d'une structure de production d'informations, mais aussi d'un espace de mémoire, de professionnalisation et de construction de récits propres face aux flux d'informations mondiaux.

En ce sens, l'analyse comparative de Notimex et Télam permettra de montrer comment les décisions politiques nationales s'inscrivent dans une dynamique plus large : la tension permanente entre la souveraineté informationnelle recherchée par les États latino-américains et les pressions tant du marché mondial que de la politique intérieure. Elle offre également l'occasion d'examiner les alternatives émergentes (nouveaux collectifs journalistiques, médias numériques indépendants) qui tentent de combler le vide laissé par les agences historiques, même sans disposer des ressources ni de la reconnaissance institutionnelle dont celles-ci bénéficiaient.

L'étude comparative de Notimex et Télam demande une approche méthodologique qui combine la dimension historique avec l'analyse des événements récents et l'interprétation des discours des acteurs clés. Notre recherche s'appuie sur une stratégie qualitative, soutenue par trois piliers : l'examen des sources documentaires et journalistiques, la consultation de la littérature académique spécialisée et la réalisation d'entretiens avec des spécialistes, des dirigeants syndicaux et des journalistes liés aux agences.

La première dimension — l'examen documentaire — comprend l'analyse des décrets officiels, des communiqués de presse, des rapports d'organismes internationaux et des déclarations des

³⁰ Palmer, M. (2020). *International News Agencies : A History*. Palgrave Macmillan. p. 258

associations professionnelles et de défense de la liberté de la presse, ainsi qu'un suivi assidu de la presse écrite disponible sur Internet.

Ces documents permettent de replacer les fermetures de Notimex et Télam dans le cadre de décisions étatiques concrètes et mettent en évidence les arguments avancés par les gouvernements pour justifier la disparition des agences de presse.

La deuxième dimension est la revue de la littérature académique, qui offre un cadre théorique pour interpréter les processus d'affaiblissement et de disparition des agences de presse publiques. Dans ce domaine, les travaux de Mattelart (1976), MacBride (1980), White (1997), Boyd-Barrett (2018), Palmer (2020) et Newman (2024) apportent des catégories centrales telles que la dépendance informationnelle, la souveraineté communicationnelle, la concentration des flux d'informations et la disruption technologique. De même, des recherches récentes sur le journalisme en Amérique latine (Aguiar, 2015³¹ et 2025 ; Lugo-Ocando, 2008³², 2015³³; Oller Alonso, Martin et Tornay-Márquez M. Cruz, 2020³⁴) permettent de relier les cas de Notimex et Télam à une trajectoire régionale de fragilité institutionnelle et de luttes syndicales pour la préservation des médias publics.

La troisième dimension consiste en des entretiens approfondis avec des acteurs qui ont une connaissance directe ou spécialisée des processus étudiés. Ces entretiens permettent de saisir à la fois les perceptions syndicales et professionnelles sur la fermeture des agences et les interprétations académiques de leurs implications pour la souveraineté informationnelle. En particulier, les conversations avec les dirigeants syndicaux et les journalistes visent à documenter

³¹ Aguiar, P. (2015, décembre). *Agencias de Noticias de América Latina en el siglo XXI: informe preliminar de investigación*. Communication présentée au IX Congreso de la Unión Latina de la Economía Política de la Información, la Comunicación y la Cultura (ULEPICC), La Havane, Cuba.

³² Lugo-Ocando, J. (2008). An Introduction to the Maquilas of Power: Media and Political Transition in Latin America. Dans J. Lugo-Ocando (éd.), *The Media in Latin America*. McGraw-Hill/Open University Press.
https://www.scribd.com/document/850968204/The-Media-in-Latin-America-1st-Edition-Jairo-Lugo-download?utm_

³³ Lugo-Ocando, J., & García Santamaría, S. (2015). Media, Hegemony, and Polarization in Latin America. Dans J. Zielonka (éd.), *Media and Politics in New Democracies*. Oxford University Press.
<https://eprints.whiterose.ac.uk/id/eprint/88704/9/Media%2C%20hegemony%20chapter.pdf>

³⁴ Oller Alonso, M., & Tornay-Márquez, M. C. (2020). Hacia un periodismo-otro: una propuesta de cultura periodística desde y para América Latina. *Journal of Latin American Communication Research*. 24 p.
https://www.academia.edu/43910866/Hacia_un_periodismo_otro_culturas_period%C3%ADsticas_en_Am%C3%A9rica_a_Latina_en_el_marco_del_giro_decolonial

l'expérience vécue par les travailleurs, tandis que les échanges avec les universitaires apportent des perspectives comparatives et conceptuelles.

Comme le suggère Svend Brinkmann (2020)³⁵, l'entretien qualitatif en forme de conversation est idéal pour la recherche qualitative. En tant qu'êtres conversationnels, à partir d'entretiens intéressants et stimulants, dans lesquels « toutes les parties contribuent à la production de connaissances, bien que de différentes manières », on peut analyser ce qui a été dit « dans le cadre d'un processus de production de connaissances »³⁶. À notre avis, ceci permet non seulement de recueillir des informations factuelles, mais aussi des significations et des expériences qui enrichissent la compréhension de l'objet étudié.

La combinaison de nos trois stratégies vise à dépasser une approche purement descriptive pour offrir une interprétation située et critique. Selon Creswell et Poth (2018)³⁷, la recherche qualitative comparative permet d'identifier des modèles communs et des différences contextuelles. Ces auteurs avancent que dans l'étude de cas multiples, le chercheur peut comparer les thèmes propres à un cas vis-à-vis d'autres cas dans le cadre d'une analyse croisée.³⁸

Cette approche est essentielle pour l'analyse de cas tels que Notimex et Télam, où se croisent des facteurs mondiaux et nationaux. Ainsi, l'étude ne se limite pas à raconter la disparition des agences, mais cherche à répondre à la question de savoir ce que ce phénomène signifie pour le droit à l'information et la souveraineté informationnelle en Amérique latine.

Concrètement, le corpus d'analyse comprend des articles de presse nationale et internationale publiés entre 2019 et 2024, des documents officiels des gouvernements mexicain et argentin, des communiqués de syndicats de presse et d'organismes internationaux tels que la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et la Société interaméricaine de presse (SIP), ainsi que des références bibliographiques universitaires. Les entretiens ont été semi-structurés, avec des guides

³⁵ Brinkmann, S. (2020). [Conversational Knowledge and Gifts of Chance: On the State of the Method](#). *International Journal of Qualitative Methods*, 19. p.1

³⁶ *ibid.*

³⁷ Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2018). Five qualitative approaches to inquiry. Dans [Qualitative Inquiry and Research Design: Choosing Among Five Approaches](#) (4e édition. pp. 159, 414). SAGE Publications.

³⁸ *idem.* p. 415

flexibles permettant d'explorer à la fois les dimensions historiques et les perceptions actuelles concernant les fermetures de Notimex et Télam.

Ainsi, la méthodologie adoptée répond à la nécessité d'articuler le contexte, la théorie et les voix des acteurs impliqués afin d'offrir une vision globale du problème. Dans un domaine marqué par la concentration médiatique mondiale et la fragilité des institutions d'information latino-américaines, cette triangulation des sources constitue un outil indispensable pour mieux comprendre les défis auxquels est confrontée la souveraineté informationnelle au Mexique et en Argentine.

La pertinence de cette étude se justifie tant sur le plan académique que sur le plan social et politique. Tout d'abord, elle contribue à actualiser les débats autour de la souveraineté informationnelle en Amérique latine, en reprenant des catégories forgées dans les années 1970 et 1980 (dépendance informationnelle, droit à la communication, NOMIC) et en les replaçant dans un contexte caractérisé par la mondialisation numérique, la concentration des plateformes et l'irruption de l'intelligence artificielle.

Comme le soulignent Muñoz Artero et Moraes (2008), la dépendance vis-à-vis des grandes agences internationales s'est transformée, mais n'a pas disparu : les flux restent centralisés et reproduisent les inégalités structurelles. Boyd-Barrett (2018) approfondit ce diagnostic en affirmant que, à l'ère numérique, les flux d'information se sont « recentralisés », renforçant la subordination des périphéries informationnelles.

Deuxièmement, cette recherche contribue au domaine académique des études comparatives en communication en Amérique latine, un domaine où les analyses de cas nationaux abondent, mais où les approches comparatives entre pays sont moins fréquentes.

L'étude parallèle du Mexique et de l'Argentine permet d'identifier des modèles communs — la fragilité institutionnelle des agences publiques, leur vulnérabilité face aux changements politiques et la difficulté à soutenir des projets à long terme — ainsi que des différences découlant des trajectoires politiques et médiatiques propres à chaque pays. En ce sens, elle apporte une contribution au débat sur les médias publics dans les contextes démocratiques, en reprenant les

questions soulevées par Lugo-Ocando (2008) sur la relation entre communication, pouvoir et développement.

Troisièmement, la recherche cherche à dialoguer avec les débats contemporains sur la transformation du journalisme à l'ère numérique. Newman (2024) prévient que les prochaines années seront définies par la capacité des médias à répondre aux attentes d'un public de plus en plus fragmenté, dans un environnement dominé par la production synthétique de contenus et la diffusion de désinformation. Les fermetures de Notimex et Télam doivent être interprétées dans ce contexte : loin d'être une simple question administrative ou budgétaire, elles reflètent la difficulté des États à maintenir leurs propres institutions d'information dans un écosystème mondial de plus en plus complexe et concurrentiel.

La pertinence sociale de cette étude réside dans le fait qu'elle aborde un droit fondamental : le droit à l'information. Comme l'a rappelé la Fédération internationale des journalistes (FIJ, 2023) en réaction à la fermeture de Notimex, la disparition d'une agence publique limite l'accès des citoyens à une information pluraliste et vérifiée. En Argentine, le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA) a dénoncé le fait que la dissolution de Télam constituait une attaque directe contre la diversité de l'information et la possibilité de disposer d'archives historiques d'actualités à l'échelle nationale. Ces témoignages montrent qu'il ne s'agit pas seulement de la perte d'emplois ou de structures bureaucratiques, mais d'un impact profond sur la vie démocratique.

De même, cette recherche a une valeur prospective, car elle s'interroge sur les alternatives possibles pour recomposer les espaces d'information laissés vacants par les agences. Des expériences telles que les coopératives de journalistes ou les médias numériques créés par d'anciens employés de Notimex et Télam révèlent la capacité de résilience des acteurs sociaux, mais mettent également en évidence les difficultés à soutenir des projets sans financement public ni reconnaissance institutionnelle. Cet aspect rejoint des débats plus larges sur l'avenir du journalisme en Amérique latine, où la précarité de l'emploi, la violence contre les journalistes et la concentration des médias restent des défis structurels³⁹.

³⁹ Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2023). *Informe anual 2022: Relatoría Especial para la Libertad de Expresión* (OEA/Ser.L/V/II. Doc. 50 rev.1). Organización de los Estados Americanos. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/IA2022ESP.pdf> pp. 38, 41, 45, 263, 270, 275, 406.

Enfin, sur le plan académique international, cette étude s'inscrit dans un débat plus large sur les médias publics et le service d'information dans les sociétés démocratiques. Comme l'affirme Palmer (2020), les agences de presse restent des institutions centrales de l'information mondiale, et leur affaiblissement a des effets qui transcendent les frontières nationales. En explorant la disparition de Notimex et de Télam, ce travail apporte des éléments permettant de repenser le rôle des agences publiques au XXI^e siècle et de discuter dans quelle mesure il est possible — et nécessaire — de reconstruire des formes de souveraineté informationnelle adaptées à un environnement numérique mondialisé.

L'organisation de ce travail répond à la nécessité d'articuler la réflexion théorique avec l'analyse empirique et comparative, de manière à ce que chaque chapitre contribue à répondre à la question de recherche sur l'avenir de la souveraineté informationnelle au Mexique et en Argentine après la disparition de leurs agences publiques.

Après cette introduction, le premier chapitre développe le cadre théorique. Il définit les concepts centraux qui orientent l'étude : la souveraineté informationnelle, l'hégémonie des flux d'informations et l'occidentalisation des récits, le lien entre pluralisme et démocratie, ainsi que l'impact de l'intelligence artificielle sur la transformation des agences. Ce cadre s'inscrit dans la tradition critique latino-américaine, reprenant l'influence du Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina (CIESPAL) et de la sociologie critique, et établissant un dialogue entre ces perspectives et l'objet de recherche que constituent Notimex et Télam.

Le deuxième chapitre expose la méthodologie. Il détaille les sources consultées (littérature académique, presse et documents officiels) ainsi que la dimension empirique de l'étude, basée sur des entretiens. Il justifie la pertinence de cet outil et le profil des personnes interrogées, ainsi que la manière dont la transcription et l'analyse du matériel ont été réalisées.

Les troisième et quatrième chapitres constituent les études de cas de Notimex et Télam. Chacun présente un résumé de la revue de presse et des témoignages recueillis lors d'entretiens, puis propose une conclusion et une analyse permettant de comprendre les spécificités de chaque expérience nationale.

Le cinquième chapitre propose une comparaison et des réflexions croisées. Les deux études de cas sont mises en dialogue, identifiant les points de convergence et les divergences marquées, afin d'en tirer des enseignements transversaux et d'avancer vers une conclusion intermédiaire.

Le sixième chapitre rassemble les entretiens avec Pedro Aguiar et Michael Palmer. Le premier propose une réflexion sur la souveraineté informationnelle en Amérique latine, ses tensions historiques et ses défis contemporains. Le second aborde la crise des agences publiques sous l'angle de la gouvernance, de la pluralité et des défis démocratiques. Ces deux dialogues complètent la partie empirique et enrichissent le cadre théorique grâce à l'apport d'experts.

Le septième chapitre est consacré à l'analyse des apprentissages. Il relie les conclusions empiriques aux débats théoriques sur la souveraineté, la dépendance, le colonialisme informationnel et la technologie, dans le but d'intégrer les différents niveaux d'analyse.

Enfin, le mémoire se termine par un chapitre de conclusions qui synthétise les principales contributions, réfléchit aux implications des cas étudiés et propose des pistes de recherche futures sur le rôle des agences publiques et la souveraineté informationnelle en Amérique latine.

CADRE THÉORIQUE

1. Introduction

Ce mémoire s'inscrit dans une perspective critique et latino-américaine des études de la communication, afin d'interroger le rôle des agences de presse publiques dans la souveraineté informationnelle du Mexique et de l'Argentine.

Pour comprendre les enjeux entourant la fermeture des agences Notimex et Télam, nous mobiliserons un ensemble de concepts liés à l'hégémonie médiatique, au pluralisme de l'information, à l'indépendance journalistique et aux transformations numériques contemporaines.

Nous faisons appel à des auteurs tels que Armand Mattelart, Fernando Reyes Matta, Jairo Lugo-Ocando, Oliver Boyd-Barrett ou encore Jesús Martín-Barbero, dont les travaux mettent en lumière les tensions entre domination symbolique, résistance locale et recomposition des espaces médiatiques en Amérique latine.

Ce cadre théorique repose sur l'idée que les médias publics, bien que inscrits dans des logiques étatiques, peuvent aussi incarner des instruments de démocratisation de l'information, surtout lorsqu'ils s'opposent à la concentration médiatique et à l'occidentalisation des récits. Cette double nature des agences – entre dépendance et possibilité d'autonomie – sera explorée dans notre analyse de cas de Notimex et Télam.

Enfin, nous nous intéresserons à l'impact des transformations technologiques, notamment de l'intelligence artificielle (IA), sur la capacité de production et de diffusion des nouvelles, en tenant compte des risques que cela pose pour l'intégrité de l'information et l'avenir des agences nationales.

2. Concepts mobilisés

2.1 La souveraineté informationnelle

Le concept de souveraineté informationnelle renvoie à la capacité d'un État ou d'un peuple à produire, diffuser et contrôler l'information qui le concerne, en dehors des logiques de domination ou de dépendance externe. Dans le contexte latino-américain, cette notion prend une résonance particulière, liée à l'histoire des luttes pour une communication démocratique et au rejet des modèles hégémoniques d'origine occidentale.

Comme le rappelle Diana López Gijsberts, la création de l'agence Télam en 1945 répondait à la volonté du gouvernement argentin de « rompre avec l'hégémonie de l'information exercée par les agences américaines Associated Press (AP) et United Press International (UPI) », qui imposaient selon lui leurs récits dans les journaux à grand tirage du pays. Cette affirmation d'une voix propre constitue un jalon fondamental de la souveraineté informationnelle.

Dans la même perspective, Fernando Reyes Matta (1984)⁴⁰ explique que les années 1970 et 1980 ont vu émerger en Amérique latine une réflexion profonde sur « la construction de systèmes de politiques de communication nationaux » permettant une participation élargie des sociétés à la production d'information. Cette pensée a nourri le projet du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), porté par l'UNESCO, qui cherchait à rééquilibrer les flux globaux d'information.

Armand Mattelart (2013)⁴¹ prolonge cette réflexion en soulignant que la souveraineté informationnelle ne peut être détachée des enjeux de participation, d'accès équitable à l'information et de pluralisme culturel.⁴² Selon lui, les médias doivent être envisagés non seulement comme des instruments de transmission, mais aussi comme des vecteurs de résistance et de dialogue démocratique.

⁴⁰ Reyes Matta, F. (1984). "Búsqueda de una comunicación democrática. Nuevo orden informativo: 1973-1983". Dans *Nueva Sociedad*, N° 71, mars-avril, pp. 62-68.

<https://nuso.org/articulo/busqueda-de-una-comunicacion-democratica-nuevo-orden-informativo-1973-1983/>

⁴¹ Mattelart, A. (2013). Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication. *Mouvements*, (76).

<https://doi.org/10.3917/mouv.076.0065>

⁴² idem. p.68

Dans cette optique, les agences de presse comme Notimex et Télam ont historiquement incarné, malgré leurs limites, une forme de souveraineté informationnelle nationale, en tant qu'espace de production de contenus enracinés localement et accessibles à tous.

Leur disparition questionne non seulement la diversité des voix dans l'espace public, mais aussi la capacité des États à garantir le droit à l'information de leurs citoyens.

2.2 Hégémonie de l'information et l'occidentalisation des récits

L'hégémonie de l'information désigne la domination, souvent invisible, qu'exerceraient certains acteurs dominants sur la production, la diffusion et l'interprétation des nouvelles à l'échelle mondiale. Cette définition s'inscrit dans la lignée des travaux de Noam Chomsky et Edward S. Herman, qui, dans *Manufacturing Consent*⁴³, parlent de la concentration de pouvoir médiatique qui contribuerait à la standardisation des récits et à la marginalisation des voix locales.

Dans cet ouvrage, Chomsky et Herman analysent comment les médias de masse servent les intérêts des élites politiques et économiques en filtrant l'information à travers des mécanismes tels que la propriété des médias, la publicité, les sources officielles, les pressions idéologiques et la censure.

Telle qu'ils la conçoivent, l'hégémonie de l'information⁴⁴ renverrait donc à la domination ou au contrôle exercé par un acteur ou un groupe d'acteurs sur la production, la distribution et la diffusion de l'information, leur conférant ainsi un pouvoir d'influence considérable sur les récits, les opinions et les perceptions à l'échelle nationale ou internationale.

Nous considérons que cette notion est au cœur de la réflexion sur la souveraineté informationnelle, notamment dans le contexte latino-américain.

Le concept d'hégémonie de l'information a également alimenté les débats autour du NOMIC de l'UNESCO dans les années 1970 et 1980. À l'époque, l'Amérique latine a joué un rôle moteur pour revendiquer une communication plus équitable et représentative.

⁴³ Herman, E. S., & Chomsky, N. (1988). *Manufacturing consent: The political economy of the mass media* (Pbk. ed.). Pantheon Books.

⁴⁴ *idem.* p. 301

Des chercheurs latino-américains et européens ont mis en lumière ce phénomène. Reyes Matta (1984) évoque la « concentration médiatique au sein des multinationales » qui favorise une perspective unilatérale occidentale au détriment de la diversité culturelle.

Ce débat «visait à promouvoir une distribution plus équitable de l'information dans le monde et à combattre ce que plusieurs appellent, comme selon les propos de l'ex-président Perón, l'hégémonie de l'information ».

Dans la même veine, Armand Mattelart (2006, 2018) a analysé les effets de l'« ordre médiatique international » sur les pays du Sud, insistant sur la manière dont les récits dominants sont imposés par des agences et conglomérats basés à New York, Londres ou Paris. Cette dynamique, qu'il qualifie de « cordon sanitaire idéologique », a pour conséquence l'invisibilisation des expériences locales et des luttes sociales régionales.

Oliver Boyd-Barrett (2008)⁴⁵, quant à lui, identifie l'« occidentalisation de l'information » comme l'une des sept grandes menaces pour l'avenir des agences de presse. Selon lui, cette occidentalisation se manifeste par une surreprésentation des intérêts et des visions du Nord global, ce qui minerait le pluralisme informatif mondial.

Historiquement, comme le souligne López Gijssberts (2021), l'agence de presse Télam a été fondée dans le but de rompre avec « l'hégémonie de l'information exercée par les agences américaines ». L'auteure précise que les grands journaux argentins de l'époque utilisaient majoritairement les informations fournies par ces agences. Cette situation illustre la manière dont le contrôle des sources d'information peut constituer une forme d'hégémonie.

Rappelons que l'analyse du concept d'hégémonie de l'information doit prendre en compte les dynamiques de ce que plusieurs auteurs, dont Herbert Schiller, appellent « impérialisme culturel », où les produits médiatiques et culturels des pays dominants influencent les valeurs et les modes de

⁴⁵ Boyd-Barrett, O. (2008). News Agencies in the Era of the Internet. *Media Asia*, 35(3), 163–169. <https://doi.org/10.1080/01296612.2008.11726880> p. 166

vie des pays moins puissants. Schiller (1976)⁴⁶ a souligné comment cette domination culturelle renforce l'hégémonie informationnelle.

Armand Mattelart parle également d'un « ordre symbolique mondial » imposé par les flux d'information et les industries culturelles du Nord, qui participe à la marginalisation des identités culturelles du Sud.

Par ailleurs, l'économie politique de la communication, telle que développée par Vincent Mosco (2009)⁴⁷, offre un cadre pertinent pour examiner comment la concentration des médias entre les mains de quelques acteurs économiques peut limiter la diversité des voix et renforcer l'hégémonie informationnelle. Cette perspective permet d'analyser les structures de pouvoir qui sous-tendent la production et la diffusion de l'information.

Pour lui, la communication ne se résume pas à la coopération au sein de réseaux ; elle concerne également le pouvoir dans les hiérarchies.

Mosco considère que « l'économie politique et la communication sont toutes deux constituées de pratiques sociales et culturelles. Elles font toutes deux référence à des processus d'échange qui diffèrent, mais qui sont également déterminés de multiples façons par des pratiques sociales et culturelles communes. »⁴⁸

Dans ce contexte, les agences de presse nationales comme Notimex et Télam ont longtemps constitué des contre-pouvoirs modestes mais significatifs. Elles ont offert une narration alternative, ancrée dans les réalités nationales, face à une industrie médiatique mondialisée dominée par des logiques commerciales, linguistiques et culturelles extérieures.

Aujourd'hui, l'hégémonie de l'information prend de nouvelles formes avec l'essor des géants du web (GAFAM) et des réseaux sociaux, qui concurrencent les agences de presse traditionnelles. Il est donc essentiel d'analyser comment ces nouveaux acteurs influencent la production et la diffusion de

⁴⁶ Schiller, H. I. (1976). *Communication and cultural domination* (Chap. 1, Cultural domination: Sources, context and current styles). White Plains: Sharpe. pp. 11, 14, 16

⁴⁷ Mosco, V. (2009). The development of a political economy of communication (Chap. 4). Dans *The Political Economy of Communication* (2e éd.). Los Angeles : Sage Publications. p. 68

⁴⁸ *ibid.*

l'information, et quelles sont les conséquences de ces mutations pour la souveraineté informationnelle du Mexique et de l'Argentine.⁴⁹

Aussi, le rôle des GAFAM dans la diffusion de l'information constitue un défi majeur pour la souveraineté informationnelle. L'analyse faite par Nick Srnicek (2017) dans *Platform Capitalism*⁵⁰, permet de déduire que les plateformes médiatiques concentrent un pouvoir structurel — en matière de données, d'infrastructure, de marché — qui peut se traduire par une grande influence sur la circulation de l'information et exercer un pouvoir considérable sur la circulation de l'information et peuvent influencer l'opinion publique à une échelle sans précédent.

2.3 Pluralisme et démocratie

Le pluralisme médiatique est un concept indissociable du fonctionnement démocratique. Il désigne l'existence d'une diversité de sources d'information et d'opinions au sein d'une société.

Dans le cadre de cette étude, la fermeture de Notimex a soulevé des inquiétudes quant à son impact sur « la pluralité et la diversité de l'information » au Mexique. Certains ont fait valoir que cette décision limitait une source d'information publique essentielle et affectait l'équilibre du paysage médiatique. De même, la fermeture de Télam a été perçue par certaines organisations comme une atteinte au droit au pluralisme de l'information.

Plusieurs chercheurs soulignent le rôle crucial des médias latino-américains dans la démocratie. Chabot, Cuadra et Pozos (2019) affirment que les médias agissent à la fois comme « gardiens et pourfendeurs de la démocratie entendue au sens large » car « ils permettent la production et la distribution de contenu informatif, tout en structurant le débat politique et déterminant les critères d'inclusion et d'exclusion des acteurs et enjeux. »⁵¹

⁴⁹ Newman, N. (2024, 9 janvier). *Journalism, media, and technology trends and predictions 2024* [Rapport]. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://doi.org/10.60625/risj-0s9w-z770>

⁵⁰ Srnicek, N. (2017). *Platform Capitalism*: Introduction. United Kingdom: Polity Press.

⁵¹ Chabot, R., Cuadra Montoya, X. C., & Pozos Barcelata, A. P. (2019). Introduction: Espaces publics et politique des gauches en Amérique latine. Dans J. Durazo Herrmann (Ed.), *Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine*. Les Presses de l'Université Laval. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1qbrz3z.3>. p. 12

Selon ces chercheuses, les médias en Amérique latine contribuent d'une part à la (re)production du pouvoir politique » en occupant l'espace public, et de l'autre, à questionner les « capacités de l'État face à la concurrence des acteurs privés », ce qui aurait comme conséquence de saupoudrer d'ambiguïté les délimitations entre les domaines d'intérêt public et privé.⁵²

Pour leur part, Ximena Orchard et Sara García Santamaría (2020)⁵³ insistent sur le fait que l'une des premières victimes du recul de la démocratie a été la diversité et la pluralité des voix dans la sphère médiatique, ce qui témoigne d'une crise structurelle du pluralisme en contexte latino-américain.

Elles considèrent que l'étude du pluralisme médiatique est « une pierre angulaire de tout débat sur l'avenir de la gouvernance démocratique » et que l'uniformisation des récits médiatiques, influencée par des modèles importés du Nord, a contribué à réduire la diversité des voix dans la sphère publique.

Rappelons également que la notion de sphère publique, telle que conceptualisée par Jürgen Habermas (1991)⁵⁴, souligne l'importance d'un espace où les citoyens peuvent échanger librement des idées et des opinions. Un système médiatique pluraliste pourrait donc être essentiel pour garantir la vitalité de cette sphère publique et permettrait un débat démocratique éclairé.

Par ailleurs, l'UNESCO, à travers ses Indicateurs de développement des médias (IDM)⁵⁵, met en évidence l'importance de mesurer le pluralisme médiatique en termes de diversité des sources, d'accès à l'information et d'inclusion des groupes sociaux.

Ces indicateurs offrent un outil pour évaluer l'impact de la disparition de Notimex et Télam sur le pluralisme médiatique au Mexique et en Argentine.

Ainsi, l'analyse de l'impact de la disparition de Notimex et Télam sur le pluralisme médiatique au Mexique et en Argentine est essentielle pour évaluer les conséquences de ces décisions sur la qualité de la démocratie dans ces pays.

⁵² *ibid.*

⁵³ Orchard, X., & García Santamaría, S. (2020). Chapter 1: Why media pluralism matters for democratic governance. Dans X. Orchard, S. García Santamaría, J. Brambila, & J. Lugo-Ocando, *Media and governance in Latin America: Toward a plurality of voices*. Peter Lang Publishing, Inc. pp. 10, 11.

⁵⁴ Habermas, J. (1991). *The Structural Transformation of the Public Sphere*. The MIT Press.

⁵⁵ UNESCO. (s. f.). Les Indicateurs de développement des médias (IDM) de l'UNESCO.
<https://www.unesco.org/en/media-development-indicators>

Le pluralisme de l'information est un pilier fondamental de toute démocratie. Il garantit la coexistence de points de vue variés dans l'espace public et permet aux citoyen·ne·s d'accéder à une information diversifiée, indépendante et représentative. En Amérique latine, ce principe est souvent mis à mal par la concentration des médias privés et la fragilité des institutions publiques de communication.

Pour Chabot, Cuadra et Pozos (2019), les médias jouent une fonction double : d'un côté, ils participent à la reproduction du pouvoir politique en définissant qui a accès à l'espace public ; de l'autre, ils peuvent aussi agir comme contre-pouvoirs, en ouvrant la voie à des récits alternatifs. Ce rôle ambivalent est particulièrement visible dans le cas des médias publics.

Les agences de presse nationales comme Notimex et Télam ont ainsi incarné une forme de médiation démocratique. En assurant une couverture de l'information au-delà des grands centres urbains et des priorités commerciales, elles ont contribué à l'inclusion de régions, de communautés et de thématiques souvent ignorées par les grands groupes privés. Leur présence assurait une circulation plus équitable de l'information, essentielle pour un débat public pluraliste.

Leur disparition soulève donc des inquiétudes quant à l'avenir du pluralisme médiatique. Comme le soutiennent les syndicats de presse et les observateurs cités dans ce mémoire, la fermeture de ces agences réduit l'accès à une information équilibrée et affaiblit les conditions d'un journalisme indépendant au service du public.

2.4 Intelligence artificielle, GAFAM et transformation des agences

L'intelligence artificielle (IA) représente un bouleversement majeur pour l'industrie de l'information. Selon Newman (2024), nous assistons au « pouvoir perturbateur de l'intelligence artificielle (IA) qui balaie l'espace de l'information ». Face à cette transformation, « les journalistes et les organisations d'information doivent repenser leur rôle et leur raison d'être avec une certaine urgence ».

L'ouvrage *Automated Journalism* (Graefe et al., 2020)⁵⁶, qui explore les implications de l'automatisation sur la production d'informations, souligne que l'intelligence artificielle transforme en profondeur le travail journalistique, en automatisant certaines tâches mais aussi en posant des défis en termes d'éthique, de transparence et de qualité de l'information. Mais, surtout, Andreas Graefe met l'accent sur le fait que le public ne semble pas trop s'en préoccuper.

*« Dans l'ensemble, les résultats de notre étude ont montré une aucune différence dans la crédibilité perçue des actualités rédigées par des humains et celles générées automatiquement, un léger avantage pour les actualités rédigées par des humains en termes de qualité perçue, et un avantage considérable pour les actualités rédigées par des humains en termes de lisibilité. »*⁵⁷

Dans la même veine, les enjeux éthiques liés à l'utilisation de l'IA dans les médias sont cruciaux, selon Kate Crawford (2021), qui dans *Atlas of AI*⁵⁸ souligne les risques de biais, de discrimination et de surveillance associés à ces technologies, « qui peuvent avoir des conséquences importantes sur la confiance du public et la démocratie. »

Pour cette auteure, les structures de pouvoir à l'intersection de la technologie, du capital et de la gouvernance sont bien servies par une vision de l'IA qui se concentre principalement sur la technique - les percées algorithmiques, les améliorations continues des outils et une plus grande facilité d'utilisation.

Mais, pour Crawford, cette analyse de l'IA est étroite et abstraite.

*« Pour comprendre comment l'IA est fondamentalement politique, nous devons aller au-delà des réseaux neuronaux et de la reconnaissance statistique des formes pour nous demander ce qui est optimisé, pour qui, et qui décide. Ensuite, nous pouvons retracer les implications de ces choix. »*⁵⁹

⁵⁶ Graefe, A., & Bohlken, N. (2020). Automated journalism: A meta-analysis of readers' perceptions of human-written in comparison to automated news. *Media and Communication*, 8(3), 50–59. <https://doi.org/10.17645/mac.v8i3.3019>

⁵⁷ *idem.* p. 56

⁵⁸ Crawford, K. (2021). *Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*. New Haven: Yale University Press.

⁵⁹ *idem.* page 10.

« L'intelligence artificielle est donc une idée, une infrastructure, une industrie, une forme d'exercice du pouvoir et une façon de voir ; c'est aussi une manifestation d'un capital hautement organisé soutenu par de vastes systèmes d'extraction et de logistique, avec des chaînes d'approvisionnement qui s'étendent sur toute la planète. Tous ces éléments font partie de ce qu'est l'intelligence artificielle - une expression en deux mots sur laquelle se greffe un ensemble complexe d'attentes, d'idéologies, de désirs et de craintes. »⁶⁰

Crawford persiste et signe, l'IA peut apparaître comme une force spectrale, comme un calcul désincarné, mais ces systèmes sont tout sauf abstraits.

Malgré ceci, les agences de presse doivent s'adapter à l'ère numérique et à l'essor de l'IA. L'article d'Eugenia Mitchelstein et Pablo J. Boczkowski (2021) *What a Special Issue on Latin America Teaches Us about Some Key Limitations in the Field of Digital Journalism* met en lumière les profondes inégalités qui structurent la production de savoirs dans ce domaine, encore largement dominé par les perspectives du Nord global.

Mitchelstein et Boczkowski identifient quatre problèmes majeurs : le manque de représentativité, de réflexivité, de décentrement et de cosmopolitisme. Selon eux, ces déséquilibres renforcent une approche ethnocentrée qui ignore l'histoire des interventions médiatiques du Nord dans le Sud, et réduit la diversité des pratiques journalistiques à une périphérie à corriger.

Leur analyse montre pourtant que les plateformes numériques comme WhatsApp ou Facebook ne produisent pas les mêmes effets partout : au Chili, leur usage a favorisé la participation civique sans accentuer la polarisation idéologique.

En parallèle, le journalisme numérique indépendant au Brésil développe des formes de résilience collective face aux menaces. Ces travaux démontrent que les usages technologiques et les modèles journalistiques sont toujours situés, et que l'équité informationnelle passe par une décentralisation des cadres analytiques dominants.

⁶⁰ *idem.* p. 21

Tous ces auteurs, chacun à sa façon, examinent comment les technologies numériques transforment les pratiques journalistiques et les modèles économiques des médias, y compris les agences de presse.

Dans ce contexte, nous croyons qu'il est crucial d'examiner comment l'IA transforme le fonctionnement des agences de presse, leurs modèles économiques, leurs pratiques journalistiques et leurs relations avec le public.

Cette analyse permettra de mieux comprendre les enjeux et les défis auxquels sont confrontés les médias latino-américains à l'ère de l'IA.

3. Ancrage de ce mémoire dans la pensée critique latino-américaine

Ce mémoire s'inscrit dans une tradition de pensée critique latino-américaine qui a profondément influencé les études sur la communication et les médias.

Cette perspective, qui s'est consolidée à partir du milieu du XXe siècle, se caractérise par une remise en question des structures de pouvoir et une volonté de promouvoir une communication plus démocratique et participative.

La théorie de la dépendance, développée par des auteurs comme André Gunder Frank (1967) et Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto (1979)⁶¹, offre un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les relations de pouvoir asymétriques entre le centre et la périphérie du système mondial.

Cette perspective critique permet d'examiner comment les médias peuvent contribuer à renforcer ou à remettre en question ces relations de dépendance.

⁶¹ Cardoso, F. H., Faletto, E., & Urquidí, M. M. (1979). *Dependency and Development in Latin America* (1st ed.). University of California Press. <https://doi.org/10.2307/ji.13083432> p. 173

De son côté, Néstor García Canclini (1995) dans *Hybrid Cultures*⁶² explore les processus d'hybridation culturelle en Amérique latine, où les cultures locales et les influences globales se rencontrent et se transforment.

Cette approche permet de nuancer les analyses sur l'impérialisme culturel et de mettre en lumière la complexité des dynamiques culturelles dans la région.

Aussi, des auteures/chercheuses latino-américaines telles qu'Irene León, Sally Burch ou Aimée Vega Montiel offrent des perspectives critiques sur la souveraineté informative et la concentration des médias en Amérique latine.

Par exemple, dans *La guerra cognitiva y su propuesta de daño estructural* (2025)⁶³, la sociologue Irene León supporte l'idée, avancé par plusieurs autres auteurs⁶⁴ avant elle, qu'il existe actuellement dans le monde médiatique une guerre cognitive qui consiste à « contrôler l'esprit collectif, à modeler les perceptions et à générer des comportements spécifiques dans la société ».

Il s'agirait d'une stratégie de manipulation médiatique de désinformation utilisée pour déformer les récits et fragmenter l'opinion publique, mais qui, surtout, affaiblirait « la capacité critique des citoyens ».⁶⁵ Ce stratagème aurait un impact particulièrement important sur les femmes et les groupes subordonnés et aggraverait les inégalités structurelles.

« *La guerre cognitive affecte particulièrement les femmes et les groupes historiquement subordonnés, en rendant leurs voix invisibles et en renforçant les relations de pouvoir existantes* »⁶⁶

⁶² Canclini, N. G., Rosaldo, R., Chiappari, C. L., & López, S. L. (1995). *Hybrid Cultures, Oblique Powers*. Dans *Hybrid Cultures: Strategies for Entering and Leaving Modernity* (NED-New edition). University of Minnesota Press. <http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctts9sz.13> p. 208

⁶³ León, I. (2025). *La guerra cognitiva y su propuesta de daño estructural*. *Voces del Periodista*, (499) 18-20. https://www.mujaresenred.net/IMG/pdf/Voces_del_Periodista_499-18-20.pdf

⁶⁴ Dont Jean-Marc Rickli, Federico Mantellassi et Gwyn Glasser qui, en août 2023, ont écrit *Peace of Mind: Cognitive Warfare and the Governance of Subversion in the 21st Century* pour le Geneva Centre for Security Policy (Centre de politique de sécurité de Genève). https://dam.gcsp.ch/files/misc/pb-9-rickli-mantellassi?_gl=1*ls9m4w*_ga*MTYwNjM3NzE1MS4xNjkzNDQ3ODk5*_ga_Z66DSTVXTJ*MTY5NDEwMTgxNC40LjEuMTY5NDEwMTg0Ny4yNy4wLjA

⁶⁵ *idem*. p.18

⁶⁶ *idem*. p. 19.

León avance qu'il est nécessaire de créer des voies de communication alternatives « critiques et collectives » pour résister à la guerre cognitive. Développer des stratégies de communication « alternatives, communautaires et féministes qui favorisent la solidarité et la réflexion critique »⁶⁷

La pluralité et la liberté d'expression ne suffisent pas, à ses yeux, si les flux d'information sont concentrés et subordonnés à des intérêts économiques ou politiques.⁶⁸ »

Par ailleurs, lors de sa couverture de la de la XIe Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et forums alternatifs en Argentine⁶⁹, la journaliste et militante anglo-équatorienne, Sally Burch, cofondatrice de l'*Agencia Latinoamericana de Información* (Agence latino-américaine d'information), qui a été expulsée vers son pays d'origine par les autorités argentines, soulignait les dangers de la concentration des médias et de la privatisation de l'information, mettant en garde contre les politiques néolibérales qui marginalisent les voix alternatives.

Elle était catégorique : « les questions d'importance capitale pour l'humanité, qui ont des implications pour les droits humains, le développement, la liberté d'expression ou l'environnement, ne devraient pas être décidées à huis clos, entre les grands gouvernements et les grandes entreprises, sans la participation de la société civile ou dans le cadre d'un processus démocratique, comme cela a souvent été le cas au sein de l'Organisation mondiale du commerce. »⁷⁰

Aussi, dans l'ouvrage *Políticas públicas de comunicación y género en América Latina*⁷¹, la mexicaine Aimée Vega Montiel, chercheuse spécialisée en communication et genre, a rédigé le chapitre *El caso mexicano y la propuesta para transversalizar la Ley de Telecomunicaciones y Radiodifusión con perspectiva de género* Elle y analyse les cadres réglementaires en matière de

⁶⁷ *ibid.*

⁶⁸ *idem.* p. 20

⁶⁹ Resumen Latinoamericano. (2017, 11 décembre). *Argentina. La deportada («disruptiva» según la Cancillería): carta pública*. Résumé de : Página/12. (2017, 11 décembre). "Sally Burch, la disruptiva.", consulté le 20 avril 2025 dont le lien est brisé.

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2017/12/11/argentina-la-deportada-disruptiva-segun-la-cancilleria-carta-publica/> / <https://www.pagina12.com.ar/81899-sally-burch-la-disruptiva>

⁷⁰ *ibid.*

⁷¹ Chaher, S., [et al.]. (2014). *Políticas públicas de comunicación y género en América Latina: un camino por recorrer* (1re ed. 192 p.). Ciudad Autónoma de Buenos Aires : Eudeba.

communication et de genre au Mexique et a contribué à aborder les défis liés à la souveraineté informative dans ce pays notamment en ce qui concerne la représentation des femmes dans les médias.⁷² Vega Montiel a analysé les impacts de la concentration médiatique sur la représentation des femmes et des minorités, plaidant pour des politiques de communication inclusives et équitables.

Bien que ces chercheurs et chercheuses et journalistes n'aient pas commenté directement les de la fermeture de Télam ou Notimex, leurs analyses fournissent un cadre critique pertinent pour comprendre les implications de telles décisions sur la souveraineté informative et la diversité des voix médiatiques en Amérique latine.

3.1 Influences théoriques

Plusieurs auteurs et courants de pensée ont marqué cette tradition. Armand Mattelart (2013) analyse le mouvement de contestation de l'ordre médiatique en Amérique latine, en soulignant son origine dans une « tradition de vivier d'une 'autre communication' ».⁷³

Il met en évidence le développement d'une « vision politique alternative de la communication comme processus d'éducation et de participation » dans la région.⁷⁴

Dans un autre texte⁷⁵, Mattelart interroge pourquoi les systèmes de communication latino-américains qu'ont inspiré certaines idées clés du rapport MacBride, n'aient été que partiellement intégrées. À son avis, les contributions des membres latino-américains de la Commission MacBride (UNESCO), Gabriel García Márquez et Juan Somavía, ont insisté sur l'importance de la « démocratisation comme participation, décentralisation et lutte contre un "pouvoir concentré dans les mains des intérêts commerciaux et bureaucratiques" »

⁷² Vega Montiel, A. (2014). *El caso mexicano y la propuesta para transversalizar la Ley de Telecomunicaciones y Radiodifusión con perspectiva de género*. Dans S. Chaher [et al.], *Políticas públicas de comunicación y género en América Latina: un camino por recorrer* (1re éd.). Ciudad Autónoma de Buenos Aires : Eudeba. pp. 52 et 54.

⁷³ Mattelart, A. (2013). Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication. *Mouvements*, (76), 73.
<https://doi.org/10.3917/mouv.076.0065>

⁷⁴ *ibid.*

⁷⁵ Mattelart, A. (2006). Entre el Nuevo Orden Mundial de la Información y la Comunicación y la "Cumbre Mundial sobre la Sociedad de la Información". *Telos: Cuadernos de comunicación e innovación*, 67, p.3
<https://telos.fundaciontelefonica.com/archivo/numero067/entre-el-nuevo-orden-mundial-de-la-informacion-y-la-comunicacion-y-la-“cumbre-mundial-sobre-la-sociedad-de-la-informacion”/?output=pdf>

De son côté, Jesús Martín-Barbero a contribué à intégrer la notion du « populaire » dans l'analyse de la communication en Amérique latine, en se centrant sur les luttes des communautés autochtones, des anarchistes et républicains espagnols et des mouvements de protestations des classes populaires. Son travail permet de traiter des questions de représentation, d'oppression et d'exclusion culturelle.⁷⁶

Par ailleurs, la pensée du pédagogue brésilien Paulo Freire, notamment son ouvrage *Pédagogie des opprimés*, a également exercé une influence significative, en concevant le public non comme passif, mais comme « créateur actif de savoir ».⁷⁷

Et même au-delà de *Pédagogie des opprimés*, l'œuvre de Freire, notamment *L'éducation, pratique de la liberté*⁷⁸, offre aussi des outils précieux pour penser la communication comme un processus de dialogue et d'émancipation.

Pour nous, cette conception du public comme « acteur » est essentielle pour analyser le rôle des médias dans la participation citoyenne.

3.2 Le rôle du CIESPAL et de la sociologie critique

Le Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina (CIESPAL), fondé en 1959, a joué un rôle majeur dans la démocratisation de la communication dans la région, en intégrant les réalités latino-américaines dans l'enseignement médiatique.

Le politologue bolivien Luis Ramiro Beltrán, figure majeure de la pensée latino-américaine en communication, a été l'un des principaux défenseurs de la souveraineté informative dans la région, en lien étroit avec les travaux du CIESPAL. Cité dans le rapport MacBride il prônait la construction d'un nouveau concept de communication : un modèle humanisé, non élitiste, démocratique et non mercantiliste.

⁷⁶ Lugo-Ocando, Jairo, and Monica Marchesi. 2024. "Contesting Power from the Periphery: The Latin American Sociological Imagination and the Media." *Critical Sociology* 50 (4-5). <https://doi.org/10.1177/08969205231221233> p. 770

⁷⁷ Freire, P., Freire, P. 1.-1., Dupau, É., Kerhoas, M., & Pereira, I. (2021). *La pédagogie des opprimé-es*. Éditions de la Rue Dorion. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/4404453>

⁷⁸ Freire, P. (1971). *L'éducation, pratique de la liberté* (préface de F. C. Weffort; traduction du portugais). Cerf. https://ifaenf.org/wp-content/uploads/simple-file-list/Education-comme-pratique-de-liberte_-Paulo-Freire.pdf

« Ce qui est souvent accompli sous l'étiquette de la communication n'est rien d'autre qu'un monologue dominant dans l'intérêt de celui qui initie le processus. Le retour d'information n'est pas utilisé pour offrir une opportunité de dialogue authentique. Le destinataire des messages est passif et soumis, car il n'a presque jamais la possibilité d'agir en tant qu'émetteur véritable et libre ; son rôle essentiel est d'écouter et d'obéir... Cette relation sociale verticale, asymétrique et quasi autoritaire constitue... un exemple antidémocratique de communication. »⁷⁹.

Beltrán a notamment contribué à enrichir le concept de « communication pour le développement », qui avance l'idée d'une nécessité de renforcer les capacités locales de production médiatique dans une perspective de justice sociale.

Dans cette dynamique, le CIESPAL est devenu, à partir des années 1970, un espace stratégique pour la critique de l'hégémonie des médias transnationaux et la formulation de projets alternatifs.

Le CIESPAL a ainsi toujours promu une vision participative et décoloniale de la communication, en phase avec les aspirations des mouvements populaires latino-américains et les débats autour du Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) défendu à l'UNESCO.

Aussi, Lugo-Ocando et Marchesi (2024) soulignent l'importance de la sociologie critique, inspirée de l'École de Francfort, dans la transformation des études sur les médias et la communication en Amérique latine.

Selon eux, cette approche a favorisé une perspective qui valorise le changement social et a influencé la formation des journalistes et producteurs de la région, en les encourageant à adopter une posture plus engagée. Lugo-Ocando et Marchesi (2024) mettent en évidence l'apport de la théorie de la dépendance, qui « décrit l'impérialisme comme une phase du capitalisme », à la prise de conscience régionale sur le rôle des médias dans la résistance et l'identité culturelle.

⁷⁹ Beltrán, L. R. (1974, mars). *Rural development and social communication: Relationships and strategies*. Communication présentée au Cornell-CIAT International Symposium on Communication and Rural Development, Cornell University, Ithaca, NY. Dans MacBride et al. (dir.), *International Commission for the Study of Communication Problems*. (1980). *Many voices, one world: Towards a new, more just and more efficient world information and communication order*. (III-58) Paris : UNESCO.

En somme, cette perspective en lien avec la sociologie critique en Amérique latine permet de situer notre recherche dans un courant qui privilégie l'analyse critique des médias, la prise en compte des contextes locaux et la promotion de la justice sociale et de la démocratie.

4. Lien avec l'objet de recherche (Notimex et Télam)

Ce cadre théorique, ancré dans la pensée critique latino-américaine, se veut une coffre à outils pour analyser le rôle et l'évolution des agences de presse Notimex et Télam.

La notion de souveraineté informationnelle, au cœur des préoccupations de cette recherche, est étroitement liée aux débats sur l'hégémonie de l'information et le pluralisme médiatique. Comme le souligne López Gijssberts (2021), « la défense de Télam représente une question de souveraineté informationnelle ».

La fermeture récente de ces agences nationales soulève des questions cruciales quant à la capacité des États mexicain et argentin à garantir un accès à une information diversifiée et à promouvoir leurs propres récits face à la domination des acteurs transnationaux.

L'idéal de démocratisation de l'information, porté par les penseurs latino-américains et le NOMIC, met en lumière le rôle potentiel des agences de presse publiques comme Notimex et Télam dans la diffusion d'une information pluraliste et la promotion du débat public.

Leur disparition interroge sur les conséquences pour la participation citoyenne et l'expression des voix marginalisées.

Les défis auxquels sont confrontées les agences de presse, tels que l'essor des GAFAM, la désinformation et l'intelligence artificielle, doivent être analysés à l'aune des réflexions sur l'impérialisme culturel et les mutations du pouvoir dans le champ médiatique.

La capacité d'adaptation de Notimex et Télam à ces nouveaux enjeux, ou leur incapacité, permet de mieux comprendre leur trajectoire et les défis auxquels sont confrontés les médias latino-américains dans le contexte actuel.

5. Conclusion du cadre théorique

Ce cadre théorique offre un éclairage pour analyser la complexité des enjeux liés à la disparition de Notimex et Télam.

Il permet de situer ces cas d'étude dans une perspective historique et critique, en tenant compte des spécificités du contexte latino-américain et des défis posés par la globalisation et les mutations technologiques.

MÉTHODOLOGIE

1. Approche méthodologique

Cette recherche s'appuie sur une approche qualitative et comparative visant à comprendre les processus politiques et communicationnels qui ont conduit à la disparition des agences publiques Notimex (Mexique) et Télam (Argentine).

L'objectif n'était pas de mesurer, mais d'interpréter les significations que les acteurs ont attribuées à ces événements, dans le cadre du débat sur la souveraineté informationnelle en Amérique latine.

Comme le soulignent Paillé et Mucchielli (2021), la recherche qualitative cherche à construire du sens dans l'interaction avec les sujets et les contextes qui le produisent.⁸⁰

Selon leurs propres termes, « [c]e sont les buts, les motifs et les usages subjectifs qui fournissent à des objets et à des phénomènes, autrement « indifférents », leur sens. »⁸¹

Cette approche a permis de reconstituer les processus de fermeture des deux agences à partir des témoignages de leurs protagonistes et de ceux qui les ont étudiés.

2. Perspective critique latino-américaine

L'étude s'inscrit dans une perspective critique latino-américaine de la communication, qui considère la recherche comme une pratique politique et dialogique.

⁸⁰ Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). Chapitre 2. Les processus de la pensée qualitative. L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales (37-72). Armand Colin. (pp. 38, 46, 63)
<https://shs.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019-page-37?lang=fr>

⁸¹ *idem*. p. 46

Sarah Corona Berkin (2017)⁸² propose le concept de méthodologies horizontales, qui partent de la reconnaissance des acteurs sociaux comme coproducteurs de connaissances. Selon l'auteure, en Amérique latine, la communication « émane du Sud » lorsque le chercheur dialogue d'égal à égal avec les sujets et apprend de leurs expériences⁸³.

En effet, la chercheuse mexicaine en communication explique comment le slogan « Nothing about us, without us » (Rien sur nous, sans nous), qu'elle a vu en Californie dans les années 70, trouve son origine dans d'autres époques historiques et régions du monde, soulignant toujours la valeur de la production de connaissances avec les sujets du savoir.

Elle l'explique ainsi : « Les méthodologies horizontales [...] se rapportent à cette citation de deux manières : d'une part, dans leur appel à inclure les voix de ceux dont on parle, et d'autre part, dans leur contenu politique implicite, où ceux qui s'expriment pour eux-mêmes construisent les connaissances nécessaires à la coexistence dans la sphère publique.

Nous constatons ainsi que les entretiens que nous avons menés au cours de cette recherche avec les différents acteurs liés de près ou de loin aux agences Télam et Notimex nous ont donné une perspective interne sur les sujets de cette recherche.

Dans le même ordre d'idées, Barranquero Carretero et Sáez Baeza (2017) affirment que les épistémologies critiques latino-américaines cherchent à réorienter la communication vers des pratiques de transformation sociale et d'émancipation collective⁸⁴.

Partant de la nécessité d'une pensée décoloniale et post-développementale en Amérique latine, ces chercheurs proposent des exemples tirés du spectre communicationnel qui renforcent de telles approches.

⁸² Corona Berkin, S. (2017). [Methodology flows from the Latin American South: The zone of communication and horizontal methodologies](#). *Comunicación y Sociedad*, (30).

⁸³ *idem*. p. 70.

⁸⁴ Barranquero Carretero, A., & Sáez Baeza, C. (2017). [Latin American Critical Epistemologies toward a Biocentric Turn in Communication for Social Change: Communication from a Good Living Perspective](#). *Latin American Research Review*, 52(3).doi:10.25222/larr.59. p. 322

Ces perspectives ont guidé la recherche tant dans la formulation des questions que dans l'interprétation des résultats. Les entretiens ont été conçus comme des espaces de dialogue plutôt que comme de simples instruments de collecte de données.

3. Plan de recherche

Le travail a combiné trois stratégies principales :

- Revue documentaire,
- Revue de la littérature académique, et
- Entretiens semi-structurés avec des acteurs clés au Mexique, en Argentine, au Brésil et en France.

3.1 Revue documentaire

Nous avons analysé des décrets officiels de dissolution, des communiqués institutionnels, des articles de presse et des documents d'organismes internationaux tels que la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et la Société interaméricaine de presse (SIP), entre autres.

Ces documents ont permis de contextualiser les décisions gouvernementales et les réactions syndicales.

3.2 Revue académique

Des travaux sur la souveraineté informationnelle et les agences de presse ont été consultés, notamment ceux d'Armand Mattelart (1980), Patrick White (1987), Oliver Boyd-Barrett (2018) et Michael B. Palmer (2020).

Sur le plan méthodologique, nous avons repris les propositions de Paillé & Mucchielli (2021) pour l'analyse qualitative, ainsi que les contributions de Corona Berkin (2017) et Barranquero Carretero et Sáez Baeza (2017) afin d'intégrer une perspective critique latino-américaine.

3.3 Entretiens

Sept entretiens virtuels semi-structurés ont été réalisés entre 2023 et 2024 via Zoom, Google Meet et Teams.

Les personnes interrogées étaient :

- Adriana Urrea, secrétaire générale du syndicat des travailleurs et travailleuses de Notimex lors de sa fermeture, qui a apporté un point de vue syndical et sexospécifique sur la grève et le démantèlement institutionnel.
- José Luis López Aguirre, professeur de communication à l'Université panaméricaine et à l'UNAM, qui a expliqué les liens entre la politique et la presse publique au Mexique.
- Andrew Paxman, chercheur au Centro de Investigación y Docencia Económicas (Centre de recherche et enseignement économiques), ayant étudié l'histoire du journalisme au Mexique, il a replacé l'histoire de Notimex dans le contexte de l'État mexicain.
- Pedro Aguiar, professeur à l'Universidade Federal Fluminense (Brésil), expert en communication latino-américaine, qui a analysé les agences sous l'angle de la notion de souveraineté informationnelle régionale.
- Michael B. Palmer, professeur émérite de la Sorbonne Nouvelle (France), qui a apporté une lecture comparative de la crise des agences publiques dans le système mondial de l'information.

- Marcelo Botto et Cecilia Díaz, professeurs argentins de journalisme et de communication, interviewés sur l'impact de la fermeture de Télam et le rôle de ses travailleurs dans la défense du journalisme public.

Avant chaque entretien, les personnes interrogées ont donné leur consentement explicite pour l'enregistrement et l'utilisation de leurs déclarations à des fins académiques.

Les entretiens ne suivaient pas un questionnaire fixe, mais privilégiaient le dialogue. Comme l'explique Svend Brinkmann (2020), l'entretien semi-structuré favorise l'émergence de connaissances à partir de l'interaction et de l'ouverture.

Comme il l'explique lui-même, « les entretiens semi-structurés peuvent mieux exploiter le potentiel générateur de connaissances des dialogues, car ils permettent une plus grande liberté pour approfondir les aspects que l'interviewé juge importants ; en outre, l'intervieweur a plus de chances de devenir un participant générateur de connaissances dans le processus lui-même, plutôt que de se cacher derrière un guide d'entretien préétabli. »⁸⁵

Citant ses propres études et travaux antérieurs, ainsi que ceux d'autres auteurs tels que Kvale, Mannheim et Taylor, Brinkmann explique qu'un entretien est littéralement une intervision, un échange d'opinions entre deux personnes (ou plus) qui discutent d'un sujet d'intérêt commun. Le mot « conversation », dans sa racine latine, signifie « habiter avec quelqu'un » ou « errer ensemble ». De même, le sens originel du mot « dialogue » est celui d'une conversation (logos) qui va et vient (dia-) entre des personnes⁸⁶.

⁸⁵ Brinkmann, S. (2020). "Unstructured and semistructured interviewing". En P. Leavy (Ed.), *The Oxford Handbook of Qualitative Research* (2^a ed., p. 426). Oxford University Press. DOI: 10.1093/oxfordhb/9780190847388.013.22 p. 427

⁸⁶ *ibid.*

4. Analyse des informations

Les enregistrements ont été intégralement transcrits et révisés en détail. Une lecture interprétative inspirée de Paillé et Mucchielli⁸⁷ (2021) a ensuite été réalisée, identifiant les thèmes et les schémas communs.

L'analyse a été organisée autour de quatre axes principaux :

- la relation entre le pouvoir politique et la presse publique,
- la notion de souveraineté informationnelle,
- les conditions de travail et syndicales, et
- les stratégies de résistance et de reconstruction.

Chaque axe a été contrebalancé par des sources documentaires et théoriques afin d'assurer la cohérence et la profondeur. Cette triangulation — entre les entretiens, les documents et la bibliographie — a permis de maintenir un équilibre entre l'institutionnel et l'expérientiel.

5. Critères éthiques et de validité

Tel que mentionné, tous les entretiens ont été réalisés avec le consentement éclairé des participants, en préservant la confidentialité des données.

Bien que, comme nous l'avons expliqué, notre approche soit qualitative et comparative, fondée sur la perspective critique latino-américaine, nous avons également choisi de suivre certains principes de la « Naturalistic Inquiry » (également connue sous le nom de recherche

⁸⁷ Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). Chapitre 6. L'herméneutique au cœur de l'analyse qualitative. L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales (p. 157). Armand Colin.
<https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019-page-147?lang=fr>.

constructiviste) proposés par Lincoln et Guba (1981), dont le paradigme éthique vise à garantir la crédibilité, la transférabilité et la confirmabilité⁸⁸ dans des contextes où les appréciations de la réalité sont multiples.

Selon leurs propres termes, « trouver un paradigme capable de tolérer les conditions du monde réel a certainement plus de raison d'être que la manipulation de ces conditions pour répondre aux exigences arbitraires d'un paradigme »⁸⁹.

La vérification croisée des informations, ainsi que la restitution littérale des extraits des entretiens, ont renforcé la transparence et la fidélité interprétative.

Conformément à la perspective critique latino-américaine, une éthique du dialogue et du respect a été maintenue, reconnaissant les participants comme des sujets de connaissance et non comme de simples sources.

On a voulu écouter et dialoguer sous les principes du *sumak yachai*, ou « buen conocer », une dimension du concept de « bien vivre » (el Buen Vivir) qui affirme que les savoirs doivent être gérés par les peuples autochtones, tout en pouvant être discutés avec d'autres groupes. Cette approche ouvre la voie à un cadre culturel propice au passage d'une économie capitaliste à une économie sociale de la connaissance.⁹⁰

6. Portée et limites

En raison de contraintes de temps et de ressources financières, aucun travail de terrain n'a été effectué sur place. Cependant, le caractère virtuel du projet a élargi l'accès aux spécialistes et permis de mener des conversations approfondies.

⁸⁸ Guba, E. G., & Lincoln, Y. S. (1982). Epistemological and Methodological Bases of Naturalistic Inquiry. *Educational Communication and Technology*, 30(4). <http://www.jstor.org/stable/30219846> pp. 246-248

⁸⁹ *idem*. p. 234

⁹⁰ Barranquero Carretero, A., & Sáez Baeza, C. (2017). Latin American Critical Epistemologies toward a Biocentric Turn in Communication for Social Change: Communication from a Good Living Perspective. *Latin American Research Review*, 52(3). [doi:10.25222/larr.59](https://doi.org/10.25222/larr.59) p. 439.

La recherche ne cherchait pas à généraliser les résultats, mais à comprendre les significations que les acteurs attribuaient à la disparition des agences et ce que cette perte représentait pour le droit à l'information dans la région.

7. Transparence

Du fait que l'espagnol est ma langue maternelle, tous les textes, y compris les transcriptions, mis à part celle de Michael B. Palmer, ainsi que les premières ébauches d'analyse, ont été rédigés à l'origine en espagnol.

Chaque chapitre a ensuite été traduit et adapté en français à l'aide d'outils de traduction assistée tels que DeepL, en veillant toujours à la précision conceptuelle et au sens de la version originale.

Par ailleurs, pour organiser les données empiriques, nous avons utilisé le service d'intelligence artificielle Notebook LM, qui a permis de créer des cartes mentales avec les thèmes abordés par les personnes interrogées.

Ces visualisations ont facilité l'identification des axes communs et l'organisation systématique de l'analyse, sans altérer le contenu ni l'interprétation des témoignages.

Parfois, la recherche de certaines sources bibliographiques complémentaires sur des thèmes ou des perspectives spécifiques a été effectuée à l'aide d'un agent conversationnel, tel que Gemini, Mistral.ai ou ChatGPT. Les auteurs ou les points de vue théoriques proposés par ces intelligences artificielles ont été évalués, consultés et contre-vérifiés de multiples façons.

Dans le cadre de notre recherche, l'utilisation de tout outil d'intelligence artificielle a été complémentaire et soumise à une stricte supervision humaine, afin de garantir l'exactitude, l'intégrité, la clarté et la traçabilité de notre processus analytique.

ÉTUDE DE CAS : NOTIMEX (MEXIQUE)

1. Résumé des entretiens

Dans le cadre de notre étude de cas sur Notimex, nous avons mené des entretiens avec la secrétaire générale du syndicat des employé-es de Notimex au moment de sa fermeture, la journaliste Adriana Urrea, ainsi que José Luis Lopez Aguirre, professeur de communication à l'Universidad Panamericana et à l'Universidad Nacional Autónoma de México. De plus, nous nous sommes entretenus avec Andrew Paxman, professeur-chercheur au Centre de recherche et d'enseignement en économie (CIDE) à Mexico, où il enseigne l'histoire et le journalisme.⁹¹

2. Acteurs et témoignages

2.1 Adriana Urrea

Diplômée en communication et en journalisme de la Facultad de Estudios Superiores Aragón de l'UNAM. Journaliste ayant deux décennies d'expérience et cofondatrice de la nouvelle Agencia Mexicana de Prensa (AMEXI). Elle est considérée comme un des nouveaux visages du syndicalisme mexicain.

2.1.1 Transformation et démantèlement de Notimex

Adriana Urrea, spécialiste de l'économie et des finances à Notimex pendant 17 ans et secrétaire générale du syndicat pendant le conflit de travail qui a conduit à la fermeture de l'agence, affirme qu'après l'entrée en fonction de Sanjuana Martínez en 2019, il y a eu une « profonde transformation institutionnelle » au sein de l'agence.

⁹¹ Le résumé et les citations incluses dans l'aparté « Résumé des entretiens » de ce chapitre, et du suivant, proviennent des archives personnelles de Paloma Martínez Méndez et sont attribuées à chacune des personnes interviewées. La référence bibliographique complète pour cette source se trouve sous le nom de la personne interviewée à la fin de ce mémoire.

Selon son témoignage, avant la nomination de Martínez par le président Lopez Obrador, l'agence publique bénéficiait de conditions de travail stables, d'une équipe expérimentée et d'un système efficace.

Parce que ces journalistes spécialisés produisaient un contenu approfondi et contextualisé, la couverture de Notimex était particulièrement appréciée par les médias locaux, les ambassades et les bureaux gouvernementaux, a-t-elle affirmé.

« Lorsque nous étions en grève, je m'en souviens parfaitement, les gens du ministère des Affaires étrangères [...] nous ont dit : « Vous ne savez pas à quel point nous avons besoin de Notimex pour la couverture internationale et pour faire connaître les questions internationales ici. »

Urrea affirme que dès l'arrivée de Sanjuana Martínez à la tête de l'agence, des instructions éditoriales perçues comme étant idéologiques ont commencé à être données.

A titre d'exemple, l'ancienne journaliste de Notimex a raconté qu'un jour on lui a demandé d'écrire un texte sur un projet immobilier et qu'elle devait dire que le dit projet avait été financé par du blanchiment d'argent. Elle n'avait aucune preuve de cela et a donc refusé de rédiger le texte demandé.

2.1.2 Manipulation de l'information et persécution au travail

Urrea affirme que les personnes qui ont refusé de se conformer à ces directives ont été victimes de harcèlement au travail. Les dirigeants ont été remplacés et une surveillance du personnel excessive aurait été imposée.

Le conflit de travail se serait aggravé lorsque l'ancien comité exécutif du syndicat a été démis de ses fonctions et qu'elle a elle-même été licenciée après être devenue secrétaire générale du syndicat, dit la journaliste.

Selon la journaliste, entre 2019 et 2020, environ 80 % des travailleurs ont fait l'objet d'un licenciement, ce qui a conduit à une grève en février 2020.

Mme Urrea a également indiqué que la contestation des employés a engendré des mesures de représailles de la part de l'administration, telles que du harcèlement institutionnel, une surveillance accrue, des interruptions de courant, et même l'intervention de la Garde nationale.

« Nous nous sommes retrouvés dans la rue, sans ressources financières, sans accès aux services de santé, au cœur d'une crise sanitaire sans précédent ».

La journaliste souligne que le conflit de travail avait des connotations politiques. On voulait utiliser l'agence pour attaquer des personnalités comme Claudia Sheinbaum (alors mairesse de Mexico et aujourd'hui présidente du pays) ou Luisa María Alcalde (secrétaire au travail et à la sécurité sociale du gouvernement López Obrador), en raison des rivalités au sein du parti au pouvoir, a-t-elle dit.

« Nous avons commencé à générer, enfin, ils ont commencé à générer - parce qu'au syndicat nous avons résisté - des informations inventées, non vérifiées, fausses, ce qui ne s'était jamais produit auparavant. »

Adriana Urrea donne comme exemple de ces nouvelles démarche toutes les informations ayant été écrites par Notimex, sous la direction de Sanjuana Martínez, concernant la grève de ses propres employés. « Ce n'était que des mensonges », a-t-elle dit.

2.1.3 Ce que le Mexique a perdu

Urrea considère que la disparition de Notimex a laissé le Mexique sans son plus important organe de presse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Elle rappelle que l'agence comptait autrefois 20 correspondants internationaux.

A titre d'exemple, Adriana Urrea évoque l'Organización Editorial Mexicana (OEM)⁹², « l'un des 650 clients de Notimex », qui permettait une diffusion massive de l'information produite par l'agence, notamment dans les petits médias locaux.

La journaliste insiste également sur l'expérience des employés de Notimex, qui ont assuré la continuité et la mémoire historique pendant des décennies. La perte de Notimex, dit-elle, a eu un impact sur la qualité de l'information disponible, y compris au niveau international.

La reporter spécialisée a souligné également le fait que le démantèlement de Notimex a représenté une perte « très importante » pour l'écosystème mexicain de l'information.

En plus de générer du contenu pour les médias locaux et nationaux, l'agence permettait une plus grande circulation internationale des informations sur le Mexique avec une perspective locale, dit-elle.

« Notimex était la voix du Mexique à l'intérieur et à l'extérieur du pays », dit Adriana Urrea,

Depuis sa disparition, la journaliste observe une diminution de la couverture des questions mexicaines complexes depuis l'étranger et une concentration sur des récits dominés par des agences de presse basées aux États-Unis ou en Europe.

2.1.4 Indépendance éditoriale

En réponse aux critiques sur le prétendu manque d'indépendance éditoriale de l'agence, Urrea admet qu'en termes de couverture politique « il y avait une certaine ligne officielle, mais pas sur le reste des sujets », dit-elle.

La journaliste fait une distinction entre les lignes éditoriales plus nuancées qu'elle a connues sous les gouvernements du PAN et du PRI, et l'imposition directe du contenu sous Sanjuana Martínez, du parti Morena.

⁹² La OEM représente l'un des plus grands groupes de presse écrite du Mexique et d'Amérique latine. Fondé par Mario Vázquez Raña en 1976, il comprend 70 quotidiens, 24 stations de radio, 1 chaîne de télévision, 43 sites internet et un satellite.

Pendant les gouvernements précédents, elle dit avoir pu écrire des articles contenant des données négatives sur l'administration en place, bien qu'on lui ait parfois demandé de modifier l'ordre des paragraphes pour mettre en évidence les aspects positifs.

Ce qui a changé, selon elle, c'est le passage d'une orientation éditoriale à une censure ouverte : « Ils nous disaient “ tu vas écrire ça ”, et si on ne le faisait pas, on nous accusait de ne pas vouloir travailler. »

2.1.5 Une occasion manquée

Enfin, Urrea considère que le gouvernement de Andrés Manuel López Obrador au Mexique a manqué l'occasion de faire de Notimex un modèle de journalisme public fiable, dans un contexte de désinformation croissante.

Malgré les propositions syndicales visant à restructurer l'agence dans le cadre de la nouvelle réforme du travail, l'exécutif a choisi de maintenir le conflit jusqu'à ce qu'il soit résolu par la fermeture de l'agence.

Selon elle, cette décision a été motivée par des raisons politiques plutôt que par des critères d'intérêt public.

Adriana Urrea affirme que la fermeture de Notimex n'est pas due à des raisons budgétaires, mais à des intérêts personnels, des rivalités internes et une vision utilitariste du journalisme d'Etat.

2.2 José Luis López Aguirre

Membre du système national des chercheurs du Conahcyt⁹³, José Luis López Aguirre est titulaire d'un doctorat en sciences de l'information de l'université Complutense de Madrid. Chercheur-professeur à l'école de communication de l'Universidad Panamericana (Mexique) et de l'UNAM, il est aussi directeur de l'unité de recherche sur la science des réseaux et du groupe de recherche Cibercom, ainsi que professeur au séminaire des communautés virtuelles et des médias

⁹³ Consejo Nacional de Humanidades, Ciencias y Tecnologías (Conseil national des sciences humaines, des sciences et des technologies).

sociaux à l'Universidad Panamericana. Ses principales lignes de recherche sont les suivantes : communautés virtuelles, médias sociaux et politique, journalisme numérique et cyberdocumentation.

2.2.1 Transparence et gouvernance : un panorama complexe

López Aguirre souligne que le manque de transparence était une constante au sein de l'agence, même pour les membres de ses instances internes.

À son avis, cette opacité compliquait la gestion, car la structure réelle et le pouvoir syndical restaient méconnus. En matière de gouvernance, López Aguirre rappelle l'existence d'instances internes, desquelles il a fait partie, telles que le comité éditorial et le conseil de direction. Dans ces espaces étaient prises des décisions cruciales pour l'agence, dit-il.

« Le comité de rédaction avait une dynamique très intéressante parce qu'il y avait déjà une place réservée à ceux qui composaient le comité, mais la porte était quelque peu ouverte et les journalistes et les rédacteurs en chef s'asseyaient autour pour écouter. Il était intéressant de constater qu'ils étaient également au courant des décisions prises au sein du comité de rédaction. »

En revanche, le conseil de direction était un espace plus étanche, explique López Aguirre. Avec une représentation même de la Chambre des députés, du ministère des Affaires étrangères et de la Sécurité nationale, ce qui obligeait à garantir la confidentialité sur certaines questions sensibles.

Le chercheur a aussi expliqué que la présence d'un contrôleur interne permettait de surveiller la gestion des ressources et de sanctionner les irrégularités telles que les malversations financières, ce qui, à son avis, témoignait d'un effort pour maintenir un certain degré de transparence dans les limites du système.

2.2.2 Difficultés de compréhension institutionnelle et rôle du droit à l'information

Le professeur universitaire remarque que « de nombreux membres du personnel administratif ne comprenaient pas bien le travail éditorial, et il était donc nécessaire de leur expliquer des concepts tels que la liberté de la presse, l'éthique et la responsabilité ».

Ce manque de connaissance engendrait des conflits, notamment dans la prise de décision liée aux ressources : l'agence était confrontée à la nécessité d'accepter des ententes avec des entreprises privées pour obtenir des fonds, ce qui mettait en danger son indépendance éditoriale.

Selon lui, cette lacune rendait difficile la prise de décisions adéquates, en particulier lors de l'examen de questions sensibles telles que l'acceptation de financements ou d'accords avec l'industrie privée, où il était important d'éviter que l'agence ne devienne un outil publicitaire.

Toutefois, Lopez Aguirre affirme que des limites claires ont été fixées pour indiquer quand le contenu avait un caractère publicitaire, ce qui montre le souci de maintenir la neutralité.

2.2.3 Valeur stratégique de Notimex et le paysage médiatique mexicain

Sur la valeur stratégique de Notimex, notre interlocuteur souligne que l'agence a joué un rôle fondamental dans la lutte contre le discours négatif qui prédomine dans l'image internationale du Mexique, centré sur le trafic de drogue, la violence et la corruption.

Citant Alejandro Ramos, il souligne que « ne pas cacher les problèmes, mais parler d'autres dimensions, telles que le tourisme, la culture et la richesse multiethnique du Mexique » était une fonction essentielle de l'agence.

Grâce à des accords avec des agences de presse internationales et à l'échange de dossiers d'information, Notimex parvenait à présenter une vision plus large et plus diversifiée du pays, une fonction qui, selon Lopez Aguirre, s'est perdue avec la disparition de Notimex.

Cette perte est d'autant plus importante si l'on considère que les médias nationaux de portée internationale, tels que *Reforma* ou *La Jornada*, n'ont pas le même niveau de diffusion en dehors du Mexique, ce qui limite la compréhension internationale du pays, à son avis.

Enfin, López Aguirre relie le sort de l'agence au contexte politique et à l'orientation de la communication des derniers gouvernements, soulignant que l'administration de López Obrador s'est principalement concentrée sur l'information aux citoyens mexicains, laissant de côté la vision internationale.

Il espère toutefois que les médias publics seront un jour en mesure de reprendre le rôle que Notimex avait dans la communication de la complexité et de la pluralité du Mexique au monde.

2.2.4 Réflexion sur le rôle des médias publics

López Aguirre a conclu en réfléchissant sur la nécessité d'une entité publique offrant une vision large, complexe et plurielle du Mexique, sans tomber dans la propagande, mais avec responsabilité éthique et journalistique.

« Le Mexique est un pays millénaire et complexe qui mérite d'être représenté dans toute sa diversité, pour éviter préjugés et faciliter une compréhension authentique. »

2.3 Andrew Paxman

Né à Londres et ayant travaillé comme journaliste à Mexico dans les années 1990, Andrew Paxman est aujourd'hui biographe et historien du Mexique moderne. En 2000, il est coauteur de la biographie *El Tigre : Emilio Azcárraga y su imperio Televisa* (Grijalbo) sur le magnat des médias Emilio Azcárraga Milmo.

Il a obtenu une maîtrise de l'UC Berkeley et un doctorat de l'UT Austin et a enseigné au Millsaps College dans le Mississippi. Depuis 2014, il enseigne l'histoire et le journalisme au Centre de recherche et d'enseignement en économie (CIDE), à Aguascalientes et à Mexico.

2.3.1 Autonomie éditoriale et officialisme historique chez Notimex

Paxman décrit Notimex comme une agence qui, depuis sa création dans les années 1960, a toujours manqué d'autonomie éditoriale. Il la définit comme une institution qui n'a jamais réussi à

se consolider en tant que média public dans le style de la BBC ou de l'EFE, et rappelle que les directeurs étaient nommés directement par le président de la République.

Le chercheur et professeur souligne qu'il y a eu des tentatives isolées de la part de directeurs comme José Carreño Carlón, Raymundo Riva Palacio et Daniel Moreno pour exercer un journalisme plus professionnel, mais tous se sont heurtés aux limites imposées par les autorités.

« Ils ont essayé de sauver ou de réformer la réputation de l'agence et de faire du bon journalisme. Mais tôt ou tard, ils se sont heurtés à des messages venant d'en haut, du cabinet, selon lesquels “il ne fallait pas toucher à ce sujet ou à cet autre” ».

Andrew Paxman met en doute une déclaration lu d'Adriana Urrea selon laquelle de nouvelles restrictions éditoriales ont été imposées sous la directrice Sanjuana Martínez, nommée par le président Lopez Obrador, affirmant que l'agence n'a jamais joui d'une liberté totale dans le passé :

« Elle a dit : “Tout d'un coup, on ne pouvait plus écrire sur certaines personnes ou certains sujets”⁹⁴. Mais, cette déclaration laisse entendre qu'avant la nomination de Sanjuana, Notimex jouissait de la liberté d'écrire sur tout le monde. Pour autant que je sache, cela n'a jamais été le cas ».

En outre, celui qui est aussi biographe des personnalités médiatiques du Mexique, souligne « l'inutilité de Notimex » en termes d'exclusivités (*scoops*) ou d'influence dans l'écosystème médiatique national.

Au cours de ses recherches, Andrew Paxman affirme n'avoir trouvé aucune preuve de l'importance informative de Notimex ou de son inclusion dans les débats sur la presse critique ou d'avant-garde.

2.3.2 Discours officiel sur la fermeture et la culture de la corruption

⁹⁴ Copeland, C. (2022, 22 décembre). Journalists at Mexico news agency prepare for third Christmas on strike. *Courthouse News Service*.

<https://www.courthousenews.com/journalists-at-mexico-news-agency-prepare-for-third-christmas-on-strike>

Paxman considère que l'argument du gouvernement Andrés Manuel López Obrador (AMLO) - selon lequel Notimex n'était plus nécessaire grâce à la diffusion directe de l'information via les conférences matinales et les réseaux connexes - a une logique fonctionnelle et pragmatique :

« AMLO avait raison. Il disposait d'un appareil très efficace pour diffuser les informations du point de vue du gouvernement. Les “mañaneras” en faisaient partie. [...] Il y a une logique à cet argument ».

Il reconnaît également que la fermeture de Notimex était cohérente avec la politique d'austérité républicaine, bien qu'il remette en question la manière dont les travailleurs licenciés ont été traités et la généralisation du discours sur la corruption. Il affirme qu'à de nombreuses reprises, le président et Sanjuana Martínez ont exagéré ou étendu des cas spécifiques à l'ensemble de l'institution :

« Ce n'est pas parce que certains le faisaient qu'ils le faisaient tous », dit-il.

Paxman contextualise cette critique dans une culture historique de « la chayotte »⁹⁵. Au Mexique, le président Andrés Manuel López Obrador a souvent utilisé le mot « chayote » pour accuser les médias et les journalistes d'avoir été « achetés » par des intérêts politiques.

Paxman souligne également que jusqu'aux années 1990, il était courant que la plupart des journalistes de la presse écrite reçoivent des pots-de-vin.

Il cite le livre de Chappell Lawson, *Building the Fourth Estate*, publié en 2002, qui contient des données d'enquête sur ce phénomène dans la presse mexicaine à la fin du 20^e siècle. Tout en reconnaissant qu'il est possible que des pratiques similaires aient existé à Notimex, il affirme qu'il n'y a pas suffisamment de preuves de leur permanence au cours des dernières années.

⁹⁵ Selon le dictionnaire espagnol mexicain (DEM), « chayotero » est un adjectif populaire qui désigne « un journaliste ou un média, qui reçoit généralement des « chayotes » ou des pots-de-vin. ».

2.3.3 Paysage médiatique au moment de la fermeture de Notimex

À la question sur les médias fiables dont les Mexicains pouvaient compter au moment du démantèlement de Notimex, M. Paxman répond que le mandat de six ans d'AMLO a été marqué par une polarisation croissante et une presse moins équilibrée que sous les gouvernements précédents.

Il mentionne les médias imprimés traditionnels tels que *Reforma*, *El Universal*, *Proceso* et *La Jornada*, soulignant la perte d'objectivité de *Reforma* sous Juan Pardinas et une plus grande pluralité éditoriale à *El Universal*. Il affirme également l'affaiblissement de *Proceso* en raison de problèmes de distribution et de piratage.

Sur les médias numériques, il affirme qu'*Animal Político* s'est consolidé en tant que média le plus fiable, grâce à son approche systématique de la responsabilité :

« Animal Político a toujours eu l'idée de demander des comptes au pouvoir. C'est sa fonction. »

Il souligne également le travail d'Aristegui Noticias qui, comme *Proceso* et *Mexicanos Contra la Corrupción*, a joué un rôle clé dans la dénonciation de la corruption pendant les six années du mandat d'Enrique Peña Nieto, ce qui a influencé l'ascension électorale d'AMLO. C'est pourquoi il critique la disqualification de ces médias par le président :

« Cette disqualification ignore complètement le rôle crucial que ces médias ont joué [...] en faisant la lumière sur la corruption à l'époque de Peña Nieto ».

Enfin, sur l'impact de la fermeture de Notimex, Paxman identifie deux conséquences :

La perte de couverture pour les médias d'État, qui s'appuyaient sur le câble et une augmentation du plagiat d'informations dans les médias numériques, en particulier sur les sites ne disposant pas de leur propre équipe de rédaction.

Le chercheur et professeur de journalisme dit « pouvoir très bien imaginer que l'absence de Notimex aura aggravé ce problème de plagiat d'informations » qui existait déjà.

Enfin, Andrew Paxman mentionnait qu'il était sur le point de publier un livre sur l'histoire de la presse au Mexique des années 1980 à nos jours.

Dans cet ouvrage, il souligne que Notimex n'entre pas dans le concept de presse d'avant-garde, vigilante ou civique et il ne lui accorde pas beaucoup d'attention. L'agence est pratiquement absente ou très peu présente dans son analyse historique.

3. Conclusion et analyse de l'étude de cas sur Notimex

Les trois interlocuteurs s'accordent à dire que Notimex avait sa place au sein de l'écosystème mexicain de l'information, mais ils diffèrent dans leur évaluation de son autonomie éditoriale et de l'impact de sa fermeture.

3.1 Autonomie éditoriale et contrôle politique

La dénonciation par Adriana Urrea, ancienne secrétaire générale du syndicat, de l'imposition éditoriale sous Sanjuana Martínez confirme un schéma historique au Mexique : bien qu'Urrea perçoive une brusque intensification depuis 2019, Andrew Paxman rappelle que Notimex n'a jamais eu de réelle autonomie, étant donné que ses directeurs étaient choisis par la présidence.

Cet argument est cohérent avec Hallin et Papathanassopoulos, qui observent que les pays latino-américains, comme ceux du Sud de l'Europe, ont souvent été caractérisés par l'instrumentalisation de leurs médias privés, la politisation de leur radiodiffusion publique ainsi que par le développement limité du journalisme en tant que profession autonome⁹⁶, en raison de l'importance prépondérante des intérêts politiques et, dans les sociétés libérales, de l'importance prépondérante de la concurrence commerciale⁹⁷, ce qui limiterait l'indépendance éditoriale.

⁹⁶ Hallin, D. C., & Papathanassopoulos, S. (2002). Political clientelism and the media: southern Europe and Latin America in comparative perspective. *Media, Culture & Society*, 24(2), p. 176 et 177
<https://doi.org/10.1177/016344370202400202>

⁹⁷ *idem.* p. 189

Dans un autre ouvrage, Hallin et Mancini (2004)⁹⁸, comparent les systèmes médiatiques européens et nord-américains tout en créant une typologie de trois modèles : le modèle libéral, le modèle corporatiste démocratique et le modèle pluraliste polarisé.

Bien qu'originellement pensés pour l'Europe, ces modèles ont été adaptés par des auteurs de la région latino-américaine, entre autres, Silvio Waisbord, spécialiste des médias et de la démocratie en Amérique latine, et Manuel Alejandro Guerrero, expert de la régulation et des systèmes médiatiques au Mexique.

Dans son article *Can NGOs change the news?*⁹⁹, Silvio Waisbord explique que bien que ni les systèmes médiatiques ni les relations entre les médias et les acteurs politiques ne correspondent aux modèles de politique médiatique des démocraties américaines et européennes, les systèmes médiatiques latino-américains présentent certaines similitudes avec le modèle « pluraliste polarisé » de Hallin et Mancini. Dans le contexte européen, ce modèle se caractérise par « un mercantilisme sans restriction, une radiodiffusion publique faible et un parallélisme politique élevé ». Cependant, dit Waisbord, le patrimonialisme médiatique présidentiel, le pouvoir écrasant des gouvernements dans le financement des médias et les changements historiques entre régimes autoritaires et démocratiques ont tous façonné des conditions politico-médiatiques uniques dans la région latino-américaine.¹⁰⁰

L'analyse sur l'instrumentalisation des médias par les sphères de pouvoir pourrait aussi être complétée par des reportages faits par *El País*¹⁰¹ et *Por Esto*¹⁰², qui décrivent Notimex comme un « porte-parole du gouvernement » sans contrôle éditorial effectif, ce qui témoigne selon ces articles journalistiques d'une continuité historique dans la subordination, et non d'une rupture sans précédent.

⁹⁸ Hallin, D. C., & Mancini, P. (2004). *Comparing media systems : three models of media and politics*. Cambridge University Press. pp. 20–23 ; 44–47

⁹⁹ Waisbord, S. (2011). Can NGOs change the news? *International Journal of Communication*, 5, 142–165.

¹⁰⁰ *idem*. p. 144

¹⁰¹ Pallais, M. L. (2023, 22 avril). *Lo que Notimex debió ser*. *El País* [Mexique].

¹⁰² Díaz, A. (2019, 10 juillet). *Expertos cuestionan a Notimex: se volvió agencia del gobierno*. *El Universal* [Mexique]. <https://www.eluniversal.com.mx/cultura/expertos-cuestionan-notimex-se-volvio-agencia-del-gobierno/>

Dans l'entrevue qu'il a accordée à cette recherche, José Luis López Aguirre, qui ne nie pas le contrôle politique sur Notimex, introduit toutefois des nuances importantes sur la dynamique interne de la gouvernance.

Il reconnaît que Notimex fonctionnait dans le cadre d'une structure étatique et était donc exposée au contrôle politique, il souligne également qu'il existait des mécanismes internes - tels que le comité éditorial - qui permettaient une certaine délibération entre les journalistes et la direction. Cette observation coïncide avec celle de Guerrero et Márquez-Ramírez¹⁰³ (2014) qui soulignent que dans les médias publics, l'autonomie varie en fonction de la culture organisationnelle et de la direction.

De même, López Aguirre souligne les tensions entre la logique administrative et la logique journalistique, qui ont entravé la défense des principes éthiques au sein de l'agence. Cette tension a été analysée par Waisbord (2000), qui affirme que de nombreux médias d'État en Amérique latine opèrent entre la bureaucratie et la mission publique, sans qu'une censure explicite ne vienne compromettre entièrement leur indépendance.¹⁰⁴

3.2 Rôle stratégique et international

Adriana Urrea et José Luis López Aguirre soulignent tous deux que Notimex a joué un rôle clé dans l'image mondiale du Mexique, en maintenant jusqu'en 2019 un vaste réseau de 20 correspondants étrangers qui ont diffusé une vision complexe et diversifiée du pays, au-delà des récits axés sur le trafic de drogue ou la violence. López Aguirre souligne que ce réseau a contribué à contrecarrer la vision réduite qui prévaut souvent dans les médias internationaux - une fonction également soulignée par Urrea - et qui n'existe plus aujourd'hui après la fermeture de l'agence.

La littérature journalistique soutient cette évaluation : un chercheur de l'Université Iberoamericana du Mexique, Erick Fernández Saldaña, a signalé dans une entrevue accordée le

¹⁰³ Guerrero, M. A., & Márquez-Ramírez, M. (2014). *Media systems and communication policies in Latin America*. Palgrave Macmillan. pp. 78–82 ; 145–150. Dans les pages 78-82, ils décrivent les mécanismes de contrôle de l'État dans les médias publics ; dans les pages 145-150, ils présentent des études de cas sur le Mexique.

¹⁰⁴ Waisbord, Silvio (2000). *Watchdog journalism in South America: News, accountability, and democracy*. Columbia University Press. pp. 13, 14, 16, 17, 107, 154.

14 avril 2023 au journal académique de son université¹⁰⁵, que l'élimination de Notimex représente « plus de mille jours sans présence professionnelle de l'État mexicain au niveau international ». Il a aussi insisté sur le fait que même des puissances comme les États-Unis conservent leurs propres agences pour qu'elles jouent cette fonction d'information.

D'autres comme Raymundo Riva Palacio, ancien directeur de Notimex, considèrent inconcevable que la directrice de l'époque n'ait pas pu trouver une solution avec le syndicat.¹⁰⁶ Pour sa part, *El País*¹⁰⁷ réaffirme que Notimex a non seulement couvert les activités nationales, mais a également fourni un point de vue local et pertinent aux médias nationaux et internationaux, en étant distribué par des agences telles que EFE et AP.

D'un point de vue critique, *El Universal* affirme que l'agence, bien qu'ayant des problèmes de crédibilité, disposait d'un marché potentiel de 600 millions d'hispanophones et d'une base de plus d'un millier de médias qui publiaient son contenu, parmi lesquels EFE était un concurrent important.¹⁰⁸

Le cas de Notimex s'inscrit dans un contexte plus large de débats sur la viabilité des modèles d'agences de presse publiques. En Europe, il existe des exemples d'agences publiques ou coopératives qui ont réussi à conserver leur indépendance éditoriale et leur légitimité professionnelle¹⁰⁹. Ces agences fonctionnent comme des consortiums regroupant des médias privés et publics, ce qui permet un modèle de financement mixte favorisant l'autonomie journalistique.

Juntunen et Nieminen suggèrent qu'avec des pare-feu éditoriaux et des garanties structurelles appropriés, la dépendance vis-à-vis du financement public ne se traduit pas automatiquement par

¹⁰⁵ Rendón, P. (2023, 14 avril). *México no puede perder presencia global al dejar vacío el espacio de Notimex: Especialista* (Erick Fernández Saldaña). Universidad Iberoamericana [Mexique].

<https://ibero.mx/prensa/mexico-no-puede-perder-presencia-global-al-dejar-vacio-el-espacio-de-notimex-especialista>

¹⁰⁶ Riva Palacio, R. (2023, 17 avril). *Adiós Notimex*. *El Financiero* [Mexique].

<https://www.elfinanciero.com.mx/opinion/raymundo-riva-palacio/2023/04/17/adios-notimex/>

¹⁰⁷ *op cit.* El País México

¹⁰⁸ Quezada, J. (2023, 6 mai). *Atentado al derecho a la información, acabar con Notimex*. *El Universal* [Mexique].

<https://www.eluniversal.com.mx/cultura/atentado-al-derecho-a-la-informacion-acabar-con-notimex/>

¹⁰⁹ Juntunen, L., & Nieminen, H. (2019). *The future of national news agencies in Europe – Case study 3: The changing relation between news agencies and the state*. The London School of Economics and Political Science.

<https://doi.org/10.21953/lse.oc95dmr2xy5y>

un pouvoir politique direct sur l'agence, du moins pas au niveau des pratiques quotidiennes ou de la production d'informations.¹¹⁰

La disparition de Notimex, en revanche, suggère une occasion manquée pour le Mexique de maintenir un modèle d'information public à portée nationale et internationale qui pourrait garantir des normes d'indépendance et de pluralisme de l'information.

Dans ce même ordre d'idées, l'Association mexicaine pour le droit à l'information (AMEDI) a déclaré à Associated Press en avril 2024 que le gouvernement de M. López Obrador avait une tendance inquiétante à transformer les médias financés par des fonds publics en porte-voix de son gouvernement¹¹¹.

Pour cette association aussi, cela montre que le Mexique a perdu une occasion de maintenir des médias d'État compétitifs et légitimes au niveau mondial.

3.3 Droit à l'information et pluralité de l'information

Urrea et López Aguirre s'accordent à dire que la fermeture de Notimex a affaibli la pluralité de l'information au Mexique.

La disparition de Notimex a été interprétée comme un recul dans les efforts visant à garantir la pluralité des médias et le droit à l'information au Mexique. Urrea insiste sur le fait que Notimex jouait un rôle crucial en tant que générateur de contenu local et contextualisé, en particulier sur les questions internationales.

Mariella Bastian (2019)¹¹² affirme qu'au Brésil, en Argentine et en Uruguay, la responsabilité des médias (*media accountability*) est souvent faible, ce qui entraîne des lacunes dans le contrôle public où les citoyens ont un recours limité à des informations factuelles et indépendantes.

¹¹⁰ *idem.* p. 10

¹¹¹ Stevenson, M. (2023, 14 avril). *México anuncia el fin de la agencia de noticias Notimex*. Associated Press. Récupéré de <https://apnews.com/article/noticias-b9cccd415a58b08cadee18e3e1eb5674>

¹¹² Bastian, M. (2019). Public accountability frame. Dans *Media and accountability in Latin America: Framework – Conditions – Instruments* (pp. 237–253). (Studies in International, Transnational and Global Communications). Springer VS. https://doi.org/10.1007/978-3-658-24787-4_12 p. 237

La chercheuse postdoctorale à l'Institut du droit de l'information de l'Université d'Amsterdam croit que si le public ne cherche pas à s'impliquer et à exiger une responsabilisation des médias, cela peut générer une érosion du droit à l'information.¹¹³

Dans le cas du Mexique, la chute de Notimex accentue une lacune déjà documentée par Rodrigo Zamith (2021)¹¹⁴, qui analyse comment la concentration des médias et le recul des médias publics favorisent une « couverture inégale » entre les régions.

*« Le journalisme latino-américain s'est développé dans un contexte de régime autoritaire et de contrôle de l'État. [...] Dans de nombreux pays, les médias publics et les médias privés très concentrés s'alignent généralement sur les partis au pouvoir [...] »*¹¹⁵

Ce cadre permet de comprendre pourquoi l'existence de médias publics dotés d'un certain degré d'autonomie, comme Notimex aspirait à l'être, est stratégique pour contrer la concentration des médias et diversifier les voix. Au lieu de renforcer les mécanismes de diffusion des informations ou de promouvoir de nouvelles structures pluralistes, cette décision a consolidé un écosystème déjà marqué par l'alignement politique et la fragilité institutionnelle.

Cela coïncide avec ce que dit López Aguirre sur l'incapacité des conférences de presse présidentielles (las mañaneras) à assurer une surveillance plurielle et indépendante de l'information, comme le dit El Universal (2023).¹¹⁶

3.4 Gouvernance interne et droits du travail

Le récit d'Urrea sur les licenciements massifs et la surveillance s'inscrit dans un contexte de précarité de la main-d'œuvre dans le journalisme latino-américain. Márquez Ramírez, Amado et Waisbord (2021) qui, après avoir réalisé un sondage sur plusieurs mois et dans plusieurs régions

¹¹³ *idem.* page 238

¹¹⁴ Zamith, R. (2022). *Journalism in Latin America*. Dans R. Zamith (Éd.), *The international journalism handbook: Concepts, challenges, and contexts* (Chapitre 42). UMass Amherst Libraries.
<https://books.rodrigozamith.com/the-international-journalism-handbook/files/Rodrigo%20Zamith%20-%20The%20International%20Journalism%20Handbook.pdf>

¹¹⁵ *idem.* p. 233 et 234

¹¹⁶ Olvera, M. (2023, 14 avril). *Notimex va a desaparecer: AMLO; "ya no necesitamos una agencia de noticias". El Universal* [Mexique].
<https://www.eluniversal.com.mx/nacion/notimex-va-a-desaparecer-amlo-ya-no-necesitamos-una-agencia-de-noticias/>

latino-américaines, analysent comment cette précarité non seulement viole les droits, mais aussi détériore la qualité du travail journalistique.

En moyenne, près d'un tiers des journalistes latino-américains qui ont participé à l'étude *Worlds of Journalism Study*¹¹⁷ occupent des emplois en dehors du journalisme pour joindre les deux bouts. En Argentine, 41,3 % des journalistes employés dans des organes de presse avaient d'autres activités rémunérées en dehors de leur emploi, contre 34,8 % au Mexique, 32,5 % au Salvador et 32 % en Équateur.¹¹⁸

En outre, bien qu'elle se soit concentrée sur données provenant des médias d'État colombiens, Alejandra Castaño-Echeverri (2022) extrapole pour affirmer que les conditions de travail dans les industries créatives sont une préoccupation croissante dans les régions du Sud global, en particulier en Amérique latine.

Selon cette chercheuse de l'Université de Nottingham, au Royaume Uni, le clientélisme, la bureaucratie et la censure nuisent aux conditions de travail des employés du secteur public dans les Amériques.¹¹⁹

Dans le même ordre d'idées, López Aguirre décrit comment la faiblesse structurelle interne de Notimex a facilité ces abus, sans pour autant prévoir une sortie institutionnelle.

3.5 Modèles alternatifs et avenir numérique

L'émergence d'AMEXI représente une alternative numérique et coopérative au vide laissé par Notimex, selon Adriana Urrea, l'une des fondatrices, lors de notre entretien.

Lors de sa création, les personnes à la tête du projet ont déclaré que la nouvelle agence fonctionnerait comme une coopérative d'anciens journalistes de Notimex.

¹¹⁷ Hanitzsch, T., Hanusch, F., Ramaprasad, J., & De Beer, A. S. (2019). *Worlds of journalism : journalistic cultures around the globe*. Columbia University Press. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.ugam.ca/10.7312/hani18642>

¹¹⁸ Márquez Ramírez, M., Amado, A., & Waisbord, S. (2021). *Labor Precarity and Gig Journalism in Latin America*. Dans K. Chadha & L. Steiner (Éds.), *Newswork and Precarity* (1re éd.). Routledge. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.ugam.ca/10.4324/9781003057376> p. 141

¹¹⁹ Castano-Echeverri, A. (2022). *Censorship, clientelism and bureaucracy: Production cultures in Colombian state-owned media system*. *Media, Culture & Society*, 44(8), 1166–1181. SAGE Publications. <https://doi.org/10.1177/01634437221077167> pp. 5-7

*« Elle est composée principalement de femmes et l'un de ses principaux objectifs est de capturer l'expérience accumulée au cours des 55 années d'histoire de Notimex avec un sens social et syndical fort qui donnera une voix aux luttes qui se déroulent dans le pays et qui sont peu médiatisées ou rapportées de manière biaisée ».*¹²⁰

Dans leur article intitulé « Collaborative journalism from a Latin American perspective », Mesquita et de Lima-Santos (2021)¹²¹ signalent que le journalisme collaboratif en Amérique latine apparaît comme une réponse aux lacunes de la couverture locale, en particulier lorsque les agences d'État disparaissent ou s'effondrent.

Basés sur leur propre recherche de 2021, qui a interrogé 120 organisations journalistiques latino-américaines de 15 pays ayant participé à des projets de collaboration au cours des dernières années, et sur la littérature consultée, ces auteurs affirment que plusieurs études universitaires ont prouvé qu'en Amérique latine, les organisations journalistiques ont établi des systèmes coopératifs comme une stratégie pour faire face à la rareté des ressources et pour étendre leur portée de l'information.

Citant des recherches telles que celles de Harlow et Salaverría (2016)¹²², qui montre que les médias natifs numériques les plus influents cherchent à renouveler le journalisme traditionnel, et de Gearing et Berglez (2019)¹²³, qui évoque le fait que les petites organisations peuvent générer des enquêtes ayant des impacts sociopolitiques pertinents, Mesquita et de Lima-Santos soulignent que ces initiatives de coopération journalistique ne se limitent pas aux grands médias, mais impliquent également des journalistes indépendants, des ONG et des médias alternatifs.

Selon ces auteurs, la région latino-américaine présente des caractéristiques qui façonnent la manière de concevoir les collaborations journalistiques : un attachement marqué aux valeurs

¹²⁰ Redacción Aristegui Noticias. (2024, 7 mars). *Nace Amexi, Agencia Mexicana de Información, tras cierre de Notimex*, Aristegui Noticias.

<https://aristeguinoticias.com/0703/mexico/nace-amexi-agencia-mexicana-de-informacion-tras-cierre-de-notimex/>

¹²¹ Mesquita, L., & de Lima-Santos, M.-F. (2021). *Collaborative Journalism from a Latin American Perspective: An Empirical Analysis*. Media, 2(4), 556–560. <https://www.mdpi.com/2673-5172/2/4/33>

¹²² Harlow, S., & Salaverría, R. (2016, février). *Regenerating Journalism: Exploring the “Alternativeness” and “Digital-ness” of Online-Native Media in Latin America*. Digital Journalism, 4(8), 1001–1019. <https://doi.org/10.1080/21670811.2015.1135752>

¹²³ Gearing, A. A., & Berglez, P. (2019). *The microcosm of global investigative journalism: Understanding cross-border connections beyond the ICIJ*. Journal of Applied Journalism & Media Studies, 8(2), 211–229. https://doi.org/10.1386/ajms.8.2.211_1

normatives du journalisme, une priorité donnée aux enjeux sociaux propres aux contextes locaux, une participation croissante des communautés dans la production de l'information et une volonté de décisions plus horizontales et représentatives. Toutefois, les médias latino-américains peinent à assurer la pérennité de leurs organisations et de leurs projets collaboratifs.¹²⁴

À tout cela, il est possible d'ajouter l'analyse dans *Media Systems and Communication Policies in Latin America* (Guerrero & Márquez-Ramírez, 2014)¹²⁵, qui souligne la nécessité en Amérique latine de structures flexibles et collaboratives pour soutenir les médias publics numériques dotés d'une autonomie institutionnelle et éditoriale.

Par ailleurs, rappelons que lors de l'entretien réalisé dans le cadre de cette recherche, José Luis López Aguirre a souligné l'urgence pour le Mexique de se doter d'une agence publique possédant de solides capacités numériques, d'une gouvernance pluraliste et d'un financement durable, conformément aux études qui promeuvent des modèles hybrides intégrant la coopération collaborative et le service public.

M. Paxman a pour sa part souligné le rôle croissant des médias numériques tels qu'*Animal Político* et *Aristegui Noticias*, *Proceso* et *La Jornada* dont la crédibilité a été renforcée. Pour lui, le paysage médiatique mexicain est suffisamment vaste, pour peu qu'il y ait un réel intérêt à être informé.

Cependant, nous pensons que bien qu'intéressants et avec une valeur informationnelle considérable, ces modèles ne remplacent pas le rôle d'une agence d'État (ou publique) dotée d'une capacité de distribution nationale et internationale.

¹²⁴ Mesquita, L., & de Lima-Santos, M.-F. (2021). *Collaborative Journalism from a Latin American Perspective: An Empirical Analysis*. Media, 2(4), p. 568. <https://www.mdpi.com/2673-5172/2/4/33>

¹²⁵ *op. cit.*, pp. 89–92

ÉTUDE DE CAS : TÉLAM (ARGENTINE)

1. Revue de littérature

Les prochains paragraphes présentent un bilan de la couverture médiatique entre le 22 février 2023 et le 30 avril 2025 en lien avec l'annonce de la fermeture de Télam et de son ultime dissolution.

1.1 Annonce de la fermeture : une décision idéologique

Le 1er mars 2024, lors de l'ouverture des sessions ordinaires du Congrès argentin, le président Javier Milei annonce la fermeture de l'agence de presse publique Télam, la qualifiant de « machine de propagande kirchnériste¹²⁶ ».

Cette décision s'inscrit dans une série de mesures visant à réduire la taille de l'État et à éliminer ce que le président considère comme des structures inutiles ou idéologiquement biaisées¹²⁷.

La fermeture de Télam a été perçue comme une mesure visant à restreindre les dépenses publiques et à aligner les médias d'État avec l'idéologie du gouvernement actuel^{128 129 130}.

1.2 Réactions nationales : indignation et mobilisation

La fermeture de Télam suscite une vive réaction de la part des syndicats, des journalistes et de la société civile.

¹²⁶ Kirchnérisme. (2025, 5 mars). Dans *Wikipédia*. <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Kirchn%C3%A9risme&oldid=224708837>

¹²⁷ France 24 Español. (2024, 4 mars). *Argentina: agencia de noticias Télam cierra tras orden de Milei* [Vidéo]. Dailymotion. <https://www.dailymotion.com/video/x8tv7vm?>

¹²⁸ Télam. (2024, 4 décembre). Wikipédia <https://en.wikipedia.org/wiki/T%C3%A9lam>

¹²⁹ Oliva, A. (2024, 6 mars). *"Es un ataque a la libertad de expresión inédito en Argentina": el golpe para los periodistas de Télam tras clausurar el gobierno de Milei la agencia estatal de noticias más grande de América Latina*. BBC News Mundo. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cerw93vj7v8o>

¹³⁰ Calatrava, A. (2024, 4 mars). *Deja de operar Télam, la agencia oficial de noticias de Argentina*. AP News. <https://apnews.com/world-news/general-news-69742568b94934a5ee33ac2eed9b0fc0>

Le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA)¹³¹ a qualifié cette décision d'illégale et d'illégitime, soulignant que la fermeture de l'agence affecterait non seulement les 700 employés de Télam, mais aussi le droit à l'information des citoyens.

Les syndicats ont promis de prendre toutes les mesures légales, syndicales et politiques nécessaires pour défendre Télam et ses travailleurs.

Le SiPreBA a aussi dénoncé une atteinte à la liberté d'information et organise des manifestations pour défendre l'emploi et le rôle social des médias publics.

Des personnalités politiques, telles que l'ancien ministre de l'Intérieur Wado de Pedro, expriment également leur opposition à cette décision^{132 133}.

En 2025, un an après la fermeture de Télam, le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA) continue de dénoncer¹³⁴ une diminution de la pluralité de l'information et un affaiblissement de la démocratie.

Selon le syndicat, la disparition de Télam a particulièrement affecté la couverture des régions éloignées, privant de nombreux médias locaux de ressources essentielles.¹³⁵

1.3 Réactions internationales : inquiétude pour la liberté de la presse

À l'échelle internationale, des organisations de défense de la liberté de la presse ont exprimé leur inquiétude face à cette décision. Reporters sans frontières considère la fermeture de Télam

¹³¹ SiPreBA : Sindicato de prensa de Buenos Aires (Syndicat de presse de Buenos Aires)

¹³² Página/12. (2024, 4 mars). *Fuerte repudio al cierre de Télam*. Página/12.

<https://www.pagina12.com.ar/717857-fuerte-repudio-al-cierre-de-telam/>

¹³³ Friedl, P. (2024, 17 octobre). *El cierre y la reconversión de la agencia Télam y el impacto en el turismo y la cultura*. Albasud.

<https://www.albasud.org/noticia/es/1752/el-cierre-y-la-reconversion-de-la-agencia-telam-y-el-impacto-en-el-turismo-y-la-cultura>

¹³⁴ Nueva Mañana, La. (2025, 4 mars). *Menos información y más silenciamiento: a un año del cierre de la agencia pública Télam*. La Nueva Mañana.

<https://lmdiaro.com.ar/contenido/474955/menos-informacion-y-mas-silenciamiento-a-un-ano-del-cierre-de-la-agencia-publica>

¹³⁵ *ibid.*

comme un « dur coup porté au droit à l'information » et une « alerte grave pour le pluralisme médiatique »¹³⁶.

L'organisation appelle à la suspension de cette décision et souligne le danger que représente le démantèlement des médias publics pour la démocratie.

Des médias et des journalistes de la région ont exprimé leur inquiétude face à la fermeture de Télam, soulignant son rôle crucial dans la diffusion d'informations fiables et diversifiées à travers l'Amérique latine. La disparition de l'agence est perçue comme une perte significative pour le journalisme indépendant dans la région.¹³⁷

Le démantèlement de Télam est largement perçu en Amérique latine comme une atteinte à la liberté de la presse et à la démocratie¹³⁸. Les réactions soulignent l'importance des médias publics pour garantir une information pluraliste et accessible à tous. La fermeture de l'agence argentine suscite des inquiétudes quant à la concentration de l'information et à la marginalisation des voix critiques dans la région.

Des figures politiques, notamment des députés et des sénateurs, ont critiqué la fermeture de Télam, la qualifiant d'attaque contre la démocratie et la pluralité des médias. Ils ont souligné l'importance de l'agence pour garantir une couverture médiatique fédérale et diversifiée¹³⁹.

1.4 Conséquences pour les travailleurs de Télam

¹³⁶ Resumen Latinoamericano. (2024, 14 mars). *Comunicación. Argentina: para Reporteros Sin Fronteras, el cierre de Télam es un «duro golpe al derecho a la información»*. Resumen Latinoamericano. <https://www.resumenlatinoamericano.org/2024/03/14/comunicacion-argentina-para-reporteros-sin-fronteras-el-cierre-de-telam-es-un-duro-golpe-al-derecho-a-la-informacion/>

¹³⁷ Chávez Bravo, C., & Lagos Lira, C. (2024, 17 mai). *Los que están en los diarios pueden desaparecer. El cierre de Télam en Argentina*. CIPER Chile. <https://www.ciperchile.cl/2024/05/17/los-que-están-en-los-diarios-pueden-desaparecer-el-cierre-de-telam-en-argentina>

¹³⁸ Lorca, J. (2024, 10 décembre). *La estrategia comunicacional de Milei y sus milicias digitales: disciplinar y amedrentar*. El País. <https://elpais.com/argentina/2024-12-10/la-estrategia-comunicacional-de-milei-y-sus-milicias-digitales-disciplinar-y-amedrentar.html>

¹³⁹ Ámbito. (2024, mars 4). *Cierre de Télam: las reacciones por la clausura de la agencia de noticias, redacciones valladas y sitio web fuera de línea*. Ámbito. <https://www.ambito.com/politica/cierre-telam-las-reacciones-la-clausura-la-agencia-noticias-redacciones-valladas-y-sitio-web-fuera-linea-n5959329>

La fermeture de Télam a entraîné la mise en congé immédiate de ses employés et la suspension de ses activités. Les travailleurs se retrouvent sans emploi du jour au lendemain, sans préavis ni indemnisation.

Cette situation provoque une onde de choc au sein de la profession journalistique et soulève des questions sur le respect des droits des travailleurs dans le cadre des réformes gouvernementales¹⁴⁰.

Des organisations telles que la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) et la Asociación Trabajadores del Estado (ATE) ont exprimé leur solidarité avec les employés de Télam, dénonçant une tentative de museler les voix critiques et de centraliser l'information¹⁴¹.

1.5 Impact sur la pluralité de l'information

La disparition de Télam, qui assurait une couverture nationale et régionale de l'actualité, soulève des inquiétudes quant à la pluralité de l'information en Argentine.

L'agence jouait un rôle essentiel dans la diffusion d'informations dans les zones moins desservies par les médias privés. Sa fermeture pourrait entraîner une concentration accrue de l'information entre les mains de quelques groupes médiatiques privés¹⁴².

Par ailleurs, pour certains observateurs mis de l'avant par les médias, la disparition de Télam a forcé la population à s'appuyer davantage sur les grands médias privés, ce qui pourrait limiter la pluralité des voix et des perspectives dans le pays¹⁴³.

1.6 Transformation de Télam en agence de publicité

¹⁴⁰ France 24 Español. (2024, 4 mars). *Argentina: agencia de noticias Télam cierra tras orden de Milei* [Vidéo]. Dailymotion. <https://www.dailymotion.com/video/x8tv7vm?>

¹⁴¹ *op. cit.* Ambito. (2024, mars 4).

¹⁴² Gilbert, A. (2024, 4 mars). *Milei provoca un terremoto con el cierre de Télam, la agencia estatal de noticias más importante de Latinoamérica*. El Periódico. <https://www.elperiodico.com/es/internacional/20240305/milei-provoca-terremoto-cierre-telam-agencia-estatal-noticias-99044684>

¹⁴³ Mayor, S. (2024, 24 mars). *Milei quiere silenciar la agencia de noticias más importante de América Latina*. El Salto. <https://www.elsaltodiario.com/argentina/milei-quiere-silenciar-agencia-noticias-importante-america-latina>

Le 1er juillet 2024, le gouvernement argentin officialise la transformation de Télam en une agence de publicité d'État, mettant fin à ses activités journalistiques.

Cette décision est justifiée par la volonté d'aligner ses opérations sur une nouvelle stratégie axée sur la rentabilité à long terme.¹⁴⁴ Le gouvernement a créé ainsi l'Agencia de Publicidad del Estado (APE), une nouvelle entité dont le but est de se concentrer sur la production et la diffusion de contenus publicitaires.¹⁴⁵

En janvier 2025, le gouvernement a annoncé la prolongation de son « intervention » des entreprises de médias publics, y compris l'ex-Télam, jusqu'à la fin de l'année.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'état d'urgence publique décrété pour réorganiser les entreprises publiques en sociétés anonymes, visant une plus grande efficacité.¹⁴⁶

1.7 Critiques de la stratégie du gouvernement : contrôle, suspension drastique et occupation policière

Des experts en communication soulignent que la fermeture de Télam s'inscrit dans une stratégie plus large du président argentin Javier Milei visant à discipliner les médias et à contrôler le discours public.

Cette approche inclut des attaques verbales contre les journalistes et l'utilisation de « milices numériques »¹⁴⁷ pour intimider les voix critiques.

¹⁴⁴ Infobae. (2024, 1er juillet). *El Gobierno de Argentina convierte la agencia de noticias Télam en una de publicidad del Estado*. Infobae.
<https://www.infobae.com/america/agencias/2024/07/01/el-gobierno-de-argentina-convierte-la-agencia-de-noticias-tela-m-en-una-de-publicidad-del-estado/>

¹⁴⁵ Le Figaro avec AFP. (2024, 2 juillet). *Argentine : le gouvernement ferme l'agence de presse nationale Télam*. Le Figaro.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/argentine-le-gouvernement-ferme-l-agence-de-presse-nationale-telam-20240702>

¹⁴⁶ Ámbito Financiero. (2025, 4 février). *El Gobierno prorrogó la intervención de los medios públicos hasta 2026*. Ámbito Financiero.

<https://www.ambito.com/politica/el-gobierno-prorrogó-la-intervencion-los-medios-publicos-2026-n6109834>

¹⁴⁷ *op. cit.* El País. 10 décembre 2024.

Par ailleurs, dans la nuit du 3 au 4 mars 2024, lorsque les 700 employés de Télam recevaient un courriel les informant de leur dispense de travail pour une semaine, simultanément, les bâtiments de l'agence ont été barricadés et surveillés par la police, et le site web est désactivé¹⁴⁸.

Cette action est perçue comme une attaque sans précédent contre la liberté de la presse¹⁴⁹ depuis le retour de la démocratie en Argentine.

En septembre 2024, le président Milei signe un décret restreignant l'accès à l'information publique, permettant au gouvernement de refuser des informations jugées de nature privée.

Cette mesure est critiquée par des organisations de la société civile et des entités journalistiques, qui y voient une régression en matière de transparence et de lutte contre la corruption¹⁵⁰.

Une enquête réalisée par le cabinet Zuban, Córdoba y Asociados a révélé que 57,2 % des Argentins étaient en désaccord avec la décision de fermer Télam, reflétant une forte opposition publique à cette mesure.¹⁵¹

1.8 Conclusion de la revue de littérature

La fermeture de Télam en Argentine a suscité une vague de critiques et de préoccupations tant au niveau national qu'international. Cette mesure a été perçue comme une attaque contre la liberté de la presse et le droit à l'information, et a laissé un vide informationnel significatif dans le pays.

¹⁴⁸ Courrier international. (2024, 5 mars). *En Argentine, Javier Milei tronçonne l'agence de presse Télam*. Courrier international.

<https://www.courrierinternational.com/article/medias-en-argentine-javier-milei-tronconne-l-agence-de-presse-telam>

¹⁴⁹ Dubois, A. (2024, 12 mars). *Argentine : le président Milei ferme l'agence de presse Télam, qu'il accuse de « propagande »*. Le Monde.

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/12/argentine-le-president-milei-ferme-l-agence-de-presse-telam-qu-il-accuse-de-propagande_6221555_3210.html

¹⁵⁰ Centenera, M. (2024, 4 septembre). *Milei escala su ofensiva contra la prensa al restringir el acceso a la información pública*. El País (édition Argentine).

<https://elpais.com/argentina/2024-09-04/milei-escala-su-ofensiva-contr-la-prensa-al-restringir-el-acceso-a-la-informacion-publica.html>

¹⁵¹ *op. cit.* Oliva, A. (2024, 6 mars). BBC News Mundo.

Les réactions des syndicats, des organisations civiles et de l'opinion publique dans les médias semblent montrer une forte opposition à cette décision, soulignant l'importance que ces groupes¹⁵² accordent à Télam dans le contexte de la pluralité de l'information en Argentine.

2. Résumé des entretiens

Pour le cas spécifique de Télam en Argentine, nous avons interviewé deux personnes : les professeurs universitaires en communication et journalisme Marcelo Botto et Cecilia Díaz à commenter la situation de cette agence de presse nationale.¹⁵³

2.1 Marcelo Botto

Marcelo Botto est professeur à l'Universidad Argentina de la Empresa, où il enseigne la théorie de la communication, la recherche journalistique et anime un atelier sur les agences de presse. Il est également membre du corps professoral de l'Universidad del Salvador, où il dirige le séminaire sur la théorie et les modèles de communication. Botto a également été directeur de l'agence de presse universitaire ANUM et est l'auteur de l'ouvrage « *Historia de las agencias de noticias. Desde su creación hasta el período de entreguerras*¹⁵⁴ », publié par l'Academia Nacional de Periodismo en 2012.

Ce livre fait partie d'une collection sur l'histoire du journalisme, initiée lorsqu'il était directeur de la carrière de journalisme à l'Université de Morón.

2.1.1 Impact de la disparition de Télam

¹⁵² Gutiérrez Areyte, H. (2024, 4 mars). *Sindicatos de prensa de Argentina rechazan el cierre de la agencia estatal Télam. El Desconcierto* (Chili).

<https://eldesconcierto.cl/2024/03/04/sindicatos-de-prensa-de-argentina-rechazan-el-cierre-de-la-agencia-estatal-telam>

¹⁵³ Le résumé d'entretiens et les citations incluses dans l'aparté 'Résumé des entretiens' de ce chapitre proviennent de mes archives personnelles et sont attribuées à chacune des personnes interviewées. Tous les détails dans la bibliographie.

¹⁵⁴ Il n'existe pas une traduction du livre, voici une traduction libre du titre : Histoire des agences de presse. De leur création à l'entre-deux-guerres.

Concernant la fermeture de Télam, Botto souligne que celle-ci n'a pas eu un impact significatif sur la souveraineté informationnelle de l'Argentine, principalement parce que cette agence de presse nationale était devenue un « outil de propagande politique sous le gouvernement précédent. »

« Télam était devenue une agence gouvernementale, presque un organisme de propagande sur des sujets politiques et économiques. Elle ne remplissait plus son rôle de manière indépendante et professionnelle. »

Selon lui, la gouvernance et le fonctionnement de Télam présentaient des lacunes importantes.

Télam dépendait directement du pouvoir exécutif, sans contrôle parlementaire, ce qui en faisait une agence gouvernementale, et ce, depuis sa création en 1945, note Botto.

De plus, selon lui, la fermeture de Télam n'a pas suscité de grandes protestations sociales, contrairement à des coupures budgétaires ou de personnel sous des gouvernements antérieurs.

« Il est étrange que rien ne se soit passé, mais cela nous oblige à réfléchir. La société semble avoir accepté cette fermeture sans grande opposition. »

Il poursuit en expliquant que sous le gouvernement de Mauricio Macri (2015 - 2019), il y a eu « trois ans de protestations lorsque 357 employés de Télam ont été licenciés ». - Marcelo Botto

Cette fois (en 2024), il n'y a eu presque aucune réaction, a-t-il dit. Cela montre, selon Botto, un changement dans la perception de l'agence par la société. Un changement qui, à son avis, se prépare depuis des années.

Marcelo Botto explique que pour comprendre la disparition de Télam, il faut remonter à 1989, lors de l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem, un gouvernement néolibéral. À partir de ce moment, il y a eu des tentatives persistantes pour fermer l'agence.

Deux facteurs principaux expliquent cela, selon Botto. D'une part, le facteur idéologique, c'est-à-dire les gouvernements de droite qui considéraient Télam comme un outil de propagande politique, notamment du péronisme^{155 156}.

Et il y a le facteur budgétaire, croit le professeur et chercheur qui souligne également que l'idée de fermer Télam a été constamment promue par les gouvernements successifs, à l'exception des gouvernements péronistes.

Selon Botto, ce point de vue sur la nécessité de fermer Télam s'est intensifié sous le gouvernement de Mauricio Macri, générant un conflit entre syndicats, société civile et l'administration nationale qui a duré trois ans. Le gouvernement suivant, celui d'Alberto Fernández (2019 – 2023), a annulé ces visées de fermeture.

Cependant, Botto insiste sur le fait que pour comprendre ce dénouement, il fallait remonter à l'époque de Carlos Menem (1989 – 1999), car l'idée de fermer Télam s'est installée progressivement dans le programme politique depuis cette époque-là.

« La citoyenneté, bien que n'étant pas massivement concernée, a été exposée à cette idée à travers les gouvernements de droite. Lorsque la mesure finale a été prise, il n'y a pas eu de grandes protestations. ».

Selon Marcelo Botto, lorsque Javier Milei est arrivé au pouvoir en mars 2024 le terrain était déjà prêt pour la fermeture de Télam. Une semaine après son premier discours devant l'Assemblée nationale où il a fait l'annonce, le bâtiment a été fermé, le site web désactivé, et l'agence a cessé de fonctionner. Il y a eu quelques manifestations et protestations, mais la fermeture a été effectuée rapidement, confirme-t-il.

¹⁵⁵ Cette tendance politique a émergé en Argentine au milieu des années 1940, avec l'ascension de Juan Domingo Perón à la tête du pays. En tant que Secrétaire du travail et de la sécurité sociale, puis président, Perón a mis en œuvre des politiques reconnues par leur impact sur les domaines du travail et de la protection sociale. Depuis ce temps, Perón et ses politiques exercent une influence notable sur la scène politique argentine.

¹⁵⁶ Lumen Learning. (s.d.). 36.2.3 Peronism. SUNY World History.

<https://courses.lumenlearning.com/suny-worldhistory/chapter/36-2-3-peronism/>

Botto a affirmé que les politiciens sont les grands responsables du déclin de Télam, car ils l'ont utilisée comme un butin politique, ce qui a progressivement affaibli l'agence. Comprendre ce processus nécessite une vision globale et non partielle, car il fait partie d'un processus historique plus large, selon lui.

2.1.2 Lacunes à l'international

Contrairement à ce qu'il exposait en 2012 dans son ouvrage sur l'histoire des agences de presse, Botto exprime aujourd'hui un changement d'opinion concernant la nécessité d'une agence de presse nationale. Il suggère qu'un système de médias diversifié et indépendant pourrait jouer ce rôle.

Cependant, Botto reconnaît un déficit dans la couverture internationale des nouvelles argentines depuis la fermeture de Télam.

« Il y a un vide dans la manière dont l'Argentine informe le monde de ce qui se passe, et ce vide n'est pas comblé. Les agences internationales comme AFP, AP, Bloomberg et Reuters dominent la couverture de l'Amérique latine. »

Il poursuit en disant que Télam avait un prestige en Amérique latine avec 27 correspondants, dont quatre à l'étranger. « Sa disparition a laissé un vide dans la manière dont l'Argentine est perçue à l'étranger », a souligné le professeur et chercheur argentin.

2.1.3 Diversité et fragmentation des médias

Questionné sur la possibilité pour les Argentins de s'informer convenablement, selon les principes d'exactitude, équité, équilibre, impartialité, intégrité qui définissent le travail journalistique sérieux, Botto a estimé que l'Argentine dispose d'un système de médias suffisamment diversifié pour informer les citoyens, mais il souligne les défis posés par la fragmentation sociale et la polarisation.

Selon lui, il existe une fragmentation sociale qui envahit le système de médias, ce qui rend difficile pour les citoyens de faire leur propre analyse de la réalité. « Les médias prennent des positions polarisées, et les réseaux sociaux propagent des messages de haine et de désinformation », confirme-t-il.

Par ailleurs, Marcelo Botto s'est dit préoccupé de constater lors de son travail en enseignement supérieur en journalisme et communication que les jeunes argentins ne lisent pas les médias sérieux et se fient aux réseaux sociaux pour s'informer.

« Cela pose un défi pour l'éducation et la vérification de l'information », a-t-il conclu.

2.2 Cecilia Díaz

Auteure de *Lo que pasa cuando nos falta Télam (Ce qui se passe quand on est privé de Télam)* un article d'opinion paru dans Infonews¹⁵⁷, Cecilia Díaz est journaliste et professeure titulaire de la chaire en Communication et presse à l'Université Tres de Febrero. Elle a fait partie de l'équipe de presse présidentielle pendant le mandat de Cristina Fernández de Kirchner (2009-2016).

2.2.1 Importance historique de Télam

D'entrée de jeu, Cecilia Díaz soulève l'importance historique de Télam. Fondée en 1945, cette agence de presse nationale est, selon elle, devenue une source incontournable d'informations fiables et objectives.

« Télam était très importante au niveau régional, en plus du niveau national, avec des correspondants dans de nombreux endroits, et elle remplissait un travail sérieux d'information, comme il se doit dans une agence de presse. »

Pour cette professeure, l'agence a aussi joué un rôle majeur dans la formation des journalistes, tout en fournissant aux médias des contenus rigoureux et crédibles.

¹⁵⁷ Infonews est un service d'information en ligne qui se consacre aux actualités de l'Argentine et du monde. Le concept de ce média est de faire du « journalisme coopératif par des journalistes », une démarche collaborative de production des contenus. <https://www.infonews.com/>

2.2.2 Transformations et déclin

D'après Cecilia Díaz, Télam a entamé une transition numérique en 2010, lorsqu'elle a lancé une plateforme en ligne gratuite. Mais cette dynamique a été freinée par une vague de licenciements massifs sous le gouvernement de Mauricio Macri.

« Environ 350 travailleurs se sont retrouvés sans emploi. Il y a eu une lutte syndicale qui a été gagnée, heureusement, il y a eu des réintégrations pour la plupart d'entre eux. »

Malgré ces avancées, l'agence ne s'en est jamais vraiment remise, estime Díaz. Et l'arrivée de Javier Milei à la présidence argentine a marqué sa fermeture définitive, laissant les employés sans poste et le pays sans agence de presse publique.

2.2.3 Impact sur la souveraineté informationnelle

Pour Cecilia Díaz, la disparition de Télam a des répercussions profondes sur la souveraineté informationnelle de l'Argentine. Elle rappelle que l'agence offrait une couverture équilibrée des faits nationaux, en intégrant des voix issues de tous les courants politiques.

Sans ce média public, le pays se retrouve de plus en plus dépendant d'agences de presse internationales comme Reuters ou AP. Et cela peut, selon elle, entraîner un biais dans le traitement de l'information, ainsi qu'une perte de contrôle sur le récit national.

« Si nous ne pouvons pas raconter notre propre histoire, d'autres le feront avec leurs intérêts. »

2.2.4 Défis et perspectives futures

Díaz souligne l'urgence de reconnecter les agences de presse traditionnelles avec les jeunes publics. Ce manque de lien, selon elle, a contribué à rendre Télam invisible aux yeux de beaucoup, et à minimiser son importance.

Elle insiste aussi sur un autre défi majeur : l'explosion des *fake news* et la surcharge d'informations à l'ère numérique.

« Notre défi est de pouvoir leur expliquer [aux jeunes publics] de quoi il s'agit lorsqu'on parle de Télam, car comme ils ne l'ont pas vécu, ils ne le dimensionnent pas ».

Pour cette journaliste et enseignante universitaire, la fin de Télam se veut un signal d'alarme sur le rôle crucial des agences publiques dans la protection de l'information indépendante et souveraine.

Selon elle, même si l'avenir de Télam est incertain, la réflexion sur son rôle reste plus que jamais nécessaire.

« Il est crucial que les journalistes, éducateurs et citoyens travaillent ensemble pour défendre le droit à l'information et garantir que les voix nationales ne soient pas réduites au silence », conclut-elle.

3. Conclusion et analyse de l'étude de cas

En mars 2024, près de six Argentins sur 10 se sont dits peu ou pas du tout d'accord avec la décision du président Javier Milei de fermer l'agence de presse Télam. Selon le rapport national de mars 2024 « L'économie à l'ère Milei »^{158 159} de la firme de consultation Zuban, Córdoba y Asociados, 52,8 % des personnes interrogées se sont dites « pas du tout d'accord », et 4,4 % « peu d'accord », soit un total de 57,2 % opposés à cette mesure annoncée et réalisée postérieurement par le président argentin.

En revanche, 37,7 % ont déclaré être « totalement d'accord » avec la fermeture de Télam, 4,2 % « plutôt d'accord ».

¹⁵⁸ Zuban Córdoba y Asociados. (2024). *Informe Nacional Marzo 2024*. Consulté le 1 juin 2025, à l'adresse web : <https://zubancordoba.com/portfolio/informe-nacional-marzo-2024>

¹⁵⁹ L'enquête de Zuban Córdoba y Asociados portait sur divers aspects du gouvernement de Javier Milei, a été réalisée du 7 au 9 mars 2024 auprès de 1 500 personnes âgées de plus de 16 ans, avec une marge d'erreur de $\pm 2,53$ % et un niveau de confiance de 95 %.

Bien que ce ne soit pas exactement la moitié des Argentins qui étaient pour ou contre la fermeture de cette agence, il est clair qu'il existe une division des points de vue sur le sujet. Un constat tout aussi clair chez les deux personnes que nous avons choisi de consulter pour ce mémoire.

L'analyse des entretiens avec Marcelo Botto et Cecilia Díaz nous permet de conclure toutefois que ces deux perspectives, loin d'être polarisées, sont à la fois complémentaires et contrastées sur la fermeture de l'agence de presse Télam, un événement qui a marqué un tournant au sein du paysage médiatique argentin.

Dans un premier temps, les deux universitaires s'entendent sur un point crucial : la disparition de Télam a des conséquences sur le renforcement de la souveraineté informationnelle de l'Argentine, en augmentant la couverture de l'actualité nationale par les grandes agences internationales pour un public international.

Tous deux mettent en lumière, selon leur expertise respective, les retombées significatives de la cessation d'activité de Télam sur l'infrastructure informationnelle argentine, soulignant l'importance cruciale de la communication dans un contexte de crise.

Tous les deux reconnaissent également la valeur historique de Télam en tant qu'institution structurante, son rôle dans la formation de générations de journalistes, ainsi que les conséquences préoccupantes de sa fermeture sur l'accès à une information rigoureuse, surtout dans un contexte de fragmentation sociale et de désinformation numérique.

L'analyse historique de Botto, qui souligne une dépolitisation progressive de la perception publique de Télam depuis les années 1990, résonne avec la justification publique de la décision de Javier Milei.

En dénonçant l'agence comme une « machine de propagande kirchnériste », le président argentin se positionne dans une logique idéologique de longue durée, déjà identifiée par Botto.³

Pour sa part, Díaz partage les préoccupations exprimées par la presse syndicale et internationale concernant la disparition de Télam.

À l'instar du Syndicat de la presse de Buenos Aires et de Reporters sans frontières (RSF), la journaliste considère cette disparition comme une menace pour la diversité de l'information et pour la démocratie, notamment dans les zones reculées ou mal desservies.

Quelques constats communs touchent entre autres, leur pratique professorale à travers laquelle ils disent tous les deux observer que les jeunes personnes, leurs étudiants, se détournent de manière massive des médias traditionnels, optant pour des sources souvent peu fiables.

Les deux universitaires anticipent — à partir de leur exercice pédagogique — les effets à long terme sur les nouvelles générations, ce que confirme également la revue de presse en évoquant la montée de la désinformation et la concentration de l'information entre les mains de grands groupes privés.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'intervention gouvernementale, caractérisée par une fermeture immédiate de Télam, une occupation policière et sa transformation en une agence publicitaire, renforce le sentiment d'une rupture non seulement institutionnelle mais aussi symbolique, comme l'ont souligné Botto et Díaz.

Alors que le premier perçoit cela comme la conclusion d'un processus d'usure politique, la seconde y voit une opportunité de mobilisation urgente, à la lumière d'une alerte démocratique.

Les divergences d'opinion entre Botto et Díaz sont plus marquées en ce qui concerne l'évaluation du rôle de Télam au moment de sa fermeture.

Botto adopte une approche critique et historique car selon lui, le rôle initial de l'agence en tant que service public n'a pas été respecté, et elle est devenue un instrument partisan, en particulier sous les gouvernements péronistes.

Il interprète la fermeture comme le résultat d'un processus de dépolitisation de l'opinion publique, initié depuis les années 1990 par les gouvernements néolibéraux.

Dans cette perspective, pour Marcelo Botto, la cessation des activités de Télam ne constituerait pas un événement soudain et inattendu, mais le fruit d'une désaffection graduelle et méthodique.

Díaz, en revanche, insiste sur la fonction démocratique fondamentale de l'agence, qu'elle considère comme un média équilibré, capable de refléter la pluralité des opinions politiques.

Selon elle, la fermeture constitue une perte brutale et inquiétante, tant pour le journalisme que pour la démocratie.

Elle met en garde contre le risque de voir le pays privé de son propre récit, dominé désormais par des filtres éditoriaux extérieurs à ses réalités nationales.

Sa posture est résolument claire: elle appelle à une prise de conscience collective et à la défense active des institutions publiques d'information.

Ces deux positions ne s'opposent pas tant qu'elles reflètent deux manières différentes de penser le rapport entre information, État et démocratie : l'une interroge l'utilisation à des fins politiques des institutions publiques, tandis que l'autre insiste sur leur rôle irremplaçable dans un espace médiatique pluraliste, mais fragilisé.

Toutes deux expriment une même préoccupation : la difficulté croissante de garantir aux citoyens une information indépendante, équilibrée et accessible dans une société marquée par la polarisation, la perte de confiance envers les institutions et la montée des logiques algorithmiques.

Dans ce contexte, nous pouvons conclure que la fermeture de Télam dépasse largement la seule question de cette agence. Elle ouvre un débat plus large sur la place de l'État dans la production d'information, la responsabilité des gouvernements dans la gestion des médias publics, et les conditions nécessaires à la survie d'un espace public démocratique.

À cet égard, la disparition de Télam comme agence de presse nationale argentine pourrait être perçue comme une opportunité de repenser collectivement le rôle des agences de presse nationales dans les sociétés contemporaines.

Cependant, pour que ce processus puisse se mettre en œuvre, il est essentiel que des conditions propices soient établies afin de garantir un cadre propice au dialogue et à la réflexion.

Il nous paraît clair également que la disparition du Télam en mars 2024 a relancé un débat structurel sur le droit à l'information et la souveraineté de l'information en Argentine.

Pour la journaliste Cecilia Díaz, sa fermeture implique la perte d'une « matière première » informative fondamentale, qui affaiblit la capacité de l'État à garantir le droit à l'information face à la désinformation, la mésinformation et à la fragmentation numérique.

En revanche, le chercheur Marcelo Botto propose une lecture critique : il affirme que ces dernières années, Télam est devenu un « porte-parole du gouvernement », géré par des secteurs partisans sans indépendance éditoriale, ce qui a érodé sa crédibilité aux yeux du public.

Cette critique de l'utilisation politique de Télam coïncide en partie avec le diagnostic du rapport de Réseau argentin de chercheurs en communication et culture avec une approche fondée sur les droits (RAICCED)¹⁶⁰, qui observe une méfiance croissante à l'égard des médias publics lorsqu'ils ne parviennent pas à articuler indépendance éditoriale et participation citoyenne, ce qui aggrave la crise de légitimité du système médiatique argentin.

L'inquiétude de Cecilia Díaz concernant la perte du droit à une information publique accessible et fiable est aussi renforcée par les avertissements de l'UNESCO et du Haut-Commissariat aux droits de la personne.

¹⁶⁰ Red Argentina de Investigadores en Comunicación y Cultura con Enfoque de Derechos. RAICCED. (2023, 29 novembre). *Informe Técnico N°2: Derechos comunicacionales en Argentina: Desigualdades, obstáculos y políticas (2019-2023)*. <https://raicced.wordpress.com/2023/11/29/informe-tecnico-n2-derechos-comunicacionales-en-argentina-desigualdades-obstaculos-y-politicas-2019-2023/>

Ces organisations internationales ont critiqué le décret 780/2024¹⁶¹ qui, selon elles, élargit arbitrairement les exceptions à l'accès à l'information, exige des conditions formelles excessives et limite le contrôle des citoyens, ce qui représente un pas en arrière par rapport aux normes internationales en matière de transparence.¹⁶²

En outre, l'analyse de Bernadette Califano (2024)¹⁶³, chercheuse au Conseil national de la recherche scientifique et technique¹⁶⁴, montre que, malgré l'existence d'une loi sur l'accès à l'information depuis 2016, les obstacles bureaucratiques et les réponses incomplètes sont la norme en Argentine.

Dans ce contexte, le rôle d'une agence d'État avec des critères de service public devient plus pertinent, à condition qu'elle ait une gouvernance indépendante et des normes éditoriales claires.

Pour sa part, le rapport de RAICCED¹⁶⁵ identifie aussi une aggravation des inégalités en matière de communication au cours des dernières années : faible pluralité des voix, concentration dans la circulation des contenus et faible participation des citoyens.

Ces facteurs renforcent la mise en garde de Cecilia Díaz contre les risques de désinformation et de déconnexion entre les médias traditionnels et les nouveaux publics.

Enfin, le Rapport sur la liberté d'expression en Argentine 2024¹⁶⁶ souligne que les violations de l'accès à l'information ne se traduisent pas seulement par le harcèlement des journalistes et la disparition des médias publics, mais aussi par une tendance croissante à la concentration des

¹⁶¹ Le décret 780/2024, promulgué le 30 août 2024 et publié le 2 septembre, réglemente la loi 27.275 sur l'accès à l'information publique en Argentine, modifiant le précédent décret 206/2017.

¹⁶² UNESCO & ONU-DH. (2024, octobre). *Observaciones técnicas sobre el Decreto 780/2024 en Argentina* [PDF]. Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. <https://acnudh.org/wp-content/uploads/2024/10/ANALISIS-Decreto-780-2024-ARGENTINA-UNESCO-ACNUDH.pdf>

¹⁶³ Califano, B. (2024, août). *El acceso a la información pública en la Argentina: experiencias de investigación sobre políticas de medios y TIC*. *Question/Cuestión*, 3(78), 22, 25. <https://perio.unlp.edu.ar/ojs/index.php/question/>
<https://doi.org/10.24215/16696581e905>

¹⁶⁴ Le nom en espagnol est *Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas*.

¹⁶⁵ RAICCED. (2024). *Op cit.*

¹⁶⁶ Présenté le 9 décembre 2024, ce rapport a été élaboré par le Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA), Fédération argentine des travailleurs de la presse (FATPREN), & Département des sciences de la communication, Université de Buenos Aires (UBA). (2024). *Informe sobre libertad de expresión en Argentina 2024* (avec le soutien de la Fédération internationale des journalistes, FIJ). https://comunicacion.sociales.uba.ar/wp-content/uploads/sites/16/2024/12/Informe-sobre-libertad-de-expresion-en-Argentina-2024_Comu-FSoc-SiPreBA-FATPREN-SIP.pdf

médias et un désaveux des médias publics, ce qui coïncide avec l'argument de Botto concernant la perte de légitimité institutionnelle et la nécessité d'un mécanisme de régulation par les citoyens.¹⁶⁷

Ce rapport souligne également que la souveraineté de l'information ne peut être réduite à l'existence ou non d'une agence d'État. Elle nécessite un système médiatique pluraliste, des politiques de communication publique et une citoyenneté active.¹⁶⁸

Sans cette triade, nous croyons que le vide laissé par Télam ne pourra pas être comblé par les réseaux sociaux ou les plateformes internationales, mais accentuera la dépendance à l'égard de récits étrangers sur les intérêts et sur l'identité de l'Argentine.

¹⁶⁷ *idem.* p. 32

¹⁶⁸ *idem.* p. 48

COMPARAISON ET RÉFLEXIONS CROISÉES SUR LES DEUX CAS D'ÉTUDE

1. Contextualisation des cas

Tel que souligné par les discours officiels les justifiant, les démantèlements de Télam et Notimex ont été décidés dans des contextes politiques de restructuration de l'État et de réévaluation des priorités en matière de services d'information.

En Argentine, le processus s'est déroulé avec célérité : une semaine après l'annonce, les employés concernés ont été informés par courriel de leur « licenciement » pour une durée indéterminée. Simultanément, les bureaux de l'agence Télam ont été fermés, ses accès physiquement bloqués par des barrières de sécurité et une présence policière permanente a été déployée. Cette intervention des forces de police, sans précédent depuis le retour à la démocratie dans le pays, a été qualifiée d'acte hautement symbolique dans un contexte de mémoire collective encore vive de la répression étatique récente¹⁶⁹.

Dans le cas du Mexique, bien que le gouvernement ait justifié la disparition de Notimex par des raisons d'efficacité et d'austérité, la littérature et les témoignages recueillis indiquent que le conflit était également marqué par des disputes internes et un discours autour de la corruption structurelle. Contrairement au cas argentin, la dissolution de Notimex ne s'est pas produite de manière abrupte ni avec un déploiement répressif, mais plutôt comme le résultat d'une érosion institutionnelle progressive.

Dans les deux cas, la fermeture officielle s'est produite sans processus de transition institutionnelle, ni mesures participatives ou réformes organisationnelles.

¹⁶⁹ Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA). (2024, 24 mars). *24M: Desde Télam hasta la Plaza por Memoria, Verdad y Justicia*
<https://www.sipreba.org/secretarias/derechos-humanos/24m-deste-telam-hasta-la-plaza-por-memoria-verdad-y-justicia/>

2. Points de concordance

Au-delà des différences contextuelles, les documents et les personnes consultées révèlent une série d'éléments communs entre les deux cas analysés.

Une première convergence est observée dans l'impact sur la souveraineté informationnelle et la dépendance internationale des pays respectifs : la disparition de ces agences semble avoir entraîné un affaiblissement de la capacité de l'État à diffuser ses propres narratives, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

En Argentine, Cecilia Díaz et Marcelo Botto s'accordent à souligner un vide informationnel dans la couverture internationale après la dissolution de Télam, en particulier face à la domination d'agences de presse internationales.

Dans le cas du Mexique, Adriana Urrea et José Luis López Aguirre soulignent la perte d'une voix institutionnelle capable de contrer les stéréotypes négatifs sur le Mexique à l'étranger, en soulignant que Notimex offrait une vision plus nuancée de la réalité mexicaine.

Tant en Argentine qu'au Mexique, les personnes que nous avons consultées affirment que la disparition de ces agences a eu un impact négatif sur la pertinence des États dans la production et la diffusion de contenus informationnels avec une perspective locale. Dans les deux cas, on observe une plus grande dépendance vis-à-vis d'agences internationales telles que l'AFP, l'AP ou Reuters pour diffuser l'information du pays à l'échelle internationale.

À notre avis, cela soulève des questions quant à la possibilité de raconter les événements nationaux à partir de cadres propres.

De même, dans le contexte national des deux pays, on a pu constater une incidence directe des démantèlements de Télam et Notimex sur la pluralité de l'information, en particulier dans les régions ou les secteurs moins couverts par les médias privés.

Un autre point commun observé est la précarisation des travailleurs de la presse, tant sur le plan professionnel que symbolique. La fermeture des agences s'est accompagnée de licenciements massifs et de plaintes pour persécution ou répression, sans qu'il y ait eu de cas évidents de négociation collective ou de mesures de réparation.

Enfin, aussi bien la littérature que les personnes interviewées font état d'un environnement de fragmentation médiatique et de désinformation après les fermetures de Télam et Notimex, en particulier en ce qui concerne la consommation d'informations par les jeunes générations.

Nous considérons que ce contexte explique la complexité et l'importance du rôle joué par les agences de presse publiques dans un écosystème médiatique en pleine transformation.

Par ailleurs, tant dans le cas de Télam que dans celui de Notimex, les témoignages recueillis et les diverses sources consultées dans la revue de presse, s'accordent à dire que les agences ont été exposées à une logique d'instrumentalisation politique depuis leur création.

En Argentine, le professeur Marcelo Botto soutient que Télam a toujours été un organe dépendant du pouvoir exécutif et qu'elle a fonctionné comme une agence de propagande sous certains gouvernements.

Au Mexique, Andrew Paxman affirme que Notimex n'a jamais joui d'une totale autonomie éditoriale et que sa direction a toujours été subordonnée aux décisions présidentielles, sans jamais parvenir à s'imposer comme un média public professionnel comparable aux modèles européens.

Un autre aspect commun mentionné par plusieurs des interlocuteurs consultés est le fait que les deux agences auraient pu faire l'objet d'une réforme ou d'un renforcement avant leur fermeture définitive.

Adriana Urrea indique que le syndicat a proposé sans succès des restructurations pour Notimex dans le cadre de la nouvelle réforme du travail. Pour sa part, dans le cas argentin, Botto estime que la détérioration de Télam a été progressive et qu'il s'agissait d'une agence dont la légitimité était érodée, bien qu'aucune tentative concrète de réforme n'ait été décrite avant sa dissolution.

Dans les deux cas, l'absence de politiques de renforcement institutionnel a précédé la fermeture comme mesure finale.

3. Différences marquées

Si les deux cas présentent certaines similitudes, ils diffèrent toutefois considérablement en termes de déroulement, de modalités d'intervention et de contexte politique. En ce qui concerne la procédure, la fermeture de Télam s'est déroulée rapidement et de manière unilatérale, avec l'intervention de la police et une occupation symbolique de ses locaux.

En revanche, le cas de Notimex s'est déroulé comme un processus prolongé, marqué par un conflit syndical qui a duré plus de mille jours et qui a paralysé le fonctionnement de l'agence avant sa disparition officielle.

Les discours gouvernementaux qui ont légitimé ces deux décisions diffèrent également. En Argentine, le président Javier Milei, qui définit son programme politique comme « libertarien » et « anti-Étatiste » et centré sur la réduction du rôle de l'État dans l'économie¹⁷⁰, a justifié cette mesure par une critique idéologique, décrivant Télam comme une « machine de propagande kirchnériste »¹⁷¹ et associant son existence à une utilisation partisane des ressources publiques.

Au Mexique, le gouvernement de López Obrador, qui a présenté son programme sous le nom de « Quatrième Transformation » (*Cuarta Transformación*), visant à réduire les inégalités sociales, à élargir les programmes sociaux universels et à lutter contre la corruption, a renforcé la présence de l'État dans des secteurs tels que l'énergie et les infrastructures¹⁷². En ce qui concerne Notimex,

¹⁷⁰ BBC News Mundo. (2023, 6 mars). *Quién es Javier Milei y cuáles son las radicales propuestas con las que ganó las primarias en Argentina*. <https://www.bbc.com/mundo/articulos/c7202q20g27o>

¹⁷¹ Le kirchnérisme désigne un mouvement politique de centre gauche qui s'inscrit dans la continuité des présidences de Néstor Kirchner, de 2003 à 2007, et de Cristina Fernández de Kirchner, de 2007 à 2015. Il se caractérise par l'adhésion aux principaux fondements idéologiques de ces deux présidences. À eux deux, ils ont exercé le pouvoir exécutif national argentin pendant plus de douze ans. (Source : Mocca, E. (2007, 4 novembre). *Elecciones, centroizquierda y kirchnerismo*. Página/12. <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-94085-2007-11-04.html>)

¹⁷² Fuentes, Y. (2018, 14 octobre). *AMLO presidente: ¿qué es la "Cuarta Transformación" que propone Andrés Manuel López Obrador para México?*. BBC News Mundo. <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-45712329>

l'ancien président a fait valoir que l'agence n'était plus nécessaire puisque l'exécutif disposait de ses propres canaux de diffusion — tels que les conférences matinales (« las mañaneras »). Il a également invoqué des raisons liées à l'efficacité administrative, à l'« austérité républicaine » et à l'existence de pratiques de corruption historiques au sein de l'agence.

Les appréciations des personnes interrogées sur le rôle, les performances et la légitimité des agences sont également contrastées.

Dans le cas de l'Argentine, Marcelo Botto adopte une position critique à l'égard du parcours institutionnel de Télam. Il soutient que l'agence avait perdu sa légitimité depuis des années, en fonctionnant comme un organe dépendant du pouvoir exécutif, sans mécanismes de contrôle parlementaire, et en étant devenue, selon ses propres termes, un instrument de propagande des gouvernements précédents. Botto interprète l'absence de réaction sociale face à la fermeture comme le symptôme d'un processus d'érosion prolongé, qui a débuté dès les années 1990, sous les gouvernements néolibéraux. Selon lui, les citoyens étaient déjà exposés depuis longtemps à des discours qui remettaient en question l'existence même de l'agence.

À l'inverse, Cecilia Díaz défend le rôle historique de Télam en tant qu'agence de service public, dotée d'un important réseau de correspondants et jouant un rôle pédagogique dans la formation professionnelle des journalistes. Elle souligne la perte de souveraineté informationnelle comme l'un des effets les plus préoccupants de la dissolution et met en garde contre la déconnexion générationnelle qui affecte la perception de l'agence parmi les jeunes publics.

Dans le cas du Mexique, les avis divergent également. Adriana Urrea, journaliste et ancienne dirigeante syndicale, décrit le déclin de Notimex comme une conséquence directe de la gestion de Sanjuana Martínez, soulignant les pratiques de censure éditoriale, les licenciements massifs et le harcèlement au travail.

Pour Urrea, le conflit avait des composantes idéologiques et politiques internes, et la disparition de l'agence a représenté une perte importante en termes de présence internationale et de mémoire institutionnelle. Andrew Paxman, en revanche, soutient que Notimex n'a jamais réussi à s'imposer comme un média autonome et influent, et que les tentatives de professionnalisation ont été

exceptionnelles et limitées. Selon lui, l'agence a joué un rôle marginal dans l'écosystème informationnel national.

José Luis López Aguirre, pour sa part, reconnaît l'existence de tensions structurelles internes, mais souligne également que Notimex a joué un rôle stratégique dans la projection internationale du pays et qu'il existait des mécanismes de délibération professionnelle qui nuançaient le contrôle politique.

Enfin, les réactions sociales et médiatiques internationales ont été plus larges et mieux organisées dans le cas argentin, avec des déclarations d'organisations telles que Reporters sans frontières¹⁷³ et la Fédération internationale des journalistes¹⁷⁴, tandis que dans le cas mexicain, la fermeture a eu un retentissement public plus limité.

4. Réflexions croisées et conclusion du chapitre

L'analyse de ces deux cas permet de formuler une série de questions.

Dans quelle mesure la fermeture de ces agences a-t-elle été perçue comme le résultat d'un processus cumulatif de délégitimation institutionnelle et non simplement comme une rupture soudaine ? En quoi les formes de dépendance politique et éditoriale qui caractérisaient Télam et Notimex ont-elles limité leur capacité à se maintenir en tant que médias publics crédibles ? Quelles sont les implications de la perte d'un instrument de communication étatique pour la représentation internationale des pays et pour la circulation de récits alternatifs ?

Les textes consultés et les personnes interrogées soulèvent également des questions sur la responsabilité des gouvernements dans la gestion des médias publics : comment garantir l'autonomie informationnelle et le pluralisme de points de vue au sein des structures étatiques ?

¹⁷³ Le Monde avec AFP. (2024, 3 mai). *Reporters sans frontières dénonce, dans son classement annuel de la liberté de la presse, la dégradation de la situation en Argentine.*

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/03/reporters-sans-frontieres-denonce-dans-son-classement-annuel-de-la-liberte-de-la-presse-la-degradation-de-la-situation-en-argentine_6231307_3210.html

¹⁷⁴ Fédération internationale des journalistes (FIJ). (s.d.). *Somos Télam.*

<https://www.ifj.org/fr/activites/campagnes-de-la-fij/somostelam>

De même, des questions se posent sur le rôle que peuvent jouer les nouvelles formes d'organisation de l'information, telles que les coopératives, et sur leur viabilité à long terme face à la concentration des médias et à la précarité économique.

Ces questions invitent à considérer les cas de Télam et Notimex comme des points d'entrée vers des débats plus larges sur le droit à l'information, la gouvernance du domaine public et les transformations dans les modes de production de sens dans l'espace public.

La disparition de Télam et Notimex invite également à réfléchir sur s'il est possible ou non de créer des modèles d'agences de presse publiques jouissant d'une indépendance éditoriale effective dans des contextes historiquement marqués par la subordination politique¹⁷⁵ des institutions étatiques argentines¹⁷⁶ et mexicaines¹⁷⁷.

Leur disparition suggère également la nécessité de revoir les critères qui définissent la légitimité de ces institutions, en particulier lorsque leur existence est menacée pour des raisons d'efficacité budgétaire ou de réorganisation administrative.

Le rôle de l'État dans la production d'informations, le lien entre les citoyens et les médias publics, et la capacité des institutions à s'adapter à l'environnement numérique émergent également comme des axes possibles de réflexion.

Enfin, le débat reste ouvert sur la place des agences de presse publiques dans les systèmes démocratiques où coexistent des discours sur la transparence, le pluralisme, l'efficacité et le contrôle idéologique.

Ces idées ne visent pas à clore l'analyse, mais plutôt à définir un champ de réflexion pour d'éventuels développements de notre recherche.

¹⁷⁵ Ce concept de subordination politique sera abordé plus amplement dans les chapitres suivants qui porteront sur l'analyse des apprentissages et les conclusions générales de cette recherche.

¹⁷⁶ Smulovitz, C. (2008). *La política por otros medios. Judicialización y movilización legal en la Argentina. Desarrollo Económico*, 48(190/191), 305. <http://www.jstor.org/stable/27667840> (Ce texte analyse la relation entre les pouvoirs de l'État et l'indépendance judiciaire en Argentine, ce qui, selon nous, met en évidence des dynamiques de subordination politique.)

¹⁷⁷ Hernández Rodríguez, R. (2023). *Los desequilibrios institucionales en la democracia mexicana. Korpus* 21, 3(9), 371, 376. <https://doi.org/10.22136/korpus212023146>

ENTRETIENS AVEC PEDRO AGUIAR ET MICHAEL PALMER

1. Souveraineté informationnelle en Amérique latine : tensions historiques et défis contemporains - Entretien avec Pedro Aguiar¹⁷⁸.

La souveraineté informationnelle est devenue un thème central pour comprendre la position de l'Amérique latine dans l'écosystème médiatique mondial. L'entretien avec Pedro Aguiar, spécialiste en communication latino-américaine à l'Université Fluminense du Brésil, révèle comment le débat autour de cette idée combine des facteurs historiques, politiques et technologiques qui ont une incidence directe sur la capacité des États à garantir le droit à l'information.

Selon Aguiar, le paysage actuel est marqué par une concentration sans précédent entre les mains d'un petit groupe d'entreprises numériques et par l'absence de réponses collectives de la part de la région.¹⁷⁹

1.1 Domination des plateformes mondiales

L'un des points les plus importants soulevés par Aguiar est l'ampleur de la concentration de la communication à l'ère numérique. « Nous sommes dans une situation sans précédent dans l'histoire, où cinq ou six entreprises privées concentrent l'intermédiation de la communication au niveau mondial », affirme-t-il. Cette réalité implique que les plateformes numériques ne sont pas de simples acteurs technologiques, mais des nœuds de pouvoir qui définissent les conditions d'accès, de circulation et de monétisation de l'information.

¹⁷⁸ Pedro Aguiar travaille actuellement au département de communication de l'université fédérale Fluminense (UFF) à Niterói, dans l'État de Rio de Janeiro, au Brésil. Il mène des recherches dans le domaine de la communication internationale et du journalisme d'agence. Sa thèse de doctorat, intitulée « *Agências de Notícias do Sul Global: jornalismo, Estado e circulação da informação nas periferias do sistema-mundo* » (Les agences de presse du Sud : journalisme, État et circulation de l'information dans les périphéries du système mondial), est disponible en portugais. (Aguiar, P. (2018). *Agências de Notícias do Sul Global: jornalismo, Estado e circulação da informação nas periferias do sistema-mundo* (thèse de doctorat en communication sociale). Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro. <http://www.bdt.d.uerj.br/handle/1/8868>)

¹⁷⁹ Aguiar, Pedro (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'un entretien personnel, avril 2025].

Le spécialiste souligne que cette concentration pose un double défi à l'Amérique latine : d'une part, elle génère une dépendance technologique ; d'autre part, elle limite la capacité des médias locaux à être compétitifs dans un domaine dominé par des algorithmes et des modèles commerciaux mondiaux. Les plateformes deviennent des intermédiaires obligatoires entre les producteurs et les audiences, ce qui renforce l'asymétrie entre les pays centraux et périphériques.

Cet argument d'Aguiar rejoint les observations de Martin Becerra et Silvio Waisbord, chercheurs sur des thèmes tels que le cyber-nationalisme et la souveraineté numérique¹⁸⁰, qui affirment qu'au cours des vingt dernières années, l'Amérique latine a largement suivi une logique de déréglementation de type « laissez-faire » en matière d'organisation et de fonctionnement de l'internet.

Selon ces experts des dynamiques médiatiques et réglementaires en Amérique latine, cette absence d'intervention réglementaire de l'État inclut le rôle des grands conglomerats qui contrôlent les plateformes numériques mondiales, la gestion et la modération des contenus, le flux d'informations, le traitement des données personnelles des utilisateurs, la propriété et l'accès aux infrastructures, ainsi que la fiscalité du secteur.

Pour Becerra et Waisbord, contrairement à ce qui s'est passé dans des pays comme la Chine, l'Iran et la Russie, identifiés à un modèle de cybernationalisme, ou dans l'Union européenne (UE), qui a promu une notion de souveraineté numérique dans des domaines tels que la protection des données, la vie privée, les droits des consommateurs et les utilisations de l'intelligence artificielle, l'Amérique latine est restée en marge de ces discussions.

Ces chercheurs considèrent que cette manière de procéder ne correspond pas à la tradition en Amérique latine qui, selon eux, a toujours été « un laboratoire de débats animés, ainsi que de politiques réglementaires sur les médias audiovisuels et, dans une moindre mesure, sur la presse écrite, motivées par des positions nationalistes et de défense de la souveraineté »¹⁸¹.

¹⁸⁰ Becerra, M., & Waisbord, S. (2024). *Soberanía y nacionalismo en entornos digitales: la llamativa ausencia de América Latina en el debate mundial*. Dans *Signo y Pensamiento*, 43. Introduction, p. 2
<https://doi.org/10.11144/Javeriana.syp43.sned>

¹⁸¹ *idem*. p. 2

Ainsi, pour Becerra et Waisbord, ce panorama s'éloigne de la tradition des politiques de communication qui ont marqué la région il y a cinquante ans, et contraste également avec les initiatives en matière de souveraineté et d'écosystèmes numériques qui sont encouragées dans d'autres parties du monde.

À leurs yeux, l'absence de politiques de protectionnisme numérique et informationnel dans la région latino-américaine entraînerait également un manque de développement de propositions alternatives à l'égard de la prédominance du modèle américain, basé sur la centralité du marché.¹⁸²

1.2 Le manque de volonté politique et de coopération régionale

Face à ce scénario, Pedro Aguiar souligne également l'absence de projets communs en Amérique latine, contrairement à l'Union européenne, qui a mis en place des réglementations sur la confidentialité, les droits d'auteur et les compensations économiques. Selon lui, l'inaction prédomine dans la région.

Aguiar explique qu'« il n'existe aucun projet commun dans la région qui établisse des règles claires pour que les plateformes rémunèrent les producteurs d'informations ».

La faiblesse institutionnelle se reflète également dans la fragmentation politique. Des initiatives telles que l'Unasur¹⁸³ ont été démantelées et la CELAC¹⁸⁴ manque d'instruments efficaces en matière de communication. L'OEA¹⁸⁵, quant à elle, est insignifiante dans ce domaine.

Il en résulte, selon lui, un vide qui empêche les pays de négocier collectivement face aux géants du web disposant d'une énorme capacité de pression.

¹⁸² *idem.* p. 9

¹⁸³ L'Union des nations sud-américaines, également connue sous son acronyme Unasur, était un organisme intergouvernemental d'intégration sud-américaine, actuellement inactif, composé de six pays : la Bolivie, le Brésil, la Colombie, la Guyane, le Suriname et le Venezuela. L'objectif initial était de parvenir à une intégration similaire à celle réalisée par des groupements tels que l'Union européenne.

¹⁸⁴ La Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) est un forum régional intergouvernemental dédié au dialogue et à l'accord politique, qui regroupe de manière permanente trente-trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

¹⁸⁵ L'Organisation des États américains (OEA) est la principale organisation multilatérale des Amériques, fondée en 1948 et basée à Washington. <https://www.oas.org/fr/>

Pedro Aguiar souligne que le manque de volonté politique en Amérique latine ne se résume pas à un problème technique, mais à l'absence d'une vision stratégique de l'intégration régionale. « Sans coopération, chaque pays affronte de manière isolée le pouvoir des plateformes », ce qui accentue sa vulnérabilité.

Selon lui, cela crée un vide qui empêche les pays de négocier collectivement face à des entreprises disposant d'une énorme capacité de pression.

Pedro Aguiar souligne que le manque de volonté politique en Amérique latine ne se résume pas à un problème technique, mais à l'absence d'une vision stratégique de l'intégration régionale. « Sans coopération, chaque pays affronte de manière isolée le pouvoir des plateformes », ce qui accentue sa vulnérabilité.

Fernando Buen Abad Domínguez estime également qu'il est nécessaire de mettre en place en Amérique latine des instances de coopération régionale qui permettent l'échange de ressources technologiques, de pratiques journalistiques, de méthodologies et de contenus dans une perspective solidaire et émancipatrice, au-delà de la concurrence.¹⁸⁶

Pour ce chercheur, qui est aussi recteur international de l'Université internationale des communications (Caracas, Venezuela) et directeur de sa chaire Sean MacBride, il est nécessaire de progresser vers un cadre juridique international qui garantisse le droit des peuples à accéder à une information véridique, contextualisée et pluraliste. Dans cette perspective, il est essentiel de développer « une sémiotique de la souveraineté informationnelle. »¹⁸⁷

Abad Dominguez estime que parler de liberté d'expression n'a aucun sens lorsque l'information est subordonnée à des intérêts économiques.

« Au cœur de toute « société démocratique » réside un principe éthique fondamental : le droit des peuples à être informés. Ce droit est toutefois gravement menacé par la

¹⁸⁶ Buen Abad Domínguez, F. (2025, 7 mai). *Agencias de información y soberanía*. La Jornada. <https://www.jornada.com.mx/noticia/2025/05/07/opinion/agencias-de-informacion-y-soberania>

¹⁸⁷ *ibid.*

concentration monopolistique des médias et des agences d'information. D'un point de vue éthique humaniste et émancipateur. »

Pour Alfredo Moreno¹⁸⁸, le vide laissé par la disparition de ces agences de presse est moins profond que ce qu'exposent Aguiar ou Abad Dominguez. Il partage toutefois leur avis sur le fait que les pays d'Amérique latine progressent vers leur souveraineté numérique et informationnelle de manière individuelle et désintégrée du reste de la région.

Dans son texte *Tecnología Sin Soberanía: El Flujo De Datos En América Latina*¹⁸⁹, ce professeur et chercheur en informatique en Amérique latine, il explique que le Brésil mène les efforts vers une souveraineté numérique avec un cadre juridique solide — Marco Civil da Internet (2014) et la Lei Geral de Proteção de Dados Pessoais en 2018 — et de nouvelles initiatives telles que la création d'un espace nuagique publique souverain à travers de Serpro¹⁹⁰, des alliances avec la Chine en matière de gouvernance numérique et un plan national pour l'intelligence artificielle (2024-2028) avec d'importants investissements dans les infrastructures locales.

Selon Moreno, même l'*Internet Society* cite le brésilien comme un modèle de résistance face aux défis liés à l'infrastructure, aux données et à la réglementation des plateformes.

En effet, en juin 2025, cette organisation américaine à but non lucratif a exprimé son soutien sans réserve au Comité directeur brésilien de l'Internet (CGI.br), au NIC.br (Centre brésilien d'information sur les réseaux) et au modèle multipartite qui façonne la gouvernance de l'Internet au Brésil depuis 1995.¹⁹¹

Cependant, dans une lettre ouverte, l'*Internet Society* a aussi mentionné que deux développements actuels menacent sérieusement le cadre de gouvernance brésilien :

¹⁸⁸ Alfredo Moreno est chercheur en informatique. Directeur des systèmes à l'Université nationale d'Avellaneda et professeur en TIC à l'Université nationale de Moreno. Membre du réseau *Pensamiento Latinoamericano en Ciencia, Tecnología y Sociedad* (PLACTS) (Pensée latino-américaine en science, technologie et société).

¹⁸⁹ Moreno, A. (2025, 27 août). *Tecnología sin soberanía: el flujo de datos en América Latina*. Soberanía Digital. <https://soberaniadigital.org/tecnologia-sin-soberania-el-flujo-de-datos-en-america-latina/>

¹⁹⁰ Agence nationale pour l'intelligence du gouvernement numérique et des technologies de l'information (Empresa Nacional de Inteligência em Governo Digital e Tecnologia da Informação)

¹⁹¹ Internet Society. (2025). *Protect and promote collaborative internet governance in Brazil*.

<https://www.internetsociety.org/open-letters/protect-and-promote-collaborative-internet-governance-in-brazil/>

- Le projet de loi 4557/2024 vise à transférer la coordination du CGI.br à Anatel, l'autorité nationale de régulation des télécommunications, et à lui conférer le contrôle des registres de noms de domaine, des adresses IP et d'autres fonctions clés de l'Internet actuellement gérées par le NIC.br.
- La proposition d'abrogation de la règle 4, qui distingue les services de télécommunications, réglementés par l'Anatel, des services à valeur ajoutée, tels que l'accès à Internet.

Concernant d'autres pays, Alfredo Moreno reconnaît qu'en revanche, l'Argentine manque d'une stratégie intégrale face aux défis informationnels actuels. Bien qu'elle dispose de normes et de lois¹⁹², celles-ci ne réglementent pas les infrastructures critiques ni le contrôle étatique des données. Arsat, qui offre depuis 2015 des services de cloud national dans ce pays, est affaiblie par les politiques du président Milei et l'ouverture à Amazon et Google, qui érodent la protection des données et font concurrence à l'entreprise publique.

Pour sa part, le Mexique, selon cet auteur, progresse vers la souveraineté des données et de l'information grâce à la création en 2024 de l'Agence de transformation numérique et des télécommunications, qui vise à centraliser les solutions numériques publiques et à garantir un accès équitable¹⁹³. Son Centre national de technologie publique promeut les logiciels gouvernementaux et coordonne l'infrastructure étatique des données en mettant l'accent sur la sécurité et l'autonomie.

Moreno met aussi de l'avant qu'en 2025, la Colombie a lancé l'initiative BioNube, avec trois centres de données à Santa Marta, en partenariat avec les Émirats arabes unis, axés sur l'IA et la sécurité informatique, afin de centraliser les informations publiques et de réduire la dépendance vis-à-vis des services étrangers.

Pour Pedro Aguiar, ces exemples, bien que intéressants, ne représentent pas une panacée.

¹⁹² *op. cit.* (Moreno, A. 2025, 27 de agosto)

¹⁹³ *op. cit.* (Moreno, A. 2025, 27 de agosto)

1.3 Débat historique : souveraineté et libre circulation de l'information

L'analyse de Pedro Aguiar relie les tensions actuelles à un débat historique. Selon ce chercheur brésilien, le principe de « libre circulation de l'information », promu par des penseurs et des agences américains à partir du XIXe siècle et au début du XXe siècle, et consolidé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies en 1948, a servi à légitimer l'expansion des capitaux privés dans les flux d'information internationaux. L'Amérique latine, comme d'autres régions périphériques, s'est retrouvée subordonnée à cette logique.

Aujourd'hui, le débat se concentre sur la relation entre la souveraineté de l'État, les droits de la personne, le droit à l'information et la liberté d'expression. Aguiar souligne que « la souveraineté ne peut être utilisée comme excuse pour censurer, mais comme garantie pour démocratiser l'accès à l'information ».¹⁹⁴

En ce sens, selon ce chercheur, la défense de la souveraineté informationnelle implique de trouver un équilibre entre le contrôle légitime des États sur leurs systèmes de communication et la protection des droits fondamentaux des citoyens.

De même, Pedro Aguiar estime que la continuité historique montre que les conflits autour du droit à l'information ne sont pas nouveaux, mais qu'ils prennent des formes spécifiques dans chaque contexte. Si au XIXe siècle, les agences de presse marquaient l'asymétrie, ce sont aujourd'hui les plateformes numériques à portée mondiale qui le font.

1.4 Le rôle des agences de presse

Aguiar identifie les agences de presse comme un terrain stratégique dans les débats autour de l'information en tant que droit.

Selon lui, la région ne dispose pas de mécanismes suffisants pour garantir l'autonomie de ses agences face aux plateformes numériques.

¹⁹⁴ Aguiar, P. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez - enregistrement sonore]. Montréal-Rio de Janeiro, mars 2025.

« Il n'existe pas de règles claires obligeant les géants technologiques à rémunérer les producteurs d'information », souligne-t-il.

L'absence de compensation financière affecte non seulement la viabilité des médias, mais affaiblit également la circulation des contenus locaux et régionaux. Alors que des pays comme l'Australie ou le Canada ont fait progresser des lois obligeant Google ou Meta à payer les médias, l'Amérique latine reste à la traîne¹⁹⁵.

Si les lois étaient à jour, les agences de presse pourraient jouer un rôle central en tant que garantes de la production et de la distribution d'informations publiques, à condition qu'il existe des politiques pour les soutenir.

1.5 Absence d'agences de presse publiques au Mexique et en Argentine, un pas en arrière

Pedro Aguiar souligne le paradoxe selon lequel des pays clés dans la région, comme le Mexique et l'Argentine, ne disposent pas d'agences de presse publiques ou d'État solides. Au Mexique, la disparition de Notimex symbolise selon lui la disparition d'un instrument fondamental de souveraineté informationnelle. Et en Argentine, Télam est confrontée à un affaiblissement institutionnel qui compromet sa capacité à remplir sa fonction.

Aguiar est catégorique : « Dans les pays centraux, il est impensable de ne pas avoir d'agence publique ; dans notre région, cette absence permet aux capitaux privés, souvent étrangers, de définir l'agenda informationnel ».¹⁹⁶

L'absence d'agences de presse publiques solides renforce la dépendance vis-à-vis des médias privés et des entreprises internationales, ce qui limite la pluralité des perspectives et la production de contenus propres.

¹⁹⁵ Aguiar, Pedro (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'un entretien personnel, mars 2025].

¹⁹⁶ *op. cit.*

La situation du Mexique et de l'Argentine illustre comment les décisions politiques nationales ont des effets directs sur la capacité des pays à soutenir des projets de communication souverains.

1.6 Communication publique vs. communication gouvernementale

Enfin, Aguiar introduit une distinction conceptuelle essentielle : la différence entre communication publique et communication gouvernementale. Alors que la première vise à garantir le droit des citoyens à l'information, la seconde est orientée vers les intérêts du gouvernement en place. « La communication publique n'est pas de la propagande ; c'est une fonction de l'État démocratique », affirme-t-il.

Pour ce professeur, cette distinction est fondamentale pour comprendre le rôle de l'État dans la communication. Il ne s'agit pas pour les gouvernements de contrôler l'information, mais d'assurer l'existence d'institutions stables qui garantissent les droits au-delà des cycles politiques. En l'absence de politiques claires en la matière, les pays d'Amérique latine reproduisent un scénario de dépendance, dans lequel les vides laissés par l'État sont comblés par des acteurs privés animés par une logique commerciale.

Les six axes abordés lors de l'entretien avec Pedro Aguiar montrent, à notre avis, que la souveraineté informationnelle en Amérique latine est confrontée à une double limitation : d'une part, la concentration mondiale du pouvoir communicationnel entre les mains des plateformes numériques ; d'autre part, la fragilité institutionnelle des États et l'absence de projets régionaux de coopération.

L'histoire de la libre circulation de l'information montre que ces tensions ne sont pas nouvelles, mais qu'elles revêtent une urgence particulière dans le contexte numérique actuel. L'absence d'agences publiques solides, la faiblesse de l'intégration régionale et la confusion entre communication publique et gouvernementale renforcent un scénario de dépendance.

Face à cela, Aguiar soulève la nécessité de relancer le débat sur la souveraineté informationnelle, comprise non pas comme un prétexte pour restreindre les droits, mais comme un outil pour démocratiser l'accès et garantir l'autonomie face aux grands conglomérats médiatiques mondiaux.

2. Agences publiques en crise : gouvernance, pluralité et enjeux démocratiques -

Entretien avec Michael B. Palmer

Nous nous sommes aussi entretenus avec Michael B. Palmer, Docteur ès lettres pour l'Université d'Oxford) Professeur émérite à l'Université Sorbonne Nouvelle, qui est aussi l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur les agences de presse internationales, dont son plus récent livre *International News Agencies: A History* (2019), une référence dans ce domaine de recherche.

La conversation avec ce chercheur et observateur du paysage médiatique mondial depuis plusieurs décennies nous a permis d'articuler une lecture historique et prudente du rôle des agences de presse publiques face aux bouleversements politiques et technologiques contemporains. Dès le début, Palmer situe le problème comme contextuel et variable selon chaque pays : « ça varie tellement de pays en pays » — c'est-à-dire que les solutions et les menaces sont différentes en fonction des équilibres étatiques, sociaux et du marché¹⁹⁷.

Cette mise en garde théorique est utile pour un mémoire avec une perspective critique latino-américaine puisqu'elle nous oblige à ne pas appliquer un modèle explicatif unique aux cas Notimex (Mexique) et Télam (Argentine), même si les deux processus aboutissent à des résultats similaires (fermeture ou démantèlement).

Dans l'entretien, Palmer identifie deux grands vecteurs qui traversent la crise des agences : d'une part les pressions politiques, lorsque des gouvernements de différentes tendances reprochent aux agences corruption ou inutilité. Et d'autre part, les pressions technologiques et de marché, la rapidité et l'économie des plateformes numériques qui privilégient l'immédiateté sur la vérification.

Cette double interprétation – politique et technologique – s'accorde bien avec la littérature académique récente : Terhi Rantanen (2021), dans une étude paneuropéenne, propose le concept

¹⁹⁷ Palmer, M. (2024). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martínez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Paris, décembre 2024.

d'« hybridité »¹⁹⁸ pour comprendre les agences combinant des logiques étatiques, privées et de service public ; elle observe que les catégories rigides (nationales vs. internationales ; étatiques vs. privées)¹⁹⁹ n'expliquent plus pleinement les changements organisationnels et de gouvernance des agences.

Inspirée du concept d'hybridité de Garcia-Canclini, « pour rejeter la polarité entre le mondial et le national », Rantanen conclut notamment que « différents types de propriété ont été fusionnés » et que la gouvernance d'une agence ne se réduit pas à la seule forme de propriété²⁰⁰

Dans le contexte de notre recherche, cette idée d'hybridité permet d'interpréter pourquoi des gouvernements aussi différents (gauche au Mexique, droite en Argentine) peuvent invoquer des raisons similaires tout en agissant dans un même objectif. On peut dire, comme Rantanen, que l'agence de presse n'est plus une entité « pure », mais un nœud aux multiples logiques internes et externes.

Lors de notre entretien, Michael B. Palmer introduit toutefois une nuance en soulignant que la disparition d'agences de presse publiques n'est pas seulement un mouvement stratégique de gouvernement, mais aussi une décision qui a des répercussions sur la sphère démocratique et sur la vie informationnelle de la société.

Pour ce chercheur, la réaction sociale et celle de la société civile face à la disparition d'agences publiques a souvent été timide. L'observation de Palmer —selon laquelle la passivité citoyenne peut indiquer une « désaffection globale » de la société civile— pose un défi central pour la défense de la souveraineté informationnelle : si la citoyenneté ne revendique pas d'institutions garantes de la pluralité de l'information, l'argument de l'État ou du marché pour réduire ou supprimer des agences trouve moins de résistance²⁰¹.

¹⁹⁸ Rantanen, T. (2021). Toward Hybridity? Nationality, Ownership, and Governance of News Agencies in Europe. *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 98(1), 263–282. <https://doi.org/10.1177/1077699020923605>. pp. 263–282;

¹⁹⁹ *idem.* pp. 266–276.

²⁰⁰ *idem.* pp. 263 et 276.

²⁰¹ Palmer, M. (2024). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Paris, décembre 2024.

Pour sa part, Pedro Aguiar a documenté le renforcement des agences de presse d'État de la région latino-américaine lors de cycles politiques spécifiques, dont le « virage à gauche »²⁰², comme outils de diffusion de l'information « face aux hégémonies privées ».

Tel que discuté précédemment, ce chercheur brésilien s'intéresse aux agences de presse latino-américaines depuis plusieurs années et a écrit un ouvrage sur le sujet en 2015²⁰³, dont il travaille à une version révisée et actualisée en 2025.

Il recense également des pratiques d'ouverture et de restructuration des contenus qui témoignent de l'hétérogénéité et de la vulnérabilité institutionnelle de l'Amérique latine²⁰⁴. L'ensemble de ces résultats montre qu'en Amérique latine, les agences de presse publiques peuvent être à la fois un instrument de pluralité de l'information et une cible politique en raison de leur visibilité et de leur budget.

En termes de valeur fonctionnelle et économique, Palmer reprend un argument classique : l'information générale internationale génère peu de revenus commerciaux directs ; bien qu'elle ait une valeur publique, sa « valeur économique » est difficile à monétiser.²⁰⁵

Cette tension explique pourquoi les agences de presse cherchent à diversifier leurs clients et leurs services – une tendance également documentée dans la littérature critique sur les agences de presse, considérées comme « les premières organisations médiatiques internationales, voire mondiales, et parmi les premières entreprises transnationales ou multinationales au monde ».²⁰⁶

Oliver Boyd-Barrett et ses collaborateurs ont historiquement montré²⁰⁷ le *modus operandi* des agences de presse qui agissent comme des agents de la mondialisation de l'information, avec des

²⁰² La Marée Rose, aussi appelée « tournant à gauche », fait référence à la vague de victoires électorales des candidats de gauche en Amérique latine à la fin des années 90. Cette phase a débuté avec l'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela, suivie de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Équateur, du Salvador, du Nicaragua, du Paraguay, de l'Uruguay et du Mexique.

²⁰³ Aguiar, P. (2015, décembre). *Agencias de Noticias de América Latina en el siglo XXI: informe preliminar de investigación*. Communication présentée au IX Congreso de la Unión Latina de la Economía Política de la Información, la Comunicación y la Cultura (ULEPICC), La Havane, Cuba.

²⁰⁴ *idem*. p. 1-3, 14-16

²⁰⁵ *op. cit.* [Palmer, Michael B. (2024)].

²⁰⁶ Boyd-Barrett, O., & Rantanen, T. (1998). The globalization of news. Dans O. Boyd-Barrett & T. Rantanen (Éds.), *The globalization of news* (pp. 1–14). SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781446250266.n1>

²⁰⁷ *idem*. Chapitre: News agencies as agents of globalization (pp. 15-18). SAGE Publications Ltd, <https://doi.org/10.4135/9781446250266>

capacités structurantes (mise en réseau, correspondance, vente de contenu) qui les rendent stratégiques pour les intérêts privés et étatiques.

Selon ces auteurs, cette combinaison de valorisation du public et de contraintes du marché met en évidence la nécessité de modèles de financement et de gouvernance hybrides, mais explique également la fragilité des agences face aux restrictions politiques.²⁰⁸

Pour finir, et en mettant l'accent non seulement sur la manière dont les agences de presse travaillent, mais aussi sur la manière dont elles devraient travailler pour soutenir la pluralité de l'information et la vie démocratique, Palmer exprime son appréhension face à l'influence croissante des acteurs privés (y compris les grandes plateformes et les conglomérats) dans la circulation de l'information : « L'emprise du secteur privé s'accroît... et les GAFAM ont de plus en plus voix au chapitre »²⁰⁹.

Dans les faits, des cas récents viennent étayer cette inquiétude : la fermeture et le démantèlement du Télam par décision gouvernementale en Argentine (2024) et les plaintes et procédures administratives concernant Notimex au Mexique montrent que la souveraineté de l'information ne dépend pas seulement de l'existence formelle d'une agence publique, mais aussi de sa crédibilité, de sa gouvernance et des mécanismes de transparence qui l'entourent.

Au Mexique, des organisations telles qu'*ARTICLE 19* ont fait état de campagnes de harcèlement de la part de la direction de Notimex et ont exigé une enquête et la protection des journalistes ; en Argentine, la fermeture de Télam a suscité des alertes internationales sur la liberté de la presse et la préservation des infrastructures d'information²¹⁰.

La conversation avec Palmer nous permet de replacer cette réflexion dans une perspective historique plus large. En effet, les agences de presse publiques ont toujours fait partie de l'infrastructure fondamentale des systèmes médiatiques modernes, garantissant un certain

²⁰⁸ Palmer, M., Boyd-Barrett, O., & Rantanen, T. (1998). Global financial news (pp. 61–78). Dans O. Boyd-Barrett & T. Rantanen (Éds.), *Global financial news*. SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781446250266.n5>

²⁰⁹ *op. cit.* [Palmer, Michael B. (2024)].

²¹⁰ ARTICLE 19. (2021, 10 avril). Mexico: Ten months on and AMLO government continues to sideline the Notimex case. ARTICLE 19. <https://www.article19.org/resources/mexico-ten-months-on-and-amlo-government-continues-to-sideline-the-notimex-case/>

équilibre face aux intérêts privés et commerciaux. Ce rôle n'a pas changé, mais il s'inscrit désormais dans un contexte où les transformations technologiques et économiques ont brouillé les frontières entre les producteurs, les distributeurs et les consommateurs d'information.

Dans ce scénario, leur pérennité ne peut être considérée comme acquise. Palmer insiste sur le fait que la légitimité des agences publiques dépend de plus en plus de modèles de gouvernance qui combinent autonomie éditoriale et transparence institutionnelle, en évitant à la fois le contrôle direct du gouvernement et la mainmise des intérêts du marché. La viabilité économique, quant à elle, exige une diversification : dépendre uniquement des fonds publics ou des revenus commerciaux place ces agences dans une position vulnérable face aux aléas politiques ou à la pression des conglomérats médiatiques.

Toutefois, le point le plus sensible réside peut-être dans la réaction de la société. Lorsque les citoyens et les journalistes eux-mêmes reconnaissent que l'agence publique est un outil garantissant la pluralité de l'information, il est plus facile de la soutenir et de la défendre. En revanche, l'indifférence ou la passivité sociale face aux tentatives de fermeture ou d'affaiblissement institutionnel ouvrent la voie à des coupes budgétaires justifiées au nom de l'efficacité ou de l'ajustement budgétaire.

En somme, selon Michael B. Palmer, faire disparaître des agences sans débat public approfondi ni mécanismes de remplacement solides ne signifie pas seulement une restructuration administrative. Cela implique de porter atteinte à la souveraineté informationnelle d'un pays et de compromettre l'architecture du journalisme national et régional. La défense de ces institutions nécessite donc un engagement civique qui transcende la conjoncture et reconnaisse leur rôle en tant que nœuds stratégiques de circulation et de diversité informationnelle.²¹¹

²¹¹ *op. cit.* [Palmer, Michael B. (2024)].

3. Conclusion du chapitre

Les contributions de Pedro Aguiar et Michael Palmer à cette recherche nous permettent d'examiner de près la vulnérabilité de la souveraineté de l'information en Amérique latine face aux pressions politiques et technologiques contemporaines.

Aguiar souligne la concentration mondiale de l'intermédiation de la communication : « nous sommes dans une situation sans précédent dans l'histoire, où cinq ou six entreprises privées (GAFAM) concentrent l'intermédiation de la communication au niveau mondial ». Selon son analyse, cette centralisation conditionne la circulation et la monétisation de l'information, limitant l'autonomie des agences de presse locales et la capacité des États à garantir la pluralité de l'information.

Palmer complète cette perspective en notant que « l'activité du secteur privé se développe... et les GAFAM doivent être plus actifs... et les GAFAM ont de plus en plus de voix au chapitre », soulignant que la pression sur les agences de presse publiques n'est pas seulement économique, mais qu'il s'agit aussi d'un phénomène où les puissances mondiales ont un impact sur la sphère démocratique.

Les deux chercheurs s'accordent sur la pertinence des agences de presse publiques en tant qu'instruments de pluralité et de garantie d'une information fiable. Aguiar souligne qu'en l'absence de ces institutions, les capitaux privés, souvent étrangers, finissent par définir l'agenda de l'information régionale. Palmer, pour sa part, souligne que la légitimité des agences dépend de l'autonomie éditoriale, de la transparence institutionnelle et de la diversification des revenus.

La notion d'« hybridité » mobilisée par Terhi Rantanen nous a permis d'interpréter cette tension : les agences de presse doivent souvent combiner les logiques de l'État, du privé et du service public, en étant à la fois fonctionnelles et vulnérables.

Enfin, les deux auteurs soulignent l'importance de la citoyenneté et de la coopération régionale. Palmer observe que la « désaffection globale » de la société civile diminue la résistance aux

compressions budgétaires ou aux fermetures, tandis qu'Aguiar identifie l'absence de projets collectifs permettant aux pays de négocier avec les géants du numérique.

L'ensemble de ces observations montre que la souveraineté de l'information nécessite le renforcement des agences de presse publiques, la mise en place de modèles de gouvernance hybrides et la promotion de l'engagement citoyen et de la coopération régionale pour contrer la concentration mondiale du pouvoir médiatique et la fragilité institutionnelle de la région latino-américaine.

ANALYSE DES APPRENTISSAGES ET CONCLUSIONS

La souveraineté informationnelle comme un bien commun

La disparition de Notimex au Mexique et de Télam en Argentine représente bien plus que la fermeture administrative de deux institutions publiques : elle manifeste une perte structurelle de souveraineté informationnelle. Lorsqu'un État cesse de disposer d'une agence nationale de presse, non seulement un flux de production d'informations vérifiées et d'intérêt public est interrompu, mais la capacité collective de construire des récits propres sur la réalité nationale et régionale s'en trouve affaiblie.

Dans le contexte latino-américain, où la dépendance informationnelle a été historiquement critiquée — depuis le rapport MacBride²¹² jusqu'aux travaux d'Armand Mattelart (1980, p. 33) et Armand Mattelart et Michèle Mattelart ; 2018)²¹³ —, la disparition de ces agences réaffirme une tendance à la recentralisation et au déséquilibre des flux d'information, désormais sous des formes numériques et algorithmiques. Comme l'avertit Oliver Boyd-Barrett (2018)²¹⁴, la concentration médiatique contemporaine n'élimine pas l'inégalité des circuits informationnels, elle la reconfigure par le biais des plateformes technologiques et de la médiation des grands conglomérats de données.

Le vide laissé par Notimex et Télam dépasse le cadre institutionnel. Il affecte la possibilité même de garantir le droit des citoyen·ne·s à une information pluraliste et équilibrée, comme l'a souligné António Guterres (2023)²¹⁵ en rappelant que, sans liberté de la presse, « la société perd la

²¹² Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication. (1980). *Voix multiples, un seul monde : vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*. Rapport MacBride. Paris : UNESCO.

²¹³ Mattelart, A. (1980). Conférence de M. Armand Mattelart, professeur à l'Université de Paris VII. *Communication, Information, Médias, Théories*, 3(2), 29-35. <https://doi.org/10.3406/comin.1980.884> ; Mattelart, A., & Mattelart, M. (2018). V. Économie politique. *Histoire des théories de la communication* (pp. 65–75). La Découverte. <https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/histoire-des-theories-de-la-communication--9782348040672-page-65?lang=fr>

²¹⁴ Boyd-Barrett, O. (2018). *Cultural imperialism and communication*. Dans *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.678> p. 14

²¹⁵ Guterres, A. (2023, 26 avril). *Journée mondiale de la liberté de la presse : notre liberté dépend entièrement de celle de la presse* (Communiqué SG/SM/21780). Nations Unies. p. 2 <https://press.un.org/fr/2023/sgsm21780.doc.htm>

possibilité d'exercer ses droits ». En ce sens, la fermeture des agences publiques s'inscrit dans un processus mondial d'affaiblissement des espaces publics de délibération, où l'information cesse d'être un bien commun et devient dépendante d'intérêts privés et de logiques de marché.

Ainsi, nous sommes convaincu·e·s que la disparition des agences nationales ne peut ni ne doit être interprétée comme un fait isolé, mais comme une composante d'une reconfiguration du pouvoir informationnel à l'échelle mondiale, où la souveraineté se dispute non seulement dans les territoires physiques, mais aussi dans les environnements numériques.

La disparition des agences publiques Notimex et Télam confirme l'affaiblissement de la capacité étatique et sociale à produire et distribuer de l'information depuis une perspective nationale et latino-américaine. Sur le plan historique, cette perte réactive les mises en garde formulées par la théorie critique de la communication en Amérique latine, qui identifiaient la dépendance informationnelle comme un élément structurel du déséquilibre entre le Nord et le Sud mondiaux.

Comme l'a indiqué Armand Mattelart (1980)²¹⁶, la concentration des flux d'information entre les mains de quelques agences transnationales a consolidé une hiérarchie symbolique dans laquelle les périphéries « reçoivent les récits du monde déjà élaborés depuis les centres ». Dans la même logique, Luis Ramiro Beltrán — à partir de la réflexion impulsée par le CIESPAL dans les années soixante-dix — a souligné que la démocratisation de la communication devait être comprise comme une condition de souveraineté culturelle et politique des peuples latino-américains (Beltrán, 1976)²¹⁷.

La création de Télam en 1945 et de Notimex en 1968 répondait précisément à cette aspiration : garantir un flux d'information propre, capable de contrebalancer ce que Fernando Reyes Matta a appelé la « concentration du pouvoir d'informer » des corporations transnationales (Reyes Matta,

²¹⁶ Mattelart, A. (1980). Conférence de M. Armand Mattelart, professeur à l'Université de Paris VII. *Communication, Information, Médias, Théories*, 3(2), 29-35. <https://doi.org/10.3406/comin.1980.884> p.30

²¹⁷ Beltrán, L. R. (1976). Global communications and international relations. Dans MacBride et al. (dir.), *Voix multiples, un seul monde: vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*. Paris : UNESCO. , p. 43
<https://archive.ccrvoices.org/cdn.agilitycms.com/centre-for-communication-rights/Images/Articles/pdf/MacBrideFr.pdf>

1984)²¹⁸. Ces agences sont nées comme des instruments publics d'équilibre face à l'hégémonie communicationnelle exercée par Associated Press, United Press International et, plus tard, les grandes corporations médiatiques mondiales.

Cependant, comme l'observe Oliver Boyd-Barrett (2018)²¹⁹, la mondialisation numérique a reproduit ces asymétries sous de nouvelles formes. Les plateformes technologiques et les conglomérats numériques — Google, Meta ou X (anciennement Twitter) — agissent aujourd'hui comme des médiateurs dominants des flux d'information, configurant une « recentralisation des circuits communicationnels » qui remet le Sud en position de dépendance.

Cette recentralisation n'affecte pas seulement la circulation des nouvelles, mais aussi la capacité des États à maintenir des infrastructures informationnelles propres. En Amérique latine, la souveraineté informationnelle implique la possibilité de raconter les faits depuis l'expérience locale, selon des critères publics et non marchands. Son érosion revient à renoncer à une part essentielle de l'autonomie politique, culturelle et épistémique conquise au fil de décennies de luttes communicationnelles.

La perte des agences publiques de presse survient dans un scénario où la production et la consommation d'information sont profondément transformées par la numérisation et les logiques néolibérales. L'expansion des plateformes numériques et de l'intelligence artificielle redéfinit non seulement les modes de circulation de l'information, mais reconfigure également le pouvoir symbolique sur ce qui est visible et narratif.

Le *Reuters Digital News Report 2024* (Newman, 2024)²²⁰ montre que les plateformes les plus utilisées pour s'informer sont YouTube, WhatsApp, TikTok, X (anciennement Twitter), Facebook, Instagram et Threads. Cette médiation algorithmique entraîne un accès à l'information de plus en plus déterminé par des systèmes opaques de recommandation et de priorisation de

²¹⁸ Reyes Matta, F. (1984). Búsqueda de una comunicación democrática. Nuevo orden informativo: 1973-1983. *Nueva Sociedad*, N° 71, mars-avril, 62–68. (p. 65)

<https://nuso.org/articulo/busqueda-de-una-comunicacion-democratica-nuevo-orden-informativo-1973-1983/>

²¹⁹ Boyd-Barrett, O. (2018). *Cultural imperialism and communication*. Dans *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.678>, p. 14

²²⁰ Newman, N. (2024, 9 janvier). *Journalism, media, and technology trends and predictions 2024* [Rapport]. Reuters Institute for the Study of Journalism. <https://doi.org/10.60625/risj-0s9w-z770> p. 12

contenus, où les intérêts commerciaux prennent le pas sur les critères journalistiques. Kate Crawford (2021)²²¹ avertit que l'intelligence artificielle n'est pas neutre : elle repose sur des infrastructures de pouvoir, des données et du capital qui reflètent et amplifient des inégalités structurelles.

En Amérique latine, cette dynamique se combine avec des politiques d'austérité et de privatisation portées par des gouvernements néolibéraux, qui réduisent la présence de l'État dans l'écosystème médiatique. Comme le souligne Denis de Moraes (2010)²²², le néolibéralisme médiatique favorise une logique de concentration qui subordonne l'information au marché, affaiblissant sa dimension publique.

Selon lui, si d'un côté on assiste à une multiplication de l'offre d'informations, de l'autre on observe un processus pervers de centralisation des sources émettrices et une commercialisation aiguë des produits symboliques, dans le but d'alimenter les modèles d'accumulation et de rentabilité des conglomérats des médias, de l'informatique et des télécommunications.

La crise ou la disparition de Notimex et de Télam ne peut être dissociée de ce contexte : dans les deux cas, les discours officiels ont invoqué la « modernisation » ou « l'efficacité budgétaire » pour justifier le démantèlement des structures publiques, tandis que les publics migraient vers des espaces numériques dominés par des corporations technologiques.

La théorie critique latino-américaine permet de lire ce processus comme une continuité du colonialisme informationnel, aujourd'hui sous des formes technocapitalistes. Mitchelstein et Boczkowski (2021)²²³ montrent comment la numérisation redéfinit la relation entre médias, publics et acteurs économiques, accentuant la fragmentation et la précarisation du travail journalistique et mettant en péril l'orientation vers le service public qui est au cœur des identités organisationnelles et professionnelles des médias d'information.

²²¹ Crawford, K. (2021). *Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*. New Haven : Yale University Press. DOI : <https://doi.org/10.2307/j.ctv1ghv45t> p. 45

²²² De Moraes, D. (2010). Comunicação, hegemonia e contra-hegemonia: A contribuição teórica de Gramsci. *Revista Debates*, 4(1), 54. <https://doi.org/10.22456/1982-5269.12420> p. 69

²²³ Mitchelstein, E., & Boczkowski, P. J. (2021). *La brecha digital y las transformaciones del periodismo*. Buenos Aires : Paidós. https://books.google.ca/books?id=_JWnCQAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false p.156.

Dans ce contexte, la fermeture des agences publiques signifie la perte des derniers espaces où l'information était conçue comme service public et non comme marchandise.

L'affaiblissement des agences publiques de presse n'engendre pas seulement des conséquences institutionnelles ou professionnelles ; il affecte directement la qualité du savoir disponible dans l'espace public. Dans des contextes où les plateformes numériques concentrent l'attention et la distribution des contenus, la disparition des sources journalistiques étatiques limite l'accès des citoyen·ne·s à une information vérifiée, contextualisée et porteuse d'un sens historique.

Comme l'alertent Gómez et Núñez (2021)²²⁴, à l'ère de la désinformation, « les consommateurs de contenu courent le risque de prendre des décisions et de communiquer des informations déficientes basées sur des informations fausses ». La crise des agences publiques accentue ce risque en laissant le champ informationnel de plus en plus dominé par des acteurs privés et des algorithmes qui privilégient la viralité au détriment de la véracité. Sans médiations institutionnelles solides, l'interprétation collective des événements se fragmente et la sphère publique s'affaiblit.

Dans le cas de Notimex, Adriana Urrea — secrétaire générale du syndicat — a déclaré que le démantèlement de l'agence signifiait « la perte d'une voix publique capable de raconter le Mexique depuis l'intérêt social et non depuis la logique gouvernementale ou commerciale » (Urrea, 2025)²²⁵. Son témoignage rejoint l'analyse de José Luis López Aguirre, ancien membre du conseil éditorial de Notimex, qui a averti que « lorsqu'un pays renonce à son agence publique, il renonce aussi à une partie de sa mémoire informationnelle et de sa capacité critique » (López Aguirre, 2025)²²⁶.

²²⁴ Gómez, M., et Núñez, A. (2021). *Alfabetización informacional en tiempos de Fake News (Information literacy in times of Fake News)*. Revista científica En Ciencias Sociales, 3(1), 75–84.
<https://www.redalyc.org/journal/7497/749778797008/html/> p. 81

²²⁵ Urrea, A. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martínez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Mexico, juin 2025.

²²⁶ López Aguirre, J. L. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martínez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Mexico, juin 2025.

Tous deux soulignent que la fonction de ces institutions n'était pas uniquement de produire des nouvelles, mais de soutenir une infrastructure épistémique permettant aux citoyen·ne·s d'accéder à une information contextualisée et vérifiable.

La disparition de Notimex et le «vidage» de Télam reflètent donc une crise épistémologique plus vaste : l'érosion des dispositifs publics qui garantissent le droit à une information fiable et pluraliste. Dans un écosystème numérique saturé de données et de désinformation, l'absence d'agences publiques représente la perte d'un référent de légitimité cognitive, ce qui affaiblit les conditions de la délibération démocratique et de l'exercice informé de la citoyenneté.

La perte des agences publiques Notimex et Télam ne constitue pas seulement la fin de deux institutions nationales mais le symptôme d'une mutation mondiale des modes de production de ce qui est public, de tout·e·s et de chacun·e. Quand une nation perd son agence publique de presse, elle ne perd pas seulement une source d'information : elle perd un espace de traduction entre le local et le global, entre l'expérience sociale et sa représentation publique.

En Amérique latine, cette fracture révèle la persistance d'un ordre informationnel inégal qui ne se résout pas par la seule numérisation des contenus. Comme le souligne Alejandro Barranquero (2011)²²⁷, le défi n'est pas « d'inclure » la région dans les réseaux globaux existants, mais de reconfigurer les conditions de circulation du sens à partir de la participation et de la coopération communicatives.

Dans ce cadre, nous entendons la souveraineté informationnelle comme une capacité relationnelle : articuler acteurs publics, communautaires et technologiques pour soutenir une sphère publique plurielle, au-delà des cadres étatiques et marchands. Thaiane Oliveira et Tatiane Mendes Pinto (2024)²²⁸ parlent de « souveraineté épistémique » pour désigner le droit des communautés à gouverner leurs données, leurs récits et leurs technologies. Cette vision élargit la notion classique de souveraineté communicationnelle — de Beltrán à Mattelart — vers une éthique du savoir

²²⁷ Barranquero, A. (2011). *Rediscovering the Latin American Roots of Participatory Communication for Social Change*. Westminster Papers in Communication and Culture, 8(1), 154–177. <https://doi.org/10.16997/wpcc.179>

²²⁸ Oliveira, T., & Mendes Pinto, T. (2024). *Knowledge and emancipation: From epistemic injustice to digital and epistemic sovereignty in Latin America*. Journal of Digital Social Research, 6(3). <https://doi.org/10.33621/jdsr.v6i3.33244>

partagé, où l'information s'entend comme un bien commun plutôt que comme une ressource stratégique.

Les entretiens menés confirment cette dimension éthique. Pour Adriana Urrea, l'extinction de Notimex signifiait « perdre une voix publique qui racontait le Mexique depuis le peuple » ; quant à José Luis López Aguirre, il avertit que sans agence nationale « il n'y a pas de mémoire, seulement des fragments [d'information] dépendants de l'algorithme ». Dans les deux cas, la disparition institutionnelle met à nu une blessure dans la capacité des peuples à se raconter avec continuité et depuis leur propre horizon historique.

Le risque ne provient pas seulement des corporations numériques, mais aussi d'une dépendance infrastructurelle qui — comme le signale Ortiz-Freuler (2025)²²⁹ — rend les systèmes médiatiques latino-américains vulnérables au contrôle de serveurs, de clouds et d'algorithmes étrangers. La réponse, toutefois, ne peut être l'isolement, mais une interdépendance souveraine : coopération technologique, alliances régionales et politiques publiques promouvant l'autonomie sans fermer l'ouverture.

Réinventer des agences publiques dans ce contexte implique de créer des institutions adaptatives, capables de produire une information fiable dans des environnements numériques sans céder à la logique extractive. Comme l'ont proposé Guerrero et Márquez-Ramírez en 2014²³⁰, la tâche passe par des politiques de communication qui reconnaissent l'information comme un droit et non comme un indice du marché. Ainsi comprise, la souveraineté informationnelle cesse d'être une revendication défensive pour se transformer en projet culturel et politique combinant mémoire, technologie et justice épistémique.

Plutôt que de chercher un retour aux anciennes structures, cet horizon viserait de nouvelles formes d'agences publiques interconnectées. La reconstruction de Télam ou de Notimex — si elle venait à se produire — ne devrait pas chercher à restaurer le passé, mais à garantir que

²²⁹ Ortiz-Freuler, J. (2025). *Informational sovereignty: The commercial and geopolitical risk of newsroom dependency on third-party infrastructure in Latin America*. SSRN Preprint. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5242483

²³⁰ Guerrero, M. A., & Márquez-Ramírez, M. (2014). Media systems and communication policies in Latin America. Dans M. A. Guerrero & M. Márquez-Ramírez (dir.), *Media systems and communication policies in Latin America*. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1057/9781137409058>

l'information redevienne au service du bien commun. Dans cette recomposition réside la possibilité d'une modernité latino-américaine différente : celle qui, comme l'écrivait Mattelart (1994)²³¹, n'aspire pas à imiter les flux du Nord, mais à inventer ses propres circuits de sens.

En définitive, préserver la souveraineté informationnelle équivaut à préserver la démocratie. Si, comme le rappelle António Guterres (2023)²³², « sans liberté de la presse, la société perd la possibilité d'exercer ses droits », alors renforcer les médias publics, incluant les agences de presse nationales, et leur capacité technologique est aussi une manière de garantir le droit collectif de savoir, de se souvenir et de délibérer.

Face à la logique extractive du capitalisme numérique, la communication redevient — pour reprendre Beltrán — « La communication est le processus d'interaction sociale démocratique fondé sur l'échange de symboles par lequel les êtres humains partagent volontairement leurs expériences dans des conditions d'accès, de dialogue et de participation libres et égalitaires. Chacun a le droit de communiquer afin de satisfaire ses besoins en matière de communication en bénéficiant des ressources de communication. »²³³.

L'avenir

Gabriel García Márquez, écrivain et journaliste, disait que « dans la course dans laquelle ils sont engagés, les journalistes doivent observer une minute de silence pour réfléchir à l'énorme responsabilité qui est la leur ». Le journalisme est à la fois un privilège et un devoir pour ceux et celles qui le pratiquent avec intégrité et équité.

Dans sa récente étude *Collaborative Journalism and Normative Journalism: Lessons from Latin American Journalism*²³⁴, la chercheuse brésilienne Lucia Mesquita souligne qu'en Amérique latine, la pratique du journalisme collaboratif va au-delà d'une simple technique de production

²³¹ Mattelart, A. (1994). *La comunicación-mundo: historia de las ideas y de las estrategias*. Paidós. http://espai-marx.net/elsarbres/wp-content/uploads/2020/02/Mattelart_A_La_comunicaci_n_mundo_1992_.pdf pp. 321, 330, 335, 340, 342.

²³² Guterres, A. (2023, 26 avril). *Journée mondiale de la liberté de la presse : notre liberté dépend entièrement de celle de la presse* (Communiqué SG/SM/21780). Nations Unies. <https://press.un.org/fr/2023/sgsm21780.doc.htm>

²³³ Beltrán, L. R. (1980). *L'adieu à Aristote : la communication horizontale* (p. 15). Commission internationale d'étude des problèmes de la communication ; UNESCO. 48 [71]. p.15

²³⁴ Mesquita, L. (2023). *Collaborative Journalism and Normative Journalism: Lessons from Latin American Journalism. Anàlisi: Quaderns de Comunicació i Cultura*, 68. <https://doi.org/10.5565/rev/analisi.3541>

conjointe d'informations : elle est conçue par ses propres praticiens comme un moyen de respecter et de renforcer les valeurs normatives du journalisme — exactitude, impartialité, équilibre, responsabilité sociale, service d'intérêt public — en particulier dans les contextes où les médias traditionnels ont laissé des vides en matière d'informations de qualité.

À partir de l'analyse de dizaines d'entretiens réalisés auprès des journalistes latino-américains, la chercheuse conclut que les personnes qui pratiquent le journalisme partagent des rôles, des pratiques, des valeurs et des normes, ce qui indiquerait que ceux qui s'engagent dans ces efforts de transmission de l'information considèrent le journalisme comme une obligation sociale orientée vers la démocratie et le service public, et non seulement vers la production de contenus.

Dans un scénario tel que celui que nous présentons dans ce mémoire — la disparition des agences de presse publiques au Mexique et en Argentine —, cette dimension normative du journalisme collaboratif pourrait devenir un mécanisme permettant de préserver et garantir une certaine forme de souveraineté informationnelle, car elle met l'accent sur des valeurs communes qui visent à produire une information démocratique et orientée vers le bien commun, plutôt que de dépendre uniquement des médias commerciaux ou publics, nationaux ou étrangers.

S'appuyant sur la tradition de la théorie normative des médias, développée par Christians, McQuail, Nordenstreng et al.,²³⁵ et reprise de manière critique par des auteurs latino-américains contemporains tels que Silvio Waisbord, Martín Becerra et elle-même, Lucia Mesquita souligne également que la collaboration dans le domaine du journalisme en Amérique latine n'est pas homogène, mais qu'elle répond aux conditions politiques et économiques de chaque contexte régional.

Son étude suggère aussi que dans les démocraties confrontées à des défis — notamment celles qui connaissent une crise des médias publics ou des pressions économiques sur la presse —, il est nécessaire de renforcer, restaurer et réformer les normes et les valeurs du journalisme normatif (« *reinforce, restore and reform normative journalism norms and values* »), ce qui impliquerait que le journalisme collaboratif serait un outil permettant de rétablir ou de maintenir des normes

²³⁵ Christians, C. G. (2009). *Normative theories of the media : journalism in democratic societies*. University of Illinois Press. <https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3413877>

d'information équilibrées et complètes lorsque les structures traditionnelles (telles que les agences de presse publiques) ne peuvent plus remplir cette fonction à elles seules.

Selon notre analyse, cela signifierait que la souveraineté informationnelle au Mexique et en Argentine pourrait être reconstruite à partir de réseaux collaboratifs réunissant des journalistes, des organisations et des communautés. Ces réseaux produiraient et diffuseraient des informations d'intérêt public, sans dépendre uniquement de modèles centralisés ou institutionnels traditionnels.

La création de l'agence coopérative AMEXI par d'anciens journalistes de Notimex illustre cette dynamique.

Il importe toutefois de rester attentifs. Comme le rappelle Silvina Molina, coautrice du *Décálogo para el tratamiento periodístico de la violencia contra las mujeres*²³⁶ et ancienne rédactrice en chef chargée des questions de genre à Télam (de 2013 jusqu'à sa dissolution), les conséquences de l'absence de cette agence sont nombreuses et visibles.

« On détecte moins de féminicides, mais cela ne reflète pas la réalité. Il y a simplement moins de couverture médiatique des féminicides, car l'agence [Télam] avait des correspondants dans tout le pays », a dit récemment Molina.²³⁷

Malgré ces limites, nous pensons que la souveraineté informationnelle peut être préservée grâce à l'engagement de celles et ceux qui cherchent à comprendre et à expliquer les réalités du monde. Le principal défi demeure celui de garantir une circulation libre et équitable de l'information, tout en reconnaissant que le journalisme reste une activité complexe et souvent dangereuse, en particulier dans des contextes marqués par la violence étatique ou circonstancielle.

²³⁶ Hendel, L., Espíndola, M., Barcaglioni, G., Otero, L., & Molina, S. (2008). *Décálogo para la defensa de la libertad de expresión y el derecho a la información*. Periodistas de Argentina en Red por una comunicación no sexista (PAR). https://www.spr.org.ar/intranet/frm_documentos/documentos/1505505867_decalogo_par.pdf

²³⁷ Granara Insúa, J., & Bulacio Areco, V. (2026, 9 janvier). *Las editoras periodísticas de género disminuyeron a menos de la mitad*. Agencia de Noticias de Ciencias de la Comunicación. <https://anccom.sociales.uba.ar/2026/01/09/las-editoras-periodisticas-de-genero-pasaron-disminuyeron-a-menos-de-la-mitad/>

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agence France-Presse. (2021, 14 avril). *L'AFP affiche une légère croissance de ses revenus commerciaux en 2020 et dégage un résultat net historique.*
<https://www.afp.com/fr/lagence/communiqués-de-presse/lafp-affiche-une-legere-croissance-de-ses-revenus-commerciaux-en-2020-et-degage-un-resultat-net-historique>

Agence France-Presse. (2022, 22 avril). *AFP : indicateurs au vert en 2021.*
<https://www.afp.com/fr/lagence/communiqués-de-presse/afp-indicateurs-au-vert-en-2021>

Agence France-Presse. (2021). *D'abord les faits - Rapport annuel 2021.* Édito de Fabrice Fries.
https://www.afp.com/communication/report_2022/AFP_RapportAnnuel_2021_FR_web-1.pdf

Aguiar, P. (2015, décembre). *Agencias de Noticias de América Latina en el siglo XXI: informe preliminar de investigación.* Communication présentée au IX Congreso de la Unión Latina de la Economía Política de la Información, la Comunicación y la Cultura (ULEPICC), La Havane, Cuba.

Aguiar, P. (2018). *Agências de Notícias do Sul Global: jornalismo, Estado e circulação da informação nas periferias do sistema-mundo* (thèse de doctorat en communication sociale). Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro. <http://www.bdttd.uerj.br/handle/1/8868>

Aguiar, P. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Rio de Janeiro, mars 2025.

Alleyne MD, Wagner J. (1993). Stability and Change at the “Big Five” News Agencies. *Journalism Quarterly*. 70(1):40-50.

Ámbito. (2024, mars 4). *Cierre de Télam: las reacciones por la clausura de la agencia de noticias, redacciones valladas y sitio web fuera de línea.* Ámbito.
<https://www.ambito.com/politica/cierre-telam-las-reacciones-la-clausura-la-agencia-noticias-redacciones-valladas-y-sitio-web-fuera-linea-n5959329>

Ámbito Financiero. (2025, 4 février). *El Gobierno prorrogó la intervención de los medios públicos hasta 2026*. Ámbito Financiero.
<https://www.ambito.com/politica/el-gobierno-prorrogo-la-intervencion-los-medios-publicos-2026-n6109834>

Aristegui Noticias. Redacción. (2024, 7 mars). *Nace Amexi, Agencia Mexicana de Información, tras cierre de Notimex*, Aristegui Noticias.
<https://aristeguinoticias.com/0703/mexico/nace-amexi-agencia-mexicana-de-informacion-tras-cierre-de-notimex/>

Artero, J. P., & Moraes, R. (2008). Opciones estratégicas de las agencias de noticias europeas: Reuters, France Presse y EFE. *Comunicación y Sociedad*.

ARTICLE 19. (2021, 10 avril). Mexico: Ten months on and AMLO government continues to sideline the Notimex case. ARTICLE 19.
<https://www.article19.org/resources/mexico-ten-months-on-and-amlo-government-continues-to-sideline-the-notimex-case/>

ARTICLE 19 - Bureau pour le Mexique et l'Amérique centrale. (2025, 9 avril). *Barreras informativas: desafíos para la libertad de expresión y el acceso a la información en México*. <https://articulo19.org/barrerasinformativas/>

Associated Press. (2017) *Consolidated financial statements*. Site corporatif.
<https://www.ap.org/about/annual-report/2017/ap-financials-2017.pdf>

Associated Press. (2020). *AP by the numbers (2020)*. Site corporatif.
<https://www.ap.org/about/annual-report/2020/ap-by-the-numbers>

Associated Press. (2021) *AP by the numbers (2021)*. Rapport annuel. Site corporatif. Récupéré le 6 mai 2022. <https://www.ap.org/about/annual-report/2021/ap-by-the-numbers>

Associated Press. (2022, 29 mars). AP releases new report on AI in local news.
<https://www.ap.org/press-releases/2022/ap-releases-new-report-on-ai-in-local-news>

Associated Press. *Leveraging AI to advance the power of facts*. Site corporatif.
<https://www.ap.org/discover/artificial-intelligence>

Associated Press. (2022, 10 janvier). *AP to launch NFT photography marketplace built by Xooa*. <https://www.ap.org/press-releases/2022/ap-to-launch-nft-marketplace-built-by-xooa>

Associated Press. (2022, 21 octobre). *AP, Chainlink to bring trusted data onto leading blockchains.*
<https://www.ap.org/press-releases/2021/ap-chainlink-to-bring-trusted-data-onto-leading-blockchains>

Barranquero Carretero, A., & Sáez Baeza, C. (2017). Latin American Critical Epistemologies toward a Biocentric Turn in Communication for Social Change: Communication from a Good Living Perspective. *Latin American Research Review*, 52(3), 431–445.
[doi:10.25222/larr.59](https://doi.org/10.25222/larr.59)

Barranquero, Carretero, A. (2011). Rediscovering the Latin American Roots of Participatory Communication for Social Change. *Westminster Papers in Communication and Culture*, 8(1), 154–177. <https://doi.org/10.16997/wpcc.179>

Bastian, M. (2019). Public accountability frame. Dans *Media and accountability in Latin America: Framework – Conditions – Instruments* (pp. 237–253). (Studies in International, Transnational and Global Communications). Springer VS.
https://doi.org/10.1007/978-3-658-24787-4_12

BBC News Mundo. (2023, 6 mars). *Quién es Javier Milei y cuáles son las radicales propuestas con las que ganó las primarias en Argentina.*
<https://www.bbc.com/mundo/articles/c7202q20g27o>

Becerra, M., & Waisbord, S. (2024). Soberanía y nacionalismo en entornos digitales: la llamativa ausencia de América Latina en el debate mundial. *Signo y Pensamiento*, 43.
<https://doi.org/10.11144/Javeriana.syp43.sned> pp. 1 - 16

Beltrán, L. R. (1976). Global communications and international relations. Dans MacBride et al. (dir.), *Voix multiples, un seul monde: vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*. Paris : UNESCO.
<https://archive.ccrvoices.org/cdn.agilitycms.com/centre-for-communication-rights/Images/Articles/pdf/MacBrideFr.pdf>

Beltrán, L. R. (1980). *L'adieu à Aristote : la communication horizontale* (p. 15). Commission internationale d'étude des problèmes de la communication ; UNESCO. 48 [71].

Bernard, L., & Patri, A. (2021, novembre). Droits voisins : un accord historique trouvé entre Google et l'Agence France Presse. Europe 1.

<https://www.europe1.fr/medias-tele/droits-voisins-un-accord-historique-trouve-entre-google-et-la-gence-france-presse-4077725>

Botto, M. N. (2012). *Historia De Las Agencias De Noticias*. Historia Del Periodismo Argentino, Volumen VII. Buenos Aires: Academia Nacional de Periodismo.

Botto, M. N. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Buenos Aires, mai 2025.

Boulay, L. (2021, mai). L'AFP continue sa lutte contre la désinformation à l'international. L'ADN.

<https://business.ladn.eu/news-business/actualites-annonceurs/lafp-projets-europeens-lutte-contre-l-a-desinformation-internet-web-fausses-informations/>

Boyd-Barrett, O., & Rantanen, T. (Éds.) (1998). *The globalization of news*. SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781446250266>

Boyd-Barrett, O. (2008). News Agencies in the Era of the Internet. *Media Asia*, 35(3), 163–169. <https://doi.org/10.1080/01296612.2008.11726880>

Boyd-Barrett, O. (2018). Cultural imperialism and communication. Dans *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.678>

Brinkmann, S. (2020). Conversational Knowledge and Gifts of Chance: On the State of the Method. *International Journal of Qualitative Methods*, 19. <https://doi.org/10.1177/1609406920939426> (Œuvre originale publiée en 2020)

Brinkmann, S. (2020). “Unstructured and semistructured interviewing”. Dans P. Leavy (dir.), *The Oxford Handbook of Qualitative Research* (2^a ed., pp. 424-456). Oxford University Press. DOI:10.1093/oxfordhb/9780190847388.013.22

Britannica, T. E. (2015, 28 août). News agency. *Encyclopedia Britannica*.

Buen Abad Domínguez, F. (2025, 7 mai). *Agencias de información y soberanía*. La Jornada. <https://www.jornada.com.mx/noticia/2025/05/07/opinion/agencias-de-informacion-y-soberania>

Calatrava, A. (2024, 4 mars). *Deja de operar Télam, la agencia oficial de noticias de Argentina*. AP News.
<https://apnews.com/world-news/general-news-69742568b94934a5ee33ac2eed9b0fc0>

Califano, B. (2024, août). *El acceso a la información pública en la Argentina: experiencias de investigación sobre políticas de medios y TIC*. *Question/Cuestión*, 3(78), 22, 25.
<https://perio.unlp.edu.ar/ojs/index.php/question/> <https://doi.org/10.24215/16696581e905>

Canal del Congreso de México. (2023, 26 décembre). *Historia y surgimiento de Notimex* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=EoT9-ixpX9A>

Canclini, N. G., Rosaldo, R., Chiappari, C. L., & López, S. L. (1995). Hybrid Cultures, Oblique Powers. Dans *Hybrid Cultures: Strategies for Entering and Leaving Modernity* (NED-New edition, pp. 206–263). University of Minnesota Press.
<http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttts9sz.13>

Cardoso, F. H., Faletto, E., & Urquidí, M. M. (1979). *Dependency and Development in Latin America* (1st ed.). University of California Press. <https://doi.org/10.2307/ji.13083432>
227 p.

Castaño-Echeverri, A. (2022). Censorship, clientelism and bureaucracy: Production cultures in Colombian state-owned media system. *Media, Culture & Society*, 44(8),. SAGE Publications. <https://doi.org/10.1177/01634437221077167> pp. 1166–1181

Centenera, M. (2024, 4 septembre). *Milei escala su ofensiva contra la prensa al restringir el acceso a la información pública*. *El País* (édition Argentine).
<https://elpais.com/argentina/2024-09-04/milei-escala-su-ofensiva-contra-la-prensa-al-restringir-el-acceso-a-la-informacion-publica.html>

Chabot, R., Cuadra Montoya, X. C., & Pozos Barcelata, A. P. (2019). Introduction: Espaces publics et politique des gauches en Amérique latine. Dans J. Durazo Herrmann (Ed.), *Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine* (pp. 1–18). Les Presses de l'Université Laval. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1gbrz3z.3>

Chaher, S., [et al.]. (2014). *Políticas públicas de comunicación y género en América Latina: un camino por recorrer* (1re éd. 192 p.). Ciudad Autónoma de Buenos Aires : Eudeba.
<https://cotidianomujer.org.uy/wp-content/uploads/attachments/g--nero%20y%20pol--ticas%20p--blicas%20-es-en-.pdf>

Chávez Bravo, C., & Lagos Lira, C. (2024, 17 mai). *Los que están en los diarios pueden desaparecer. El cierre de Télam en Argentina*. CIPER Chile.
<https://www.ciperchile.cl/2024/05/17/los-que-estan-en-los-diarios-pueden-desaparecer-el-cierre-de-telam-en-argentina/>

Christians, C. G. (2009). *Normative theories of the media : journalism in democratic societies*. University of Illinois Press.
<https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3413877>

Comisión Interamericana de Derechos Humanos. (2023). *Informe anual 2022: Relatoría Especial para la Libertad de Expresión* (OEA/Ser.L/V/II. Doc. 50 rev.1). Organización de los Estados Americanos. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/IA2022ESP.pdf>

Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication. (1980). *Voix multiples, un seul monde: vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace*, (Rapport de la Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication présidée par Seán MacBride). Paris : UNESCO.
<https://archive.ccrvoices.org/cdn.agilitycms.com/centre-for-communication-rights/Images/Article/s/pdf/MacBrideFr.pdf>

Copeland, C. (2022, 22 décembre). Journalists at Mexico news agency prepare for third Christmas on strike. *Courthouse News Service*.
<https://www.courthousenews.com/journalists-at-mexico-news-agency-prepare-for-third-christmas-on-strike/>

Corona Berkin, S. (2017). Methodology flows from the Latin American South: The zone of communication and horizontal methodologies. *Comunicación y Sociedad*, (30), 69-94.
https://www.scielo.org.mx/scielo.php?pid=S0188-252X2017000300069&script=sci_arttext&tlng=en

Courrier international. (2024, 5 mars). *En Argentine, Javier Milei tronçonne l'agence de presse Télam*. Courrier international.
<https://www.courrierinternational.com/article/medias-en-argentine-javier-milei-tronconne-l-agence-de-presse-telam>

Crawford, K. (2021). *Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence*. New Haven : Yale University Press. DOI : <https://doi.org/10.2307/j.ctv1ghv45t>

Creswell, J. W., & Poth, C. N. (2018). Five qualitative approaches to inquiry. In *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches* (4th ed.). SAGE Publications. <https://pubhtml5.com/enuk/cykh/basic/401-450> pp. 401–450

Daniel J. Edelman Holdings. (2022). Baromètre de confiance Edelman 2022 : La confiance au Canada.
<https://www.edelman.ca/fr/trust-barometer/barometre-de-confiance-edelman-2022>

Daniel J. Edelman Holdings. (2021) 2021 Edelman Trust Barometer.
<https://www.edelman.com/trust/2021-trust-barometer>

Dang, S. (2021, 2 août). Twitter partners with AP, Reuters to battle misinformation on its site.
<https://www.reuters.com/technology/twitter-partners-with-ap-reuters-battle-misinformation-its-site-2021-08-02/>

De Assis, C. (2023, 11 juillet). *Cómo los abusos, el acoso a periodistas y más de tres años de huelga llevaron al cierre de Notimex.* - LatAm Journalism Review
<https://latamjournalismreview.org/es/articles/como-una-mala-gestion-el-acoso-a-periodistas-y-mas-de-tres-anos-de-huelga-derivaron-en-el-cierre-de-notimex/>

De Moraes, D. (2010). Comunicação, hegemonia e contra-hegemonia: A contribuição teórica de Gramsci. *Revista Debates*, 4(1), 54. <https://doi.org/10.22456/1982-5269.12420>

Díaz, A. (2019, 10 juillet). *Expertos cuestionan a Notimex: se volvió agencia del gobierno.* *El Universal* [Mexique].
<https://www.eluniversal.com.mx/cultura/expertos-cuestionan-notimex-se-volvio-agencia-del-gobierno/>

Díaz, C. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Buenos Aires, juin 2025.

Diccionario del español de México. (s.d.). *Chayote*. consulté sur
<https://dem.colmex.mx/ver/chayote>

Dubois, A. (2024, 12 mars). *Argentine : le président Milei ferme l'agence de presse Télam, qu'il accuse de « propagande ».* *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/12/argentine-le-president-milei-ferme-l-agence-de-presse-telam-qu-il-accuse-de-propagande_6221555_3210.html

Enda, J. (2011). The Bloomberg Juggernaut. *American Journalism Review : Ajr* 33(1):20–33.

Fédération internationale des journalistes (FIJ). (2022, 6 mai). France: premier accord sur les droits voisins à l'AFP.

<https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/category/press-releases/article/france-premier-accord-sur-les-droits-voisins-a-lafp>

Fédération internationale des journalistes (FIJ). (s.d.). *Somos Télam*.
<https://www.ifj.org/fr/activites/campagnes-de-la-fij/somostelam>

France 24 Español. (2024, 4 mars). *Argentina: agencia de noticias Télam cierra tras orden de Milei* [Vidéo]. Dailymotion. <https://www.dailymotion.com/video/x8tv7vm?>

Rendón, P. (2023, 14 avril). *México no puede perder presencia global al dejar vacío el espacio de Notimex: Especialista* (Erick Fernández Saldaña). Universidad Iberoamericana [Mexique].
<https://ibero.mx/prensa/mexico-no-puede-perder-presencia-global-al-dejar-vacio-el-espacio-de-notimex-especialista>

Figaro, Le., avec AFP. (2024, 2 juillet). *Argentine : le gouvernement ferme l'agence de presse nationale Télam*. Le Figaro.
<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/argentine-le-gouvernement-ferme-l-agence-de-presse-nationale-telam-20240702>

Fischer, S. (2021, 20 avril). Exclusive: AP building local news collaborative. Axios Media Trends. <https://www.axios.com/2021/04/20/associated-press-local-news-collaborative>

Fisher, S. (2022, juillet). Exclusive: Bloomberg Media plots global expansion. *Axios Media Trends*.
https://www.axios.com/2022/07/19/exclusive-bloomberg-media-plots-global-expansion?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter_axiosmediatrends&stream=top

Freire, P. (1993 [1967]). *Pedagogy of the Oppressed*. London: Penguin Books.

Freire, P. (1971). *L'éducation-pratique de la liberté* (préface de F. C. Weffort; traduction du portugais). Cerf.
https://ifaenf.org/wp-content/uploads/simple-file-list/Education-comme-pratique-de-liberte_-Paul_o-Freire.pdf

Friedl, P. (2024, 17 octobre). *El cierre y la reconversión de la agencia Télam y el impacto en el turismo y la cultura*. Albasud.
<https://www.albasud.org/noticia/es/1752/el-cierre-y-la-reconversion-de-la-agencia-telam-y-el-imp-acto-en-el-turismo-y-la-cultura>

Fuentes, Y. (2018, 14 octobre). *AMLO presidente: ¿qué es la "Cuarta Transformación" que propone Andrés Manuel López Obrador para México?*. BBC News Mundo.
<https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-45712329>

Gearing, A. A., & Berglez, P. (2019). *The microcosm of global investigative journalism: Understanding cross-border connections beyond the ICIJ*. Journal of Applied Journalism & Media Studies, 8(2), 211–229. https://doi.org/10.1386/ajms.8.2.211_1

Geary, J. (2022, août). Bringing more reliable context to conversations on Twitter. Twitter blog.
https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2021/bringing-more-reliable-context-to-conversations-on-twitter

Gilbert, A. (2024, 4 mars). *Milei provoca un terremoto con el cierre de Télam, la agencia estatal de noticias más importante de Latinoamérica*. El Periódico.
<https://www.elperiodico.com/es/internacional/20240305/milei-provoca-terremoto-cierre-telam-agencia-estatal-noticias-99044684>

Gómez, M., et Núñez, A. (2021). Alfabetización informacional en tiempos de Fake News: Information literacy in times of Fake News. *Revista científica en ciencias sociales*, 3(1), 75–84. <https://doi.org/10.53732/reccsociales/03.01.2021.75>

Gouvernement du Mexique. (2023, 14 avril). *Conférence présidentielle* (2:41:00).
https://www.youtube.com/watch?v=JrIht8sFMW0&ab_channel=EXCELSIOR

Graefe, A., & Bohlken, N. (2020). Automated journalism: A meta-analysis of readers' perceptions of human-written in comparison to automated news. *Media and Communication*, 8(3), 50–59. <https://doi.org/10.17645/mac.v8i3.3019>

Granara Insúa, J., & Bulacio Areco, V. (2026, 9 janvier). *Las editoras periodísticas de género disminuyeron a menos de la mitad*. Agencia de Noticias de Ciencias de la Comunicación. <https://anccom.sociales.uba.ar/2026/01/09/las-editoras-periodisticas-de-genero-pasaron-disminuyeron-a-menos-de-la-mitad/>

Gray Calvo, H. (2022, juin). Journalism is under attack!: Experts explain why it needs defending. *World Economic Forum*.
<https://www.weforum.org/agenda/2022/06/journalism-is-under-attack/>

Groot Kormelink, T. (2022, may). Why people don't pay for news: A qualitative study. *Journalism*, 24(10), 2213-2231. <https://doi.org/10.1177/14648849221099325> (Œuvre originale publiée en 2023)

Guba, E., & Lincoln, Y. (1982). Epistemological and Methodological Bases of Naturalistic Inquiry. *Educational Communication and Technology*, 30(4), 233–252.
<http://www.jstor.org/stable/30219846>

Guerrero, M. A., & Márquez-Ramírez, M. (2014). Media systems and communication policies in Latin America. Dans M. A. Guerrero & M. Márquez-Ramírez (dir.), *Media systems and communication policies in Latin America*. Palgrave Macmillan.
<https://doi.org/10.1057/9781137409058> (318 pp.)

Guterres, A. (2023, 26 avril). *Journée mondiale de la liberté de la presse : Notre liberté dépend entièrement de celle de la presse* (Communiqué SG/SM/21780). Nations Unies.
<https://press.un.org/fr/2023/sgsm21780.doc.htm>

Gutiérrez Areyte, H. (2024, 4 mars). *Sindicatos de prensa de Argentina rechazan el cierre de la agencia estatal Télam*. *El Desconcierto* (Chili).
<https://eldesconcierto.cl/2024/03/04/sindicatos-de-prensa-de-argentina-rechazan-el-cierre-de-la-agencia-estatal-telam>

Habermas, J. (1991). *The Structural Transformation of the Public Sphere*. The MIT Press.

Hallin, D. C., & Mancini, P. (2004). *Comparing media systems: Three models of media and politics*. Cambridge University Press.

Hallin, D. C., & Papathanassopoulos, S. (2002). Political clientelism and the media: southern Europe and Latin America in comparative perspective. *Media, Culture & Society*, 24(2), 175–195. <https://doi.org/10.1177/016344370202400202>

Harlow, S., & Salaverría, R. (2016, février). Regenerating Journalism: Exploring the “Alternativeness” and “Digital-ness” of Online-Native Media in Latin America. *Digital Journalism*, 4(8) 1001–1019. <https://doi.org/10.1080/21670811.2015.1135752> pp.

Harman, C. (2021, 8 septembre). Reuters leverages Instant Articles to support commercial and audience growth. *Facebook Journalism Project*.

Hayes, A., (2020). Reuters. *Investopedia*.
<https://www.investopedia.com/terms/r/reuters.asp#:~:text=Reuters%20was%20a%20standalone%20global,York%20and%20Toronto%20stock%20exchanges.>

Hendel, L., Espíndola, M., Barcaglioni, G., Otero, L., & Molina, S. (2008). *Decálogo para la defensa de la libertad de expresión y el derecho a la información*. Periodistas de Argentina en Red por una comunicación no sexista (PAR).
https://www.spr.org.ar/intranet/fm_documentos/documentos/1505505867_decálogo_par.pdf

Herman, E. S., & Chomsky, N. (1988). *Manufacturing consent: The political economy of the mass media* (Pbk. ed.). Pantheon Books.

Hernández Rodríguez, R. (2023). Los desequilibrios institucionales en la democracia mexicana. *Korpus* 21, 3(9), 371, 376. <https://doi.org/10.22136/korpus212023146>

Infobae. (2024, 1er juillet). *El Gobierno de Argentina convierte la agencia de noticias Télam en una de publicidad del Estado*. Infobae.
<https://www.infobae.com/america/agencias/2024/07/01/el-gobierno-de-argentina-convierte-la-agencia-de-noticias-telam-en-una-de-publicidad-del-estado/>

Internet Society. (2025). *Protect and promote collaborative internet governance in Brazil*.
<https://www.internetsociety.org/open-letters/protect-and-promote-collaborative-internet-governance-in-brazil/>

Juntunen, L., & Nieminen, H. (2019). *The future of national news agencies in Europe – Case study 3: The changing relation between news agencies and the state*. The London School of Economics and Political Science. <https://doi.org/10.21953/lse.oc95dmr2xy5y>

León, I. (2025). La guerra cognitiva y su propuesta de daño estructural. *Voces del Periodista*, (499) 18-20.

https://www.mujaresenred.net/IMG/pdf/Voces_del_Periodista_499-18-20.pdf

López Aguirre, J. L. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Mexico, juin 2025.

López Gijssberts, D. (2021, 15 avril). La Agencia Télam y el sueño de la soberanía informativa. *Desde el conocimiento*.

Argentine. <https://desdeelconocimiento.com.ar/la-agencia-telam-y-el-sueno-de-la-soberania-informativa/>

Lorca, J. (2024, 10 décembre). *La estrategia comunicacional de Milei y sus milicias digitales: disciplinar y amedrentar*. El País.

<https://elpais.com/argentina/2024-12-10/la-estrategia-comunicacional-de-milei-y-sus-milicias-digitales-disciplinar-y-amedrentar.html>

Lugo-Ocando, J. (2008). "An Introduction to the Maquilas of Power: Media and Political Transition in Latin America." Dans J. Lugo-Ocando (éd.), *The Media in Latin America*. McGraw-Hill/Open University Press.

https://www.scribd.com/document/850968204/The-Media-in-Latin-America-1st-Edition-Jairo-Lugo-download?utm_

Lugo-Ocando, J., & García Santamaría, S. (2015). Media, Hegemony, and Polarization in Latin America. Dans J. Zielonka (éd.), *Media and Politics in New Democracies*. Oxford University Press.

<https://eprints.whiterose.ac.uk/id/eprint/88704/9/Media%2C%20hegemony%20chapter.pdf>

Lugo-Ocando, J., & Marchesi, M. (2024). Contesting Power From the Periphery: The Latin American Sociological Imagination and the Media. *Critical Sociology*, 50(4-5), 767–778.

<https://doi.org/10.1177/08969205231221233>

Lumen Learning. (s.d.). 36.2.3 Peronism. SUNY World History.

<https://courses.lumenlearning.com/suny-worldhistory/chapter/36-2-3-peronism/>

Márquez Ramírez, M., Amado, A., & Waisbord, S. (2021). Labor Precarity and Gig Journalism in Latin America (Chapitre). Dans K. Chadha & L. Steiner (Éds.), *Newswork and Precarity* (1re éd.). Routledge.

<https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4324/9781003057376>

Martín-Barbero, J. (1984). Cultura popular y comunicación de masas. Dans *Materiales para la comunicación popular* (no 3, p. 225). Centro de Estudios sobre la Cultura Transnacional.

Martín-Barbero, J. (1987). De los medios a las mediaciones. Comunicación, cultura y hegemonía. Gustavo Gili, Barcelone.

Martín-Barbero, J. (2006). A Latin American perspective on communication/cultural mediation. *Global Media and Communication*, 2(3), 279–297.
<https://doi.org/10.1177/1742766506069579>

Martínez Méndez, P. et White, P. (2022). *Les défis des agences de presse internationales AFP, Reuters, AP et Bloomberg à l'ère des GAFAs et de l'Intelligence artificielle*. UQAM, Programme PAFARC, Montréal, 67 p.

Mattelart, A. (1980). Conférence de M. Armand Mattelart, professeur à l'Université de Paris VII. *Communication, Information, Médias, Théories*, 3(2), 29-35.
<https://doi.org/10.3406/comin.1980.884>

Mattelart, A. (1994). *La comunicación-mundo: historia de las ideas y de las estrategias*. Paidós.
http://espai-marx.net/elsarbres/wp-content/uploads/2020/02/Mattelart_A._La_comunicaci_n_mundo_1992_.pdf

Mattelart, A. (2006). Entre el Nuevo Orden Mundial de la Información y la Comunicación y la “Cumbre Mundial sobre la Sociedad de la Información”. *Telos: Cuadernos de comunicación e innovación*, 67, 1–19.
<https://telos.fundaciontelefonica.com/archivo/numero067/entre-el-nuevo-orden-mundial-de-la-informacion-y-la-comunicacion-y-la-“cumbre-mundial-sobre-la-sociedad-de-la-informacion”/?output=pdf>

Mattelart, A. (2013). Les enjeux des luttes pour la démocratisation de la communication. *Mouvements*, 76(4). 66-77. <https://doi.org/10.3917/mouv.076.0065>

Mattelart, A., & Mattelart, M. (2018). V. Économie politique. *Histoire des théories de la communication* (pp. 65–75). La Découverte.
<https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/histoire-des-theories-de-la-communication--9782348040672-page-65?lang=fr>

Mayor, S. (2024, 24 mars). *Milei quiere silenciar la agencia de noticias más importante de América Latina*. El Salto.
<https://www.elsaltodiario.com/argentina/milei-quiere-silenciar-agencia-noticias-importante-america-latina>

Mesquita, L., & de Lima-Santos, M.-F. (2021). Collaborative Journalism from a Latin American Perspective: An Empirical Analysis. *Journalism and Media*, 2(4), 556–560.
<https://www.mdpi.com/2673-5172/2/4/33>

Mesquita, L. (2023). Collaborative Journalism and Normative Journalism: Lessons from Latin American Journalism. *Anàlisi: Quaderns de Comunicació i Cultura*, 68.
<https://doi.org/10.5565/rev/analisi.3541>

Mitchelstein, E., & Boczkowski, P. J. (2021). *La brecha digital y las transformaciones del periodismo*. Buenos Aires : Paidós.
https://books.google.ca/books?id=_IWnCOAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr#v=onepage&q&f=false

Moreno, A. (2025, 27 août). *Tecnología sin soberanía: el flujo de datos en América Latina*. Soberanía Digital.
<https://soberaniadigital.org/tecnologia-sin-soberania-el-flujo-de-datos-en-america-latina/>

Newman, N. (2024, 9 janvier). *Journalism, media, and technology trends and predictions 2024* [Rapport]. Reuters Institute for the Study of Journalism.
<https://doi.org/10.60625/risj-0s9w-z770>

Nueva Mañana, La. (2025, 4 mars). *Menos información y más silenciamiento: a un año del cierre de la agencia pública Télam*. La Nueva Mañana.
<https://lmdiarario.com.ar/contenido/474955/menos-informacion-y-mas-silenciamiento-a-un-ano-del-cierre-de-la-agencia-publica>

Mocca, E. (2007, 4 novembre). *Elecciones, centroizquierda y kirchnerismo*. Página/12.
<https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-94085-2007-11-04.html>

Monde, Le avec AFP. (2024, 3 mai). *Reporters sans frontières dénonce, dans son classement annuel de la liberté de la presse, la dégradation de la situation en Argentine*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/03/reporters-sans-frontieres-denonce-dans-son-classement-annuel-de-la-liberte-de-la-presse-la-degradation-de-la-situation-en-argentine_6231307_3210.html

Mosco, V. (2009). The development of a political economy of communication (Chap. 4, p. 68). Dans *The Political Economy of Communication* (2e éd.). Los Angeles : Sage Publications.

Oliva, A. (2024, 6 mars). [*"Es un ataque a la libertad de expresión inédito en Argentina": el golpe para los periodistas de Télam tras clausurar el gobierno de Milei la agencia estatal de noticias más grande de América Latina*](#). BBC News Mundo.

Oller Alonso, M., & Tornay-Márquez, M. C. (2020). [*Hacia un periodismo-otro: una propuesta de cultura periodística desde y para América Latina*](#). *Journal of Latin American Communication Research*. 24 p.

Olvera, M. (2023, 14 avril). *Notimex va a desaparecer: AMLO; "ya no necesitamos una agencia de noticias"*. *El Universal* [Mexique].
<https://www.eluniversal.com.mx/nacion/notimex-va-a-desaparecer-amlo-ya-no-necesitamos-una-agencia-de-noticias/>

Oliveira, T., & Mendes Pinto, T. (2024). *Knowledge and emancipation: From epistemic injustice to digital and epistemic sovereignty in Latin America*. *Journal of Digital Social Research*, 6(3). <https://doi.org/10.33621/jdsr.v6i3.33244>

Organisation des Nations unies. (2022, 2 novembre). Si callan a los periodistas, la sociedad pierde la posibilidad de ejercer sus derechos, afirman seis periodistas mexicanos. *Noticias ONU*. <https://news.un.org/es/story/2022/11/1516572>

Ortiz-Freuler, J. (2025). *Informational sovereignty: The commercial and geopolitical risk of newsroom dependency on third-party infrastructure in Latin America*. SSRN Preprint. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=5242483

Página/12. (2024, 4 mars). *Fuerte repudio al cierre de Télam*. Página/12.
<https://www.pagina12.com.ar/717857-fuerte-repudio-al-cierre-de-telam/>

Paillé, P. & Mucchielli, A. (2016). Chapitre 1. Choisir une approche d'analyse qualitative. Dans : P. Paillé & A. Mucchielli (Dir), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (pp. 13-33). Paris: Armand Colin.

Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). Chapitre 2. Les processus de la pensée qualitative. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (p. 37-72). Armand Colin.
<https://shs.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019-page-37?lang=fr>

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (5e éd.). Paris : Armand Colin.
<https://shs.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019>

Pallais, M. L. (2023, 22 avril). *Lo que Notimex debió ser*. *El País* [Mexique]

Palmer, M., Boyd-Barrett, O., & Rantanen, T. (1998). Global financial news (pp. 61–78). Dans O. Boyd-Barrett & T. Rantanen (Éds.), *Global financial news*. SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781446250266.n5>

Palmer, M. (2020). *International News Agencies : A History*. Palgrave Macmillan. 268 pp.

Palmer, M. (2024). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Paris, décembre 2024.

Paxman, A. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Aguascalientes, juin 2025.

Quezada, J. (2023, 6 mai). *Atentado al derecho a la información, acabar con Notimex*. *El Universal* [Mexique].
<https://www.eluniversal.com.mx/cultura/atentado-al-derecho-a-la-informacion-acabar-con-notime>
[x/](https://www.eluniversal.com.mx/cultura/atentado-al-derecho-a-la-informacion-acabar-con-notime)

Rafeeq, A. & Jiang, S. (2018). From the Big Three to elite news sources: a shift in international news flow in three online newspapers TheNational.ae, Nst.com.my, and Nzherald.co.nz, *The Journal of International Communication*, 24:1, 96-114.
DOI:[10.1080/13216597.2018.1444663](https://doi.org/10.1080/13216597.2018.1444663)

Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine de droits humains (s.d.). Violence contre les journalistes. Organisation des États américains (OEA). [Consulté à :
<https://www.oas.org/es/cidh/expresion/pedagogicos/violencia-periodistas.asp>].

Rantanen, T. (2021). Toward Hybridity? Nationality, Ownership, and Governance of News Agencies in Europe . *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 98(1), 263–282.
<https://doi.org/10.1177/1077699020923605> . pp. 263–282;

Red Argentina de Investigadores en Comunicación y Cultura con Enfoque de Derechos. RAICCED. (2023, 29 novembre). *Informe Técnico N°2: Derechos comunicacionales en Argentina: Desigualdades, obstáculos y políticas (2019-2023)*.
<https://raicced.wordpress.com/2023/11/29/informe-tecnico-n2-derechos-comunicacionales-en-argentina-desigualdades-obstaculos-y-politicas-2019-2023/>

République argentine. (2024). *Décret 117/2024 — Interventions* [Décret]. *Journal officiel de la République argentine*.

Resumen Latinoamericano. (2024, 14 mars). *Comunicación. Argentina: para Reporteros Sin Fronteras, el cierre de Télam es un «duro golpe al derecho a la información»*. Resumen Latinoamericano.
<https://www.resumenlatinoamericano.org/2024/03/14/comunicacion-argentina-para-reporteros-sin-fronteras-el-cierre-de-telam-es-un-duro-golpe-al-derecho-a-la-informacion/>

Resumen Latinoamericano. (2017, 11 décembre). *Argentina. La deportada («disruptiva» según la Cancillería): carta pública*. Résumé de : Página/12. (2017, 11 décembre). *“Sally Burch, la disruptiva.”*, consulté le 20 avril 2025 dont le lien est brisé.

Reyes Matta, F. (1984). “Búsqueda de una comunicación democrática. Nuevo orden informativo: 1973-1983”. Dans *Nueva Sociedad*, N° 71, mars-avril, pp. 62-68.
<https://nuso.org/articulo/busqueda-de-una-comunicacion-democratica-nuevo-orden-informativo-1973-1983/>

Riva Palacio, R. (2023, 17 avril). *Adiós Notimex. El Financiero* [Mexique].
<https://www.elfinanciero.com.mx/opinion/raymundo-riva-palacio/2023/04/17/adios-notimex/>

Schiller, H. I. (1976). *Communication and cultural domination* (Chap. 1, Cultural domination: Sources, context and current styles. pp. 11, 14, 16). White Plains: Sharpe.

Secrétariat d'État mexicain. (2023). *Sistema de Información Legislativa* [Document institutionnel].
http://sil.gobernacion.gob.mx/Archivos/Documentos/2023/10/asun_4629054_2023_1017_1697568403.pdf

Smulovitz, C. (2008). La política por otros medios. Judicialización y movilización legal en la Argentina. *Desarrollo Económico*, 48(190/191), 305. <http://www.jstor.org/stable/27667840>

Srnicek, N. (2017). *Platform Capitalism: Introduction*. United Kingdom: Polity Press.

Stevenson, M. (2023, 14 avril). *México anuncia el fin de la agencia de noticias Notimex*. Associated Press. <https://apnews.com/article/noticias-b9cccd415a58b08cadee18e3e1eb5674>

Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA), Fédération argentine des travailleurs de la presse (FATPREN), & Département des sciences de la communication, Université de Buenos Aires (UBA). (2024). *Informe sobre libertad de expresión en Argentina 2024* (avec le soutien de la Fédération internationale des journalistes, FIJ). https://comunicacion.sociales.uba.ar/wp-content/uploads/sites/16/2024/12/Informe-sobre-libertad-de-expresion-en-Argentina-2024_Comu-FSoc-SiPreBA-FATPREN-SIP.pdf

Syndicat de la presse de Buenos Aires (SiPreBA). (2024, 24 mars). *24M: Desde Télam hasta la Plaza por Memoria, Verdad y Justicia*. <https://www.sipreba.org/secretarias/derechos-humanos/24m-deste-telam-hasta-la-plaza-por-memoria-verdad-y-justicia/>

UNESCO. (s. f.). Les Indicateurs de développement des médias (IDM) de l'UNESCO. <https://www.unesco.org/en/media-development-indicators>

UNESCO & ONU-DH. (2024, octobre). *Observaciones técnicas sobre el Decreto 780/2024 en Argentina* [PDF]. Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. <https://acnudh.org/wp-content/uploads/2024/10/ANALISIS-Decreto-780-2024-ARGENTINA-UNESCO-ACNUDH.pdf>

Urrea, A. (2025). Entretien sur les agences de presse et la souveraineté informationnelle. [Transcription d'une entrevue réalisée par Paloma Martinez Mendez · enregistrement sonore]. Montréal-Mexico, juin 2025.

Vega Montiel, A. (2014). El caso mexicano y la propuesta para transversalizar la Ley de Telecomunicaciones y Radiodifusión con perspectiva de género. Dans S. Chaher [et al.], *Políticas públicas de comunicación y género en América Latina: un camino por recorrer* (1re éd., pp. 52-59). Ciudad Autónoma de Buenos Aires : Eudeba.

Waisbord, S. (2000). *Watchdog journalism in South America: News, accountability, and democracy*. Columbia University Press.

Waisbord, S. (2011). Can NGOs change the news? *International Journal of Communication*, 5, 142–165.

White, P. (1997). *Le village CNN : la crise des agences de presse*. Presses de l'Université de Montréal (PUM), 190 p.

Wikipédia. *Télam*. (2024, 4 décembre). Wikipédia
<https://en.wikipedia.org/wiki/T%C3%A9lam>

Zamith, R. (2022). Journalism in Latin America. Dans R. Zamith (Éd.), *The international journalism handbook: Concepts, challenges, and contexts* (Chapitre 42). UMass Amherst Libraries.
<https://books.rodrigozamith.com/the-international-journalism-handbook/files/Rodrigo%20Zamith%20-%20The%20International%20Journalism%20Handbook.pdf>

Zuban Córdoba y Asociados. (2024). *Informe Nacional Marzo 2024*. Consulté le 1 juin 2025, à l'adresse web : <https://zubancordoba.com/portfolio/informe-nacional-marzo-2024>